



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
415, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 MARS 1934.

QUEBEC, SATURDAY, 3RD MARCH, 1934

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.
Hôtel du Gouvernement. 1191—9-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
Government House. 1192—9-9

Lettres patentes

"Advanced Hat, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Harry Tarder, marchand, Sidney-Z. Mallet, marchand, Dame Sara Tarder, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Tarder, et Dame Sarah Mallet, ménagère, épouse séparée de biens de Sidney-Z. Mallet, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de chapeaux, formes de chapeaux, casquettes, fourrures, articles de mode, doublures de chapeaux, accoutrements, tweeds, tissus, marchandises sèches, cotonnades, draps et dentelles, articles en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfums, savon et tous autres articles, commodités, marchandise et choses nécessaires pour les fins de la compagnie, et agir comme tailleurs, marchands de drap, bonnetiers, costumiers, pelletiers, gantiers et trafiquants de caoutchouc, et avoir comme agents de manufacturiers ou à commission de toutes sortes d'articles, objets, effets et marchandise et matériel;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, et autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute classe et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société ou en-

Letters patent

"Advanced Hat, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1934, incorporating: Harry Tarder, merchant, Sidney Z. Mallet, merchant, Dame Sara Tarder, housewife, wife separate as to property of Harry Tarder, and Dame Sarah Mallet, housewife, wife separate as to property of Sidney Z. Mallet, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade in and deal with all kinds of hats, hat frames, caps, furs, millinery, hat linings, wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods, cottons, cloth and laces, india rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, gloves and dealers in india rubber, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

To manufacture, purchase and in any manner acquire, to own, hold and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company and to vote all shares so held through such agent as the directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership or

treprise commerciale faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Advanced Hat, Incorporated", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Exploiter et ouvrir des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie dans toute ligne se rapportant aux objets de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acquérir par achat, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats à toute telle personne;

Placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui, de temps en temps, sera déterminée par la compagnie; tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, garanties et autres effets négociables ou transférables;

Emprunter de l'argent des banques, individus ou sociétés avec ou sans nantissement des biens de la compagnie, selon qu'il pourra en être décidé par les directeurs de ladite compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Advanced Hat, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,

1193

Sous-secrétaire de la Province.

"Blondell's, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1934, constituant en corporation: Oscar Bloomfield, Jack Bloomfield et Joseph Schoilovitz, tous marchands, et tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer principalement le commerce de con-

business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Advanced Hat, Incorporated", and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To take agencies for any company, corporation or partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such person;

To invest monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the company; to draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money from banks, individuals or partnerships with or without the pledging of the assets of the company, as might be decided by the directors of the said company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Advanced Hat, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,

1194-o

Assistant Provincial Secretary.

"Blondell's, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1934, incorporating: Oscar Bloomfield, Jack Bloomfield and Joseph Schoilovitz, all merchants, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on principally the business of Ladies'

fections pour dames, en gros et en détail, manufacturiers de lingerie et tout article de commerce, vêtements et choses, et toutes autres choses y relatives;

Exercer le commerce de manufacturiers, grossistes et détaillants, exportateurs, importateurs, distributeurs, commerçants, en gros et en détail, de toutes confections, manteaux, vêtements, gants, lingerie, fourrures, chaussures, chapeaux pour dames; et faire le commerce d'aucune et toutes autres choses y relatives;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des droits ou biens de la compagnie ou les rendre profitables;

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, exportateurs, importateurs, de confections et vêtements pour dames et d'aucune et de toutes autres choses y relatives, à base de commission ou autrement;

Conclure des arrangements que cette compagnie croira convenables, pour le partage des profits, l'union des intérêts ou aucun risque conjoint semblable avec aucune personne, firme, compagnie ou compagnies;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs d'aucune compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie; les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, mobilière et immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays étranger;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie, corporation et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables et en particulier au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres, périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

wear, jobbers, and retail, manufacturers of lingerie and in any and all marketable wear, clothing and things, and in all other things appertaining to the same;

To carry on the business of manufacturers, wholesalers, jobbers, exporters, importers, distributors, dealers, wholesale and retail, of all ladies' ready to wear, coats, clothing, gloves, lingerie, furs, shoes, hats, and to do business in any and all other things appertaining to the same;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To represent manufacturers, distributors, jobbers, exporters, importers, for all ladies' ready to wear and clothing and any and all other things appertaining to the same, on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, or any similar joint venture with any person, firms, company or companies that the company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid-up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, moveable and immoveable, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and, in particular, any machinery, plant, stock in trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

Vendre, améliorer, gérer, échanger, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

Faire le commerce des choses susdites comme mandants, agents, sous-agents, courtiers, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Blondell's, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de février 1934.

1195 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all of the above things as principals, agents, sub-agents, brokers, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Blondell's, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1934.

1196-o ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Darling Realities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1934, constituant en corporation: Frederick-Thomas Collins, Stephen-Boyd Millen, et Gordon Davidson, tous avocats, et tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange ou autrement, prendre à bail et posséder et accorder des baux, exploiter et utiliser et autrement négocier, et céder, disposer et faire le commerce d'immeubles et tous droits et intérêts en iceux et terrains et édifices de toutes sortes, et biens et droits mobiliers, de toute nature et description, et construire, améliorer, réparer et autrement négocier, directement ou indirectement, des édifices et maisons résidentielles, industrielles, commerciales et autres, maisons-appartements, plain-pieds, magasins, entrepôts, systèmes de chauffage et autres constructions de toutes sortes, et exercer un commerce général d'immeuble et les opérations d'agents et courtiers en immeuble généralement, entrepreneurs, constructeurs, administrateurs, entreposeurs et autres commerces similaires;

Acquérir la totalité ou aucune partie des biens, droits, actif et clientèle, soit en assumant ou non les obligations appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise possédant des biens qui sembleront convenables ou désirables pour la compagnie ou susceptibles d'être conduites et administrées de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, ou appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise endettées envers la compagnie ou transigeant aucun commerce similaire à celui exercé par la compagnie ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent ou en actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel ou valeurs de cette compagnie ou autrement;

Placer de l'argent, à intérêt, sur la garantie de biens, mobiliers ou immobiliers, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et à tels termes et sujet à telles conditions qui seront jugés convenables;

Recevoir de l'argent ou dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des biens de toutes sortes, aux termes qui pourront être convenus;

"Darling Realities, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1934, incorporating: Frederick Thomas Collins, Stephen Boyd Millen, and Gordon Davidson, all advocates, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise, to take on lease and to own and grant leases of, operate and use and otherwise deal with, and to alienate, dispose of and deal in real estate and all rights and interests therein and lands and buildings of any kind, and moveable and immoveable properties and rights of every kind and description, and to construct, improve, repair and otherwise deal with, directly or indirectly, residential, industrial, commercial and other buildings and houses, apartment buildings, flats, stores, warehouses, heating plants and other constructions of all kinds, and to carry on a general real estate business and the businesses generally of real estate agents and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and other similar businesses;

To acquire the whole or any part of the property, rights, assets and goodwill, either with or without assuming the liabilities belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise possessed of property which may seem suitable or desirable for the Company or capable of being conducted and managed so as directly or indirectly to benefit the Company, or belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise indebted to the Company or transacting any business similar to that transacted by the Company or having objects altogether or in any part similar to the Company or carrying on any business which the Company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this Company or otherwise;

To invest money at interest on the security of property, moveable or immoveable, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may be deemed expedient;

To receive money or deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise et, à cette fin, nommer et rémunérer tous comptables, évaluateurs, ingénieurs, ou autres experts ou agents;

Transiger et faire des opérations d'agences de toutes sortes et particulièrement agir comme agents pour placer, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent, pour le transfert d'obligations, débetures, actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente et l'amélioration, le développement et l'administration de propriétés, y compris des opérations et entreprises commerciales, et généralement transiger et entreprendre toutes sortes d'opérations d'agences, soit en rapport avec des affaires commerciales, industrielles ou financières;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se fusionner, ou faire des arrangements d'exploitation conjointe avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés, entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel ou comme partiellement libérées, les actions, débetures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement, ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débetures et valeurs de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux,

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and, for that purpose, to appoint and remunerate any accountants, valuers, engineers or other experts or agents;

To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, receipt or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any securities, rights or things that it can acquire or in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

To establish, support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the Company, or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and

souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour des fins de son industrie;

Faire des avances de fonds à toute compagnie dont les actions du capital-actions, les bons ou autres obligations sont détenus en totalité ou en partie par cette compagnie, garantir ses obligations ou contrats ou lui aider autrement de toute manière; et faire tous actes ou choses pour conserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles actions, bons ou obligations, et similairement avancer des deniers à toute personne, firme ou compagnie ayant des engagements commerciaux avec la compagnie ou endettées envers elle, ou garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie et placer et disposer des fonds ou biens qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, comme il sera jugé à propos;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer; et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires ou agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et faire toutes les autres choses qui s'y rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Et les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans ces lettres patentes, à savoir:

to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibitions or for any public, general or useful objects;

To purchase, take on lease or exchange, hire, or otherwise acquire any moveable or immovable property or properties and rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To make advances or to guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds, or other obligations are held in whole or in part by this company, and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations; and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

To lend money to persons or companies having dealings with the Company and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the Company as may be deemed expedient;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

Subject to provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The following provision is, by request, embodied in these Letters Patent, to wit:

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Darling Realities, Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
1197 Sous-secrétaire de la Province.

"La Compagnie des Produits Diaphanites, Limited—The Diaphanite Products Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1934, constituant en corporation: Arthur Clerbois, inventeur, Eugène Dupras, financier, tous deux de Montréal, et Louis-Joseph Julien, comptable, d'Outremont, dans les buts suivants:

Fabriquer, vendre, faire le commerce de tous produits Diaphanites ou autres matières quelconques, ou toutes autres choses pouvant dériver des dits produits;

Fabriquer, vendre, faire le commerce d'abat-jour, ou de tous autres articles où le procédé Diaphanite peut être employé;

Manufacturer, vendre toutes sortes de produits chimiques et aussi de tous accessoires pouvant se rattacher au dit commerce;

Fabriquer, importer, exploiter, faire le commerce de lampes, radios, argenterie, objets d'art, de draperies, fleurs artificielles;

Manufacturer, vendre toutes sortes d'applications électriques ou tous autres articles pouvant convenir au dit commerce;

Acheter, acquérir, louer, posséder, gérer et maintenir en opérations des terrains, des prémisses, des manufactures, des magasins, des agences, des dépôts, des succursales selon qu'il sera jugé convenable dans l'intérêt de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou des produits de la compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets d'invention, permis et concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être utilisé pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "Darling Realities, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1198-o Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie des Produits Diaphanites, Limited—The Diaphanite Products Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1934, incorporating: Arthur Clerbois, inventor, Eugène Dupras, financier, both of Montreal, and Louis Joseph Julien, accountant, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture, sell, deal in all Diaphanite products or other matters whatsoever, or in anything which may be derived from the said products;

To manufacture, sell, deal in shades and in any other articles wherein the Diaphanite process may be used;

To manufacture, sell all kinds of chemicals and also any accessories which may be connected with the said business;

To manufacture, import, exploit, deal in lamps, radios, silverware, works of art, draperies, artificial flowers;

To manufacture, sell all kinds of electrical fixtures or any other articles which may be suitable for the said business;

To purchase, acquire, lease, manage and keep in operation lands, premises, factories, stores, agencies, depots, branches, as may be deemed expedient in the interest of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of any of the company's property, products and rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is

présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations, ou les deux en paiement de leur prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et garantir le paiement principal et des dividendes et de l'intérêt sur les dites actions, débetures et autres obligations de valeur, et sur l'exécution des contrats par toute compagnie semblable;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir des contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable et les vendre, les détenir avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, acheter, acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, donner en garantie ou autrement disposer de tous bons, actions, débetures, billets, ou autres valeurs, obligations, contrats ou autres droits de toute corporation, compagnie, association, société ou personne, d'employer à cette fin en tout ou en partie les fonds de la compagnie et ou d'émettre en échange ou en garantie collatérale tous bons, actions, débetures, garanties, obligations ou autres valeurs de la compagnie, faire des avances ou prêts ou autrement aider et assister toutes personnes, sociétés, associations, compagnies, corporations, sur toutes telles garanties ou valeurs;

Demander, acquérir, obtenir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le droit d'accorder et payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations, l'actif de la compagnie, pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Lever, et contribuer à lever des fonds, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre personne, maison, compagnie, ou corporation, avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporation;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Émettre, répartir, réémettre des actions libérées et non sujettes à appels de fonds, obligations, bons, débetures, ou autres valeurs de la compagnie en paiement, partie de paiement, échange et considération de l'achat ou l'acquisition par la compagnie de tous commerces, industrie ou entreprises quelconques, immeubles, propriétés, biens-fonds, droits, réclamations, privilèges, concessions, avantages, contrats, achalandages, autres biens de toute autre nature ou actif de toutes descriptions, et aussi de toutes actions, débetures, ou autres valeurs de toutes

authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the present company, and to guarantee payment of the principal and dividends and interest on the said shares, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To inter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, purchase, acquire, hold, own, sell, transfer, give as security or otherwise dispose of any stock, bonds, debentures, notes or other securities, obligations, contracts or other rights of any corporation, company, association, firm or person and for such purpose to use all or part of the funds of the company or to issue in exchange or as collateral security any bonds, shares, debentures, guarantees, obligations or other securities of the company; to make advances or loans or otherwise aid and assist any persons, firms, associations, companies or corporations on such guarantees or securities;

To apply for, acquire, obtain by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To issue, allot, re-issue paid up and non-assessable shares, obligations, bonds, debentures or other securities of the company, in payment, part payment, exchange or consideration for the purchase or acquisition by the company of any business, industry or undertaking whatever, immovables, property, real estate, rights, claims, privileges, concessions, advantages, contracts, goodwill, other property of any kind or assets of any description; and also of any stock, debentures or other securities of any persons, firms, associations, corporations or companies having purposes in

autres personnes, sociétés, associations, corporations ou compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Rémunérer, soit en argent, ou avec l'approbation des actionnaires, en actions entièrement ou en partie libérées, bons, débentures, garanties ou autres valeurs de la compagnie, toutes personnes, sociétés, associations, corporations, firmes ou compagnies, pour la promotion ou l'organisation de la compagnie ou pour la vente, l'échange ou autres placements ou négociations, en tout ou en partie, des actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec la poursuite des affaires de la compagnie;

Advenant le cas de vente ou aliénation totale ou partielle des biens de la compagnie, distribuer conformément à la loi le produit de telle vente ou aliénation, entre les actionnaires y ayant droit, après provision suffisante conformément à l'article 81 de la loi des Compagnies de Québec pour garantir les créanciers de la compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie présente;

Vendre, louer, transférer, ou autrement disposer en faveur de toutes personnes, firmes, sociétés, associations, corporations ou compagnies, toutes ou aucune partie des affaires ou entreprise de la compagnie et accepter en considération de telles ventes, louages ou transferts, des argents ou des actions, débentures, obligations, ou autres valeurs de toutes telles compagnies, corporations, associations, sociétés ou personnes;

Exercer toutes les industries et genres de commerce ou d'affaires jugés nécessaires, utiles ou connexes à l'accomplissement des objets ci-dessus, consentir et faire tous contrats jugés avantageux pour la poursuite des objets ci-dessus, faire tous autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus et qui pourront directement ou indirectement protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises, l'actif et les valeurs ou les droits de la compagnie;

Faire toutes les choses de nature à atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou l'un quelconque des dits objets en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs, ou autrement et par voie des fidéicommissaires, d'agent, ou autrement, et soit ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "La Compagnie des Produits Diaphanites, Limitée—The Diaphanite Products Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 560 actions privilégiées de \$25.00 chacune et 60 actions ordinaires avec valeur au pair de \$100.00 chacune.

Les dites actions privilégiées donneront droit à leurs détenteurs aux privilèges suivants:

Les détenteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir à même le surplus ou les bénéfices nets de la compagnie un dividende de \$1.75 par action par année et cumulatif, lequel sera payable avant que tout dividende soit déclaré sur les actions ordinaires.

Advenant la dissolution ou la liquidation volontaire ou forcée de la compagnie, les détenteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir le plein montant du capital qu'ils auront versé sur les dites actions jusqu'à concurrence de \$25.00 avant qu'aucun montant ne soit payable aux détenteurs des actions ordinaires.

Les dites actions privilégiées ne conféreront pas le droit de vote à leurs détenteurs.

whole or in part similar to those of the company;

To remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in fully or partly paid up shares, bonds, debentures, guarantees or other securities of the company, any person, society, association, corporation, firm or company for the promotion or organization of the company or for the sale, exchange or other investments or negotiations, in whole or in part, the stock, debentures or other securities of the company, or in connection with the pursuit of the company's business;

In the case of the sale or disposal of all or part of the assets of the Company, to distribute pursuant to law the revenue of such sale or disposal among the shareholders entitled thereto, after ample provision has been made, in conformity with article 81 of the Quebec Companies' Act, to guarantee the creditors of the company;

To unite or amalgamate with any other company whose objects are similar in whole or in part to those of the present company;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of in favor of any persons, firms, societies, associations, corporations or companies, the whole or any part of the business or undertakings of the company, and to accept in consideration of such sales, leases or transfers, cash or stock, debentures, bonds or other securities of any such companies, corporations, associations, firms or persons;

To carry on any industry and kind of trade or business deemed necessary, useful or connected with the accomplishment of the purposes aforesaid; to enter into and make any contracts deemed advantageous for the pursuit of the aforesaid purposes, to carry on any other kind of business which the company may conveniently carry on in connection with the objects aforesaid and capable of, directly or indirectly, protecting, increasing the value and profit of the property, undertakings, assets, securities or rights of the company;

To do anything conducive to the attainment of the purposes hereinabove mentioned or any of them, as principals, agents, contractors or otherwise and through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "La Compagnie des Produits Diaphanites, Limitée—The Diaphanite Products Company, Limited".

The capital stock of the Company will be divided into 560 preferred shares of \$25.00 each and 60 common shares of a par value of \$100.00 each.

The said preferred shares entitle the holders thereof to the following privileges:

The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive out of the net surplus or profits of the company a dividend of \$1.75 per share per annum, such dividend being cumulative and will be payable before any dividend be declared on the common shares;

In the case of the voluntary or forced dissolution or liquidation of the company, the holders of the said preferred shares shall be entitled to receive the full amount of the capital paid up on the said shares up to the amount of \$25.00, before any amount be payable to the holders of the common shares;

The said preferred shares shall not confer a voting right to the holders thereof.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1199-o Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1200 Assistant Provincial Secretary.

"L'Association des Camps à Chalets Touristiques de Québec, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Charles St-Pierre, gérant d'hôtellerie, Montréal, Ernest Chevrier, propriétaire d'hôtellerie, Vaudreuil, Québec, et William Galnet Allen Dixon, propriétaire d'hôtellerie, Verdun, Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir l'attrait du tourisme dans la province de Québec, soit par coopération avec toute autre institution de même nature, ou par tous les moyens d'annonces, et de propagande locale, nationale, ou internationale;

Employer toute personne ou personnes professionnelles ou autrement pour représenter la corporation dans tous les lieux ou endroits, et pour tous les objets qui lui seront désignés par la corporation, pour la défense de ses droits et pour coopérer et améliorer, et assurer le bien-être et la survivance de ses membres, et pour aider au développement et à l'amélioration du système de l'Hôtellerie des camps à chalets touristiques dans la province de Québec;

Décéder, passer, amender, révoquer, annuler toutes sortes de résolutions, de règlements, conventions, contrats, marchés ou tout autre objet qui pourra être dans l'intérêt et du bien-être de la corporation, mais aucun des règlements passés, amendés, révoqués, ou annulés par la corporation ne sera valide que par le vote de la majorité des membres présents en personnes ou par procuration aux assemblées générales ou spéciales des membres convoqués pour toutes telles assemblées, ou acceptés à l'unanimité;

Acquérir, posséder, occuper, modifier, construire, aménager, louer, échanger, vendre, aliéner, hypothéquer toutes sortes de biens mobiliers et immobiliers, et faire tous tels actes ou choses qui sont incidents ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux, et exercer toutes activités d'une nature semblable ou similaire que la corporation croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses autres activités;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la corporation, posséder des billets promissaires, créances, acheter des actions, obligations, hypothèques, ou autres sécurités de toutes sortes, les échanger et en disposer de toutes manières, les donner en garanties, ou les engager de toute manière que la corporation croira nécessaire pour les fins de ses opérations;

Percevoir ou exiger une contribution annuelle ou viagère en argent de chacun de ses membres, ou faire appel à ses membres pour toutes autres contributions nécessaires pour le bon fonctionnement de la corporation, le tout suivant les règlements qui pourront être adoptés à cet effet par la corporation;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la corporation, ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la cor-

"L'Association des Camps à Chalets Touristiques de Québec, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1934, incorporating as a corporation without share capital: Charles St. Pierre, hotel manager, Montreal, Ernest Chevrier, hotel owner, Vaudreuil, Quebec, and William Galnet Allen Dixon, hotel owner, Verdun, Quebec, for the following purposes:

To promote the attraction of tourist travel in the Province of Quebec, either by cooperation with any other institution of the same kind, or by any means of advertisement and of local, national or international propaganda;

To employ person or persons, whether professional or otherwise, to represent the Corporation in any places or sites and for any of the purposes which may be assigned to the same by the Corporation, for the defence of its rights and to cooperate and improve and ensure the welfare and survival of its members and to aid in the development and improvement of the hotel service system of tourists' chalet camps in the Province of Quebec;

To enact, pass, amend, repeal, cancel any kind of resolutions, by-laws, agreements, contracts, bargains or any other thing which may be in the interest and welfare of the Corporation, but no such by-laws, passed, amended, repealed or cancelled by the Corporation, shall be valid save by the vote of the majority of members present in person or by proxy at the general or special meetings of the members called for such meetings, or unanimously accepted;

To acquire, occupy, own, alter, build, equip, lease, exchange, sell, alienate, hypothecate all kinds of movable and immovable property and to do such acts and things as may be incidental or conducive to the attainment of the aforesaid purposes or any of them, and to carry on any activity of a like or similar nature which the Corporation may deem capable of being conveniently carried on in connection with its other activities;

To borrow money on the credit of the Corporation; to own promissory notes, credits, to purchase shares, debenture stock or other securities of any kind, exchange and dispose thereof in any manner, give as security or pledge the same in any way which the Corporation may deem necessary for the purposes of its operations;

To collect or claim a yearly or life contribution in money from each of its members, or to appeal to its members for any other contributions required for the proper working of the Corporation, the whole according to the by-laws which may be adopted to that effect by the Corporation;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions

poration peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Prélever, et aider au prélèvement de deniers, et aider par voie de bonus, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures, ou autres valeurs, ou autrement toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la société peut avoir des relations d'affaires, et garantir la réalisation de contrats par toute telle compagnie, corporation ou personnes, telle action cependant sera sujette à l'approbation de la majorité des membres présents à une assemblée générale ou spécialement convoquée à cette fin;

Passer tels règlements qui régleront les membres de la corporation, leur admission, leur suspension, admission, ou réadmission, et faire tous tels actes ou choses qui sont incidents ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits ou aucun d'entre eux;

Coopérer, s'unir ou se fusionner avec toutes autres institutions ou associations dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation et détenir les biens et entreprises d'aucunes institutions ou associations et en assumer les obligations;

La corporation pourra prélever des souscriptions publiques dans un but philanthropique ou pourra employer une partie de ses fonds en temps qu'elle jugera à propos pour aider aux œuvres philanthropiques, par règlements adoptés par la majorité des membres assistants à une assemblée spécialement convoquée à cette fin;

La corporation sera administrée par un bureau de direction composé de six directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des membres, sous le nom de "L'Association des Camps à Chalets Touristiques de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1201-o Sous-secrétaire de la Province.

"Le Secours Familial du Canada, Incorporée".—
(The Familial Assistance of Canada, Incorporated).

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1934, constituant en corporation: Docteur Lucien Ouimet, médecin, Bertrand Girard, voyageur de commerce, Pierre-A. Larue, comptable, tous trois de Montréal, dans les buts suivants:

Procurer l'assistance médicale et services accessoires, faire donner des soins et des traitements médicaux par des médecins licenciés, obtenir les services de spécialistes licenciés en tous genres de maladies, s'assurer les services de garde-malades, organiser et posséder un laboratoire, y faire des analyses de toutes sortes, passer des contrats avec des hôpitaux à charte et autres pour assurer l'hospitalisation au besoin des membres de la société et généralement faire toute chose et organiser tous services en rapport avec une entreprise de ce genre;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, être proprié-

which the corporation may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with whom the Society may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or person, such action, however, to be subject to the approval of the majority of the members present at a general meeting or one specially called for that purpose;

To pass such By-Laws as will regulate the membership in this corporation, their admission, expulsion, suspension and readmission and to do any such acts and things as may be incidental or conducive to the attainment of all or any of the above purposes;

To cooperate, consolidate or amalgamate with other institutions or associations having objects altogether or in part similar to those of the corporation and to hold the property and undertaking of any institution or association and to assume the liabilities thereof;

The Corporation may raise public subscriptions for a philanthropic purpose or may use part of its funds at any time which may be deemed proper, to aid philanthropic works, by By-Laws adopted by the majority of the members present at a meeting specially called for that purpose;

The Corporation will be managed by a Board of Directors composed of six Directors who will be elected at the first general meeting of the members, under the name of "L'Association des Camps à Chalets Touristiques de Québec, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold its to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1202 Assistant Provincial Secretary.

"Le Secours Familial du Canada, Incorporée".—
(The Familial Assistance of Canada, Incorporated).

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February 1934, incorporating: Doctor Lucien Ouimet, physician, Bertrand Girard, commercial traveller, Pierre A. Larue, accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To procure medical assistance and accessory services, to have medical care and treatment given by licensed physicians, to secure the services of licensed specialists for all kinds of sickness, to secure the services of nurses, to organize and own a laboratory, to make therein analyses of all kinds, to make contracts with chartered and other hospitals to secure the hospitalization when needed, of the members of the society, and generally to do all things and organize any services connected with a similar undertaking;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and hold, own, use, operate,

taire de, utiliser, exploiter, introduire et vendre, assigner ou autrement disposer d'aucune et de tous noms de commerce, formules, procédés secrets, inventions, améliorations, posséder et utiliser, développer et mettre en valeur toutes les choses susdites;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucuns des dits objets;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs, par l'entremise d'agents, et soit seuls, ou conjointement avec d'autres;

Agir comme courtiers en assurances, meubles et immeubles, de toutes sortes, ajusteurs et évaluateurs, aussi le pouvoir d'engager les fonds de la compagnie à la formation et l'établissement d'une compagnie d'assurances générales;

Etablir des agences et succursales dans toutes la province pour les besoins de l'entreprise;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'entreprise, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société, compagnie ou corporation exerçant une entreprise en quelque point identique à celle de la présente compagnie, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, ou se fusionner avec toutes autres compagnies ayant des objets similaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, du commerce ou entreprise de la compagnie ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Demander, acquérir, obtenir par cessions, transfert, achat ou autrement et exercer et jouir de tout permis, droit ou privilège, pouvoir, autorisation, fonction, franchise, concession qu'un gouvernement, une autorité, toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et le payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gages ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, et hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière de la compagnie présente ou future appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tout contrat, entente, négociations, procédures légales ou autres, concordats, arrangements et projets et faire tous autres actes ou choses qui en aucun temps sembleraient convenables ou propres à l'avantage ou à la protection de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter, émettre des billets promissoires, lettres de change,

introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-names, formulae, secret processes, inventions, improvements, to possess and utilize, develop, turn to account all the aforesaid objects;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the aforesaid objects or any of them;

To do all or any of the aforementioned things, as principals, commission agents or otherwise, as contractors, through agents and either alone or jointly with others;

To act as insurance brokers, brokers immovables and immovables of every kind, adjusters and appraisers and also to be empowered to use the funds of the company for the formation and establishment of a general insurance company;

To establish agencies or branches throughout the Province for the needs of the undertaking;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership, company or corporation carrying on any business in any manner similar to that of the present company or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to amalgamate with any other company having similar objects;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such price the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, acquire, obtain by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, and enjoy any license, right or privilege, power, authority, office, franchise, concession, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; and to hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To make, execute, or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts and things which shall at any time appear conducive or expedient for the advantage or protection of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills

connaissances, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour des services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes actions-débetures, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, soit sous forme de commission, en argent ou autrement;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais de l'organisation et de la promotion de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets de la compagnie et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toutes autres clauses ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Souscrire, placer, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs dans toutes autres compagnies et vendre telles actions ou valeurs et voter pour icelles et exercer et mettre en vigueur tous les droits et pouvoirs conférés par leur propriété ou qui s'y rattachent;

Promouvoir l'organisation, le soutien et l'entretien de clubs, organisations, institutions, associations et entreprises de toutes sortes calculées utiles pour les fins de la compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer la compagnie, en particulier, par la publicité dans la presse, à la radio, bulletins paroissiaux, par circulaires, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons, sous le nom de "Le Secours Familial du Canada, Incorporée" (The Familial Assistance of Canada, Incorporated.)

Le capital total de la compagnie sera de vingt mille dollars (\$20,000.00), composé de trois mille (3000) actions communes d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) et mille sept cents (1700) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00).

Les actions communes seules comportent un droit de vote et le privilège d'éligibilité comme directeurs et officiers de la compagnie;

Les actions privilégiées comportent un dividende privilégié cumulatif au taux de 7% par année, payable semestriellement les 10 des mois avril et octobre. Sont rachetables à 110% de la valeur au pair en tout ou en partie sur résolution du bureau de direction.

of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business either on a commission basis, in cash or otherwise;

To pay, out of the moneys of the company, the cost of the organization and promotion thereof;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined by the Board of Directors;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the company's objects and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company, or in the manner provided for in article 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To subscribe for, place, take or otherwise acquire and hold shares or securities in any other companies and to sell such shares or securities and to vote thereupon and to exercise and enforce any rights and powers conferred by the property thereof or incidental thereto;

To promote the organization, upholding and maintenance of clubs, organizations, institutions, associations and undertakings of every kind which may be deemed useful for the purposes of the company;

To adopt any means which may be deemed necessary to advertise the company, in particular by publicity in the press, by radio, parochial bulletins, circulars, by the publishing of books and periodicals and by the granting of prizes, rewards and donations, under the name of "Le Secours Familial du Canada, Incorporée" (The Familial Assistance of Canada, Incorporated.)

The capital stock of the company shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into three thousand (3000) common shares of a par value of one dollar (\$1.00) and seventeen hundred (1700) preferred shares of a par value of ten dollars (\$10.00).

The common shares only shall be entitled to vote and the holders thereof shall be eligible as Directors and Officers of the Company;

The preferred shares will bear a preferred cumulative dividend at the rate of 7% per annum, payable half-yearly on the 10th., of the months of April and October. They shall be redeemable at 110% of the par value, in whole or in part, upon resolution of the Board of Directors.

Les autres actionnaires auront le droit d'acheter les actions de l'actionnaire qui se retire à un prix qui sera fixé par les directeurs.

En cas de liquidation volontaire ou involontaire, les actions privilégiées ont préséance sur les actions communes dans la division des actifs et surplus de la compagnie, jusqu'à concurrence de la valeur de rachat plus les intérêts courus et accrus.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1203-o Secrétaire de la Province.

The other shareholders will be entitled to purchase the shares of the retiring shareholder at a price to be fixed upon by the Directors.

In case of voluntary or forced liquidation, the preferred shares shall have priority over the common shares in the distribution of the assets and surplus of the company, up to the amount of the redemption value, with moreover, the outstanding and accrued interest.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1204 Assistant Provincial Secretary.

"Meridian Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1934, constituant en corporation: Vincent Dupuis, avocat et conseil du roi, membre du Parlement Fédéral, de la ville de Laprairie, comté de Laprairie, et Jean Tellier, avocat et conseil du roi, et Paul Raymond, avocat, ces deux derniers des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser une association recrutée parmi les actionnaires et les autres personnes qui pourront être admises comme membres tel que ci-après déclaré, dans le but de procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps; d'aider ses membres et toutes autres personnes qu'elle jugera à propos, à perfectionner leur instruction et leur éducation; de promouvoir les intérêts respectifs des membres par tous moyens jugés utiles et de leur procurer les moyens de développer leurs goûts athlétiques et de fournir des moyens de récréation sportive, sociale et récréative;

D'ouvrir et opérer des locaux ou clubs et d'y aménager des salles de jeux, de gymnastique, salles de lecture, restaurants, équipements de jeux, chambres à coucher et autres accessoires dans le but de parvenir aux fins pour lesquelles elle demande son incorporation;

D'organiser des clubs sportifs, cercles littéraires et prendre toute autre initiative découlant des fins pour lesquelles elle demande la présente incorporation; outre les autres personnes qui pourront devenir actionnaires, avoir le privilège d'enrôler toutes autres personnes à titre de membres moyennant contribution et sujet aux conditions et règlements qui seront établis par le bureau de direction, les dits membres jouissant des mêmes privilèges que les membres actionnaires, sauf le droit d'élire les membres du bureau de direction et le droit de vote aux assemblées annuelles des actionnaires;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur et hôtelier, y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques, dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, et obtenir à ces fins des autorités compétentes une licence de club, d'hôtelier, ou restaurateur, ou toute autre licence nécessaire;

Acheter, vendre, louer, échanger, ou autrement recevoir à titre gratuit ou onéreux des immeubles, des terrains, des lots, des bâtisses, des usines, des meubles et biens mobiliers de toutes sortes et de toute façon acquérir des terrains de jeux,

"Meridian Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1934, incorporating: Vincent Dupuis, advocate and King's Counsel, Member of the Federal Parliament, of the Town of Laprairie, county of Laprairie, and Jean Tellier, advocate and King's Counsel, and Paul Raymond, advocate, the two latter of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To organize an association, recruited among the shareholders and other persons who might be admitted as members as hereinafter set forth, for the purpose of providing for its members means of recreation, and mental and physical instruction; to assist its members and any other persons which it deems advisable, in perfecting their studies and education; to promote the respective interests of its members by every means deemed fit and to provide means of developing their athletic tastes and to furnish recreative, sportive, and social amusements;

To open and operate premises or clubs and to equip amusement halls, gymnasiums, lecture rooms, restaurants, sporting equipment, bedrooms and other accessories with the object of furthering the purposes for which incorporation is now sought;

To organize sporting clubs, literary circles and to take any other initiative incidental to the purposes for which the present incorporation is sought. Besides the other persons who may become shareholders, to have the privilege of enrolling others as members, for such contribution and upon such conditions and by-laws as shall be established by the Board of Directors, the said members enjoying the same privileges as the members who are shareholders, save the right of electing members to the Board of Directors and the right to vote at the annual meeting of the shareholders;

To carry on in general and in all its branches the business of restaurant and hotel-keeper, including the sale of beer, wine and other alcoholic drinks the sale whereof is actually or may in future be permitted by the laws of the Province of Quebec, and also aerated, mineral, artificial waters and other beverages, and obtain for such purposes from competent authorities a club, hotel or restaurant license or any other license that may be required;

To purchase, sell, lease, exchange or otherwise receive by gratuitous or onerous title, real estate, lands, lots, buildings, workshops, furniture and movable property of all kinds and to acquire by any manner play grounds, to erect stands and

construire des estrades et constructions nécessaires et accessoires à un terrain de jeux; hypothéquer, nantir, donner en gage, hypothéquer tous les biens, meubles et immeubles, de la compagnie après observance des formalités légales voulues;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquiescer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la dite compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes ou intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats d'aucune des dites compagnies;

Acquiescer, vendre, échanger, acheter, recevoir en donation ou en échange l'achalandage et l'actif de toutes compagnies similaires et se fusionner avec semblables compagnies ou l'organiser, payer le prix d'acquisition, de l'échange, de la vente en argent, débetures, actions ou autres valeurs de la compagnie;

Acheter, vendre, échanger, recevoir par donation ou échange, ou autre, les actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies;

Emettre sous son sceau, relativement aux actions entièrement acquiescées, des certificats au porteur énonçant que le détenteur dudit certificat a droit à l'action ou aux actions y désignées. Pourvoir au moyen de coupons ou autrement au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées par lesdits certificats;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie et les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Notwithstanding les dispositions du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage des biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227) ou de toute autre matière;

Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garanties pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Acheter, louer, échanger, acquiescer les biens mobiliers nécessaires à la dite compagnie;

Promouvoir, opérer, organiser, faire incorporer et aider à incorporer, vendre ou acheter, toutes compagnies ou exploitation similaires, s'intéresser, se joindre, coopérer à toutes compagnies ou exploitations semblables et passer avec ces dernières tous contrats, contracter avec elles toutes obligations relativement aux opérations et aux objets de la présente compagnie;

Etablir des succursales ou clubs affiliés à tels endroits qu'il sera jugé nécessaire ou profitable par le bureau de direction;

Les actions de la compagnie seront émises et réparties au temps et de la manière que le bureau de direction le jugera à propos;

buildings necessary and incidental to a play ground; to hypothecate, pledge, give as security, mortgage, any movable or immovable property of the company upon observance of the legal formalities required;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the said company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the present company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To acquire, sell, exchange, purchase, receive as a donation or in exchange the goodwill and assets of any similar company and to amalgamate with similar companies or organize same, to pay for the acquisition price, the exchange, the sale in cash, debentures, shares or other securities of the company;

To purchase, sell, exchange, receive as a donation, in exchange or otherwise, the shares, debentures, bonds or other securities of other companies;

To issue under its seal respecting the fully paid up shares, share-warrants setting forth that the holder of the said warrants is entitled to the share or shares designated therein. To provide by way of coupons or otherwise, for the payment of future dividends on the share or shares mentioned in the said warrants;

To make loans of money upon the credit of the company;

To issue bonds or other securities of the company and give as guarantee and sell same for the prices and amounts deemed fit;

Notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure any such bonds or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (chapter 227), or in any other manner;

To hypothecate, mortgage or charge the immovable property of the corporation, or pledge, charge or otherwise affect the movable property or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the company;

To purchase, lease, exchange, acquire the movable property necessary for the said company;

To promote, operate, organize, have incorporated and assist in the incorporation of, sell or purchase any similar companies or undertakings, to be interested in, amalgamate, cooperate with any similar companies or undertakings and enter into with the latter any contracts; to contract any obligations with them respecting the operations and objects of the present company;

To establish branches or affiliated clubs at such places as may be deemed necessary or profitable by the Board of Directors;

The shares of the company shall be issued and allotted at such time and in such a manner as may be determined by the Board of Directors;

Employer les fonds et autres biens de la compagnie pour l'achat d'actions dans d'autres compagnies;

Restreindre le transport des actions de la compagnie aux seules personnes qui seront agréées par le bureau de direction;

Emettre en ce qui concerne les actions entièrement acquittées, sous son sceau, un certificat au porteur, énonçant que le détenteur du certificat au porteur a droit à l'action ou aux actions y désignées;

Pourvoir aux moyens de coupons ou autrement au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées dans ce certificat, sujet aux dispositions contenues dans les lettres patentes;

Tout appel de versement sur les actions sera fait de la manière, au temps et lieu qui sera jugé convenable par le bureau de direction;

Offrir en vente au public, les actions de la compagnie, soit directement ou par l'intermédiaire de courtiers, à qui il sera payé une commission après observance des formalités voulues, sous le nom de "Meridian Club, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lacolle, comté de Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,

1205-o

Sous-secrétaire de la Province.

To employ the funds and other assets of the company for the purchase of shares of other companies;

To restrict the transfer of shares of the company solely to persons accepted by the Board of Directors;

With regard to its fully paid up shares, to issue under its seal, a share-warrant to the holder thereof, stating that the holder of the share-warrant is entitled to the share or shares therein designated;

To provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the share or shares designated on the said certificate, subject to the provisions contained in these Letters Patent;

Any appeal for any call on the shares shall be made in the manner, at the time and in such place as may be deemed fit by the Board of Directors;

To offer the shares of the company for sale to the public, either directly or through brokers to whom a commission shall be paid upon observance of the required formalities, under the name of "Meridian Club, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Lacolle, county of Saint John's, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,

1206

Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Unit No. 33 Army & Navy Veterans, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1934, constituant en corporation sans capital-actions: William-Henry Bromage, Solomon-Leonard Price, Jean-Charles Gauvreau, tous trois soldats, Charles-Gordon Bisset, gérant, Charles-Auguste Delâge, médecin, Joseph-Allan Kennedy, comptable, Eugène-Joseph Gignac, employé civil, tous de Québec, dans les buts suivants:

Unir fraternellement toutes les personnes qui ont servi comme soldats ou matelots et aviateurs sous le drapeau anglais, et qui ont droit de devenir membres en vertu de la constitution et des règlements de la corporation, dans un corps de soldats, matelots et aviateurs vétérans en retraite d'un caractère non-partisan et non-sectaire pour les fins de bonne camaraderie, aide et assistance mutuels, d'œuvres et services patriotiques envers l'Empire;

Augmenter l'influence publique des vétérans au moyen d'organisation, parades et en donnant comme une entité des expressions d'opinion sur des questions d'ordre public affectant les droits des vétérans ou concernant le bien-être de tout ou d'aucune partie de l'Empire;

Stimuler l'esprit de patriotisme dans le Canada et promouvoir, sur des principes d'égalité ou de droits, sains et durables, un empire britannique plus vaste, par une union et une coordination plus étroite des Dominions au-delà des mers avec la Mère-Patrie;

Aider l'Empire lorsqu'il sera nécessaire en enrôlant des recrues pour les forces de Sa Majesté;

Accorder du secours et en général exercer tous

"Quebec Unit No. 33 Army & Navy Veterans, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: William Henry Bromage, Solomon Leonard Price, Jean Charles Gauvreau, all three Soldiers, Charles Gordon Bisset, manager, Charles Auguste Delâge, Medical Practitioner, Joseph Allan Kennedy, Accountant, Eugène Joseph Gignac, Civil servant, all of Quebec, for the following purposes:

To unite fraternally all persons who have served as soldiers or sailors and airmen under the British Flag, and are entitled to become members under the constitution and By-Laws of the corporation, into a body of retired soldier and sailor and airmen veterans of a non-partisan and non sectarian character for purposes of good fellowship, mutual improvement and assistance, and patriotic endeavour and service to the Empire;

To increase the public influence of veterans by organization, by parades and by giving as an entity expressions of opinion upon public questions affecting the rights of veterans or concerning the welfare of the whole or any part of the Empire;

To stimulate the spirit of patriotism in Canada and to promote, on sound and enduring principles of equality or rights, a Greater Britain, by a closer unity and co-ordination of the Overseas Dominions with the Mother Country;

To assist the Empire when occasion requires in the enlisting of recruits for His Majesty's Forces;

To grant relief and in general to exercise all

les pouvoirs nécessaires aux objets de charité et de bienfaisance et non contraires à la loi et spécialement à l'article 236 du Code Criminel;

Prendre tous les moyens qui, dans l'opinion de la corporation ou de son bureau de direction, bénéficieront physiquement, intellectuellement et moralement aux dits vétérans, à leurs épouses et à leurs enfants, et qui ne sont pas contraires à la loi et spécialement à l'article 236 du Code Criminel;

Aider les Armées Canadiennes, ou toutes forces de l'Empire, en service actif, soit dans ou en dehors de l'Empire, en établissant, exploitant et maintenant des cantines et établissements pour le repos et le confort et comme endroit de réunion pour ceux qui composent telles forces;

Aider, seconder, assister, pécuniairement ou autrement, toutes autres associations de bienfaisance qui seront jugées convenables;

Passer des contrats, conclure des arrangements avec toutes autorités, fédérale, provinciale, municipale, locale ou autrement, selon qu'ils sembleront avantageux aux objets de la corporation ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions, et s'y conformer;

Acquérir, maintenir et exploiter des clubs, homes et places de réunion pour le bénéfice des vétérans, et les meubler, les pourvoir et les aménager avec tel ameublement, meubles meublants, matériel, animaux, outillages, aménagement, accessoires, bibliothèques, et moyens de divertissement et d'amusement, qui seront considérés convenables par la corporation;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens immobiliers ou tous droits ou privilèges en iceux, construire, maintenir et modifier tels édifices ou travaux que la corporation jugera nécessaires ou convenables pour ses fins, pourvu que la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, n'excède pas la somme de cent mille dollars (\$100,000.00);

Acquérir et entretenir des musées en rapport avec les immeubles de la corporation pour l'intérêt, l'éducation ou le bénéfice de ses membres;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la corporation et tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, hypothèques, obligations et autres effets négociables ou transférables;

Se fusionner ou s'affilier à toute corporation ou société d'une nature semblable;

Etablir des succursales pour la réalisation des fins de la corporation;

Faire tous arrangements pour l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou corporation, pourvu que ce soit dans le meilleur intérêt de cette corporation, de ses membres et des personnes qui en dépendent;

Pour la réalisation des objets susdits, prélever les fonds nécessaires, soit au moyen de contribution imposée à ses membres, souscriptions, perceptions publiques, kermesses, bazars et non contraires à la loi et spécialement à l'article 236 du Code Criminel;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Avec pouvoir pour les directeurs de faire de temps à autre des règlements qui ne sont pas contraires à la Loi ou aux Lettres patentes de la corporation, comme suit:

a. Etablir différentes classes de membres et

the powers necessary for charitable or benevolent objects and not contrary to law and especially to article 236 of the Criminal Code;

To take all means which, in the opinion of the corporation or of its board of Directors, will benefit the said veterans, their wives and children, physically, intellectually and morally; and not contrary to law and especially to article 236 of the Criminal Code;

To assist the Canadian Forces, or any forces of the Empire on active service either within or beyond the Empire, by establishing, operating and maintaining canteens and establishments for the rest and comfort of and as meeting places for those composing such forces;

To help, second, assist, pecuniarily or otherwise, all other welfare associations as may be deemed expedient;

To contract, to enter into any arrangements with any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To acquire, maintain and operate clubs, homes and meeting places for the benefit of veterans, and to furnish, stock and equip the same with such furniture, furnishings, plant, animals, implements, equipment, appliances, libraries, and means of entertainment and amusement, as may by the corporation be considered desirable;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any immovable properties or any rights or privileges therein, construct, maintain and alter any building or works which the corporation may deem necessary or convenient for its purposes, provided that the value of the immoveable properties which the corporation may own, shall not exceed the sum of one hundred thousand dollars (\$100,000.00);

To acquire and maintain museums in connection with any premises of the corporation for the interest, education or benefit of its members;

To borrow money on the credit of the corporation and to draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, mortgages, bonds and other negotiable or transferable instruments;

To amalgamate or affiliate with any corporation or society of a like nature;

To establish branches for the attainment of the purposes of the corporation;

To make any arrangements for union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or corporation, provided that it is in the best of the interest of this corporation, its members and dependents;

For the accomplishment of the said objects, to raise the necessary funds, either by contribution imposed upon its members, subscriptions, public collections, kermesses, bazaars and not contrary to law and especially to Article 236 of the Criminal Code;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

With power for the Directors, from time to time, to make by-laws not contrary to law, or to the Letters Patent of the Corporation, as follows:

a. To establish different classes of membership,

réglementer l'admission des membres, les qualités requises pour être membres, leur abandon et leurs expulsion et suspension ou la confiscation de leurs droits;

b. Pourvoir aux cotisations ou redevances et à leur perception;

c. Les termes d'office, le mode de sélection et la qualification des directeurs et la prescription des pouvoirs pouvant être exercés par les directeurs, mais aucun règlement modifiant, limitant ou augmentant les pouvoirs des directeurs ne prendront force ou effet jusqu'à ce qu'ils soient confirmés à une assemblée des membres;

d. Le temps auquel et l'endroit où les assemblées des directeurs et de la corporation seront tenues, la convocation des assemblées des directeurs et de la corporation, la forme des procurations et la procédure dans toutes choses, à telles assemblées;

e. L'imposition et le recouvrement de toutes amendes et pénalités qui peuvent être réglementées par règlements;

f. La nomination de comités pour administrer les affaires de la corporation et faire, adopter et mettre en vigueur des règles et réglementations à cet effet;

g. La conduite, sous tous respects, des affaires de la corporation et elle pourra, de temps à autre, les abroger, amender ou remettre en vigueur, mais nul de ces règlements et toute abrogation, amendement ou remise en vigueur d'iceux, à moins qu'ils ne soient dans l'intervalle ratifiés à une assemblée générale de la corporation, dûment convoquée pour cette fin, seront seulement en vigueur jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la corporation, et à défaut d'être ratifiés à telle assemblée, ils cesseront, de cette date seulement, d'avoir force et effet, et dans ce cas, nul nouveau règlement de semblable ou même effet ou remise en vigueur d'icelui n'aura aucun effet avant d'être ratifié à une assemblée générale de la corporation;

Pourvu toutefois que la corporation aura le pouvoir, à une assemblée générale convoquée comme il est dit plus haut, ou à l'assemblée annuelle de la corporation, d'amender, changer ou autrement modifier tous règlements qui ont été adoptés par les directeurs, mais nul acte fait ou droit acquis en vertu de ces règlements ne sera affecté préjudicialement par aucune telle abrogation, amendement, changement ou autre modification, sous le nom de "Quebec Unit No. 33 Army & Navy Veterans, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la compagnie peut posséder est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,

1207

Sous-secrétaire de la Province.

and to regulate the admission of members, the requirements of membership, the cessation thereof, and the expulsion and suspension therefrom, or forfeiture thereof;

b. Providing for fees and dues, and the collection thereof;

c. The term of service, manner of selection and qualification of Directors, and prescribing the powers exercisable by the Directors, but no by-law varying, diminishing or increasing the powers of Directors shall be acted upon or have any force or effect till confirmed at a meeting of the members;

d. The time at which, and place where, meetings of the Directors and of the corporation shall be held, the calling of meetings of the Directors and of the corporation, the requirements as to proxies and the procedure in all things at such meetings;

e. The imposition and recovery of all penalties and forfeitures, admitting of regulation by by-laws;

f. The appointment of Committees to manage the affairs of the corporation, and to pass, adopt and enforce rules and regulations therefor;

g. The conduct in all other particulars of the affairs of the corporation, and may from time to time repeal, amend or re-enact the same, but every such by-law and every repeal, amendment or re-enactment thereof, unless in the meantime confirmed at a general meeting of the corporation duly called for that purpose, shall only have force until the next annual meeting of the corporation, and in default of confirmation thereat, shall at and from that time only cease to have force, and in that case, no new by-law to the same or the like effect or re-enactment thereof shall have any force until confirmed at a general meeting of the corporation;

Provided, however, that the corporation shall have power either at a general meeting called as aforesaid or at the annual meeting of the corporation to repeal, amend, vary or otherwise deal with any by-laws which have been passed by the Directors, but no act done or right acquired under any by-law shall be prejudicially affected by any such repeal, amendment, variation or other dealing, under the name of "Quebec Unit No. 33 Army & Navy Veterans, Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess, is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,

1208-o

Assistant Provincial Secretary.

"Riverview Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1934, constituant en corporation: Vincent Dupuis, avocat et conseil du roi, membre du Parlement Fédéral, de la Ville de Laprairie, comté de Laprairie, et Jean Tellier, avocat et conseil du roi, et Paul Raymond, avocat, ces deux derniers des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

"Riverview Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of February, 1934, incorporating: Vincent Dupuis, advocate and King's Counsel, Member of the Federal Parliament, of the town of Laprairie, county of Laprairie, and Jean Tellier, advocate and King's Counsel, and Paul Raymond, advocate, the two latter of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Organiser une association recrutée parmi les actionnaires et les autres personnes qui pourront être admises comme membre tel que ci-après déclaré, dans le but de procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps; d'aider ses membres et toutes autres personnes qu'elle jugera à propos, à perfectionner leur instruction et leur éducation; de promouvoir les intérêts respectifs des membres par tous moyens jugés utiles et de leur procurer les moyens de développer leurs goûts athlétiques et de fournir des moyens de récréation sportive, sociale et récréative;

D'ouvrir et opérer des locaux ou clubs et d'y aménager des salles de jeux, de gymnastique, salles de lecture, restaurants, équipements de jeux, chambres à coucher et autres accessoires dans le but de parvenir aux fins pour lesquelles elle demande son incorporation;

D'organiser des clubs sportifs, cercles littéraires et prendre toute autre initiative découlant des fins pour lesquelles elle demande la présente incorporation; outre les autres personnes qui pourront devenir actionnaires, avoir le privilège d'enrôler toutes autres personnes à titre de membres moyennant contribution et sujet aux conditions et règlements qui seront établis par le bureau de direction, les dits membres jouissant des mêmes privilèges que les membres actionnaires, sauf le droit d'élire les membres du bureau de direction et le droit de vote aux assemblées annuelles des actionnaires;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur et hôtelier, y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques, dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, et obtenir à ces fins des autorités compétentes une licence de club d'hôtelier, ou restaurateur, ou toute autre licence nécessaire;

Acheter, vendre, louer, échanger, ou autrement recevoir à titre gratuit ou onéreux des immeubles, des terrains, des lots, des bâtisses, des usines, des meubles et biens mobiliers de toutes sortes et de toute façon acquérir des terrains de jeux, construire des estrades et constructions nécessaires et accessoires à un terrain de jeux; hypothéquer, nantir, donner en gage, mortgager tous les biens, meubles et immeubles de la compagnie après observance des formalités légales voulues;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la dite compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes ou intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats d'aucune des dites compagnies;

Acquérir, vendre, échanger, acheter, recevoir en donation ou en échange l'achalandage et l'actif de toutes compagnies similaires et se fusionner avec semblables compagnies ou l'organiser, payer le prix d'acquisition, de l'échange, de la vente en argent, débetures, actions ou autres valeurs de la compagnie;

Acheter, vendre, échanger, recevoir par donation ou échange ou autre, les actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies;

Emettre sous son sceau, relativement aux ac-

To organize an association, recruited among the shareholders and other persons who might be admitted as members as hereinafter set forth, for the purpose of providing for its members means of recreation, and mental and physical instruction; to assist its members and any other persons which it deems advisable, in perfecting their studies and education; to promote the respective interests of its members by every means deemed fit and to provide means of developing their athletic tastes and to furnish recreative, sportive, social and physical amusements;

To open and operate premises or clubs and to equip amusement halls, gymnasiums, lecture rooms, restaurants, sporting equipment, bedrooms and other accessories with the object of furthering the purposes for which incorporation is now sought;

To organize sporting clubs, literary circles and to take any other initiative incidental to the purposes for which the present incorporation is sought. Besides the other persons who may become shareholders, to have the privilege of enrolling others as members, for such contribution and upon such conditions and by-laws as shall be established by the Board of Directors, the said members enjoying the same privileges as the members who are shareholders, save the right of electing members to the Board of Directors and the right to vote at the annual meeting of the shareholders;

To carry on in general and in all its branches the business of restaurant and hotel keeper, including the sale of beer, wine and other alcoholic drinks the sale whereof is actually or may in future be permitted by the laws of the Province of Quebec, and also aerated, mineral, artificial waters and other beverages, and obtain for such purposes from competent authorities a club, hotel or restaurant license or any other license that may be required;

To purchase, sell, lease, exchange or otherwise receive by gratuitous or onerous title, real estate, lands, lots, buildings, workshops, furniture and movable property of all kinds and to acquire by any manner play grounds, to erect stands and buildings necessary and incidental to a play ground; to hypothecate, pledge, give as security, mortgage any movable or immovable property of the company upon observance of the legal formalities required;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the said company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the present company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To acquire, sell, exchange, purchase, receive as a donation or in exchange the goodwill and assets of any similar company and to amalgamate with similar companies or organize same, to pay for the acquisition price, the exchange, the sale in cash debentures, shares or other securities of the company;

To purchase, sell, exchange, receive as a donation, in exchange or otherwise, the shares, debentures, bonds or other securities of other companies;

To issue under its seal respecting the fully paid

tions entièrement acquittées, des certificats au porteur énonçant que le détenteur dudit certificat a droit à l'action ou aux actions y désignées. Pourvoir au moyen de coupons ou autrement au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées par les dits certificats;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie et les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such bonds or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (chapter 227), or in any other manner;

Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Acheter, louer, échanger, acquérir les biens mobiliers nécessaires à la dite compagnie;

Promouvoir, opérer, organiser, faire incorporer et aider à incorporer, vendre ou acheter toutes compagnies ou exploitations similaires, s'intéresser, se joindre, coopérer à toutes compagnies ou exploitations semblables et passer avec ces dernières tous contrats, contracter avec elles toutes obligations relativement aux opérations et aux objets de la présente compagnie;

Etablir des succursales ou clubs affiliés à tels endroits qu'il sera jugé nécessaire ou profitable par le bureau de direction;

Les actions de la compagnie seront émises et réparties au temps et de la manière que le bureau de direction le jugera à propos;

Employer les fonds et autres biens de la compagnie pour l'achat d'actions dans d'autres compagnies;

Restreindre le transport des actions de la compagnie aux seules personnes qui seront agréées par le bureau de direction;

Emettre en ce qui concerne les actions entièrement acquittées, sous son sceau, un certificat au porteur, énonçant que le détenteur du certificat au porteur a droit à l'action ou aux actions y désignées;

Pourvoir aux moyens de coupons ou autrement au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées dans ce certificat, sujet aux dispositions contenues dans les lettres patentes;

Tout appel de versement sur les actions sera fait de la manière, au temps et lieu qui sera jugé convenable par le bureau de direction;

Offrir en vente au public les actions de la compagnie, soit directement ou par l'intermédiaire de courtiers, à qui il sera payé une commission après observance des formalités voulues, sous le nom de "Riverview Club, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

up shares, share-warrants setting forth that the holder of the said warrants is entitled to the share or shares designated therein. To provide by way of coupons or otherwise, for the payment of future dividends on the share or shares mentioned in the said warrants;

To make loans of money upon the credit of the company;

To issue bonds or other securities of the company and give as guarantee and sell same for the prices and amounts deemed fit;

Notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure any such bonds or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (chapter 227), or in any other manner;

To hypothecate, mortgage or charge the immovable property of the corporation, or pledge, charge or otherwise affect the movable property or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the company;

To purchase, lease, exchange, acquire the movable property necessary for the said company;

To promote, operate, organize, have incorporated and assist in the incorporation of, sell or purchase any similar companies or undertakings, to be interested in, amalgamate, cooperate with any similar companies or undertakings and enter into with the latter any contracts; to contract any obligations with them respecting the operations and objects of the present company;

To establish branches or affiliated clubs at such places as may be deemed necessary or profitable by the Board of Directors;

The shares of the company shall be issued and allotted at such time and in such a manner as may be determined by the Board of Directors;

To employ the funds and other assets of the company for the purchase of shares of other companies;

To restrict the transfer of shares of the company solely to persons accepted by the Board of Directors;

With regard to its fully paid up shares, to issue under its seal, a share-warrant to the holder thereof, stating that the holder of the share-warrant is entitled to the share or shares therein designated;

To provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the share or shares designated on the said certificate, subject to the provisions contained in these Letters Patent;

Any appeal for any call on the shares shall be made in the manner, at the time and in such place as may be deemed fit by the Board of Directors;

To offer the shares of the company for sale to the public, either directly or through brokers to whom a commission shall be paid upon observance of the required formalities, under the name of "Riverview Club, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lacolle, comté de Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1209-o Sous-secrétaire de la Province.

"The Diamond Shoe Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1934, constituant en corporation: Eugène Rhéaume, menuisier, Louis-A. Hébert, cordonnier, Joseph Vachon, assistant-gérant de la Regina Shoe Co., Jean Ferland, peintre-décorateur, Jean-Marie Carette, journaliste, tous de Sainte-Marie, Beauce, dans les buts suivants:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, exportateurs et manufacturiers de toutes sortes de chaussures, tissus, vêtements, soieries, fourrures, effets, produits chimiques et de tous articles de commerce;

Acquérir pour location ou achat et exploiter des magasins ou agences pour la vente d'aucun ou de tous les produits de la compagnie;

Tirer, exécuter, accepter, faire des billets à ordre, lettres de change, connaissements ou tous effets négociables et émettre des reçus, négociables ou autres, pour des marchandises emmagasinées chez la compagnie, consentir des prêts d'argent à toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut faire ou avoir des transactions commerciales, garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

Donner comme garantie pour toute dette de la compagnie, pour garantir ses créanciers, des mortgages ou hypothèques sur les propriétés de la compagnie;

S'associer ou conclure d'autres arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération avec toute personne ou firme et promouvoir, aider à promouvoir ou organiser des compagnies, syndicats ou autres sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir et d'assumer aucun des biens de cette compagnie et d'en promouvoir les objets ou pour toute autre fin que cette compagnie croira opportun d'entreprendre;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement mettre en valeur des concessions, droits, privilèges, marques de commerce, brevets, permis et franchises, utiles ou convenables à l'industrie de la compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, titres ou valeurs de cette ou de toute autre compagnie;

Emettre et répartir les actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de tous biens, réels, personnels, mobiliers, immobiliers, et de tous droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie;

Acquérir la clientèle, les biens, les droits et l'actif et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie endettée envers la compagnie en transigeant toutes opérations semblables à celles conduites par la compagnie, et les payer en argent ou en valeurs de la compagnie ou autrement;

The head office of the company will be at Lacolle, county of Saint John's, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1210 Assistant Provincial Secretary.

"The Diamond Shoe Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1934, incorporating: Eugène Rhéaume, joiner, Louis A. Hébert, shoemaker, Joseph Vachon, assistant manager of the Regina Shoe Co., Jean Ferland, painter and decorator, Jean Marie Carette, journalist, all of Sainte Marie, Beauce, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters and manufacturers of all kinds of footwear, textiles, clothing, silk, furs, goods, chemical and all articles of commerce;

To acquire for lease or purchase and operate stores or agencies to sell any or all the products of the company;

To draw, execute, accept, make promissory notes, bills of exchange, bills of lading and all other negotiable instruments and to issue receipts negotiable or otherwise for merchandise stored with the company, to lend money, guarantee contracts or otherwise assist any person or persons with whom the Company may do or have business relations;

To give as security for any debt of the company to secure its creditors, mortgages and hypothecs on the property of the Company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm, and to promote, aid in promoting, or organizing companies, syndicates, or other partnerships of all kinds, for the purpose of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purpose which may be expedient to this company to enter into;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, stock or securities of this or any other company;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable and of any rights and concessions purchased or acquired by the company, or with the approval of the shareholders, of services rendered or to be rendered to the company;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash, or in securities of the company or otherwise;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement, conjointement avec son industrie ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les mettre à profit;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

La compagnie aura aussi le pouvoir de contracter des emprunts de toute manière qu'elle jugera à propos, émettre des obligations ou débentures, et faire tous les actes jugés nécessaires, utiles ou appropriés à ces fins et elle pourra hypothéquer, nantir, ou mettre en gage, vendre à réméré ou autrement hypothéquer ses propriétés pour garantir tels emprunts, débentures, obligations et hypothèques;

La compagnie sera administrée par un bureau de direction composé de sept directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires;

Toutes dispositions contenues dans les présentes, ou qui pourront être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs, approuvé par le vote des actionnaires, pourront être abrogées ou modifiées par règlement et conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme augmentant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est expressément prévu dans les présentes que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne restreindra en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie et cette compagnie pourra faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement d'aucune des fins ou d'aucun des objets ci-dessus énumérés, soit comme principaux, agent ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou en société avec d'autres firmes, corporations ou individus, sous le nom de "The Diamond Shoe Co., Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent quatre-vingt-dix actions privilégiées de cent dollars chacune et en cent quatre-vingt-dix actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille huit cent cinquante dollars.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix et conditions qui seront fixés par les directeurs;

Les actions privilégiées seront sujettes aux restrictions et jouiront des droits de priorité et privilèges ci-après énumérés;

1. Elles auront droit à un dividende cumulatif de (6%) six pour cent par année, et à la priorité dans la distribution de l'actif de la compagnie en cas de dissolution;

2. Les susdites actions ne pourront être cédées ou transportées que suivant transport régulier fait et signé dans les livres de la dite compagnie par le détenteur en personne ou son procureur, sur remise de son certificat;

3. Elles pourront être rachetées par la compagnie en aucun temps, aux taux, conditions et périodes qui pourront être fixés par un règlement de la compagnie, lequel devra être ratifié par les actionnaires convoqués en assemblée générale;

4. Advenant la fusion ou la consolidation de la compagnie avec toute autre, les porteurs des

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

The company may also have the powers to borrow in any manner as may be deemed fit, issue bonds, debentures or do any acts deemed necessary, useful or appropriate for its purposes, and it may hypothecate, mortgage or pledge, sell with right of redemption or otherwise, hypothecate its property to guarantee such loans, debentures, bonds and hypothecs;

The company shall be managed by a board of directors composed of seven members who shall be elected at the first general meeting of the shareholders;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by-laws of the directors, approved by the vote of the shareholders, may be repealed or modified by by-law and in accordance with the Quebec Companies' Act;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Québec;

And it is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in no wise restrict the powers of this company and this company may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects heretofore enumerated, either as principal, agent or otherwise, and by and through trustees, agents or otherwise and either alone or in partnership with other firms, corporations or individuals, under the name of "The Diamond Shoe Co., Ltd."

The capital stock of the company is divided into one hundred and ninety preferred shares of one hundred dollars each and into one hundred and ninety shares without par or nominal value and the amount with which the company will commence its operations will be two thousand eight hundred and fifty dollars;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price and upon such conditions as may be fixed by the directors;

The preferred shares shall be subject to the restrictions and enjoy the rights of priority and privileges hereinunder enumerated;

1. They shall be entitled to a cumulative dividend of (6%) six per cent per annum, and to priority in the distribution of the assets of the company in the case of the winding-up of the company.

2. The aforesaid shares shall not be assigned nor transferred except through the regular transfer made and signed in the books of the said company by the holder in person or his attorney, on the surrender of his certificate;

3. They may be redeemed by the company at any time at such rate, conditions and periods as may be fixed upon by a by-law of the company to be ratified by the shareholders called for a general meeting;

4. In the event of the amalgamation or consolidation of the company with any other company,

actions privilégiées non alors rachetées, auront le droit de faire rembourser leurs actions en argent, au taux et aux conditions déterminés par règlement ratifié par les actionnaires, à moins que les deux-tiers des actions privilégiées en cours aient, par leur vote affirmatif, approuvé le règlement autorisant la fusion ou la consolidation; tel règlement ainsi approuvé liera la minorité pour toute fin admissible;

5. Si un actionnaire, sa succession ou ses héritiers légaux, désirent disposer de leurs actions, ils devront d'abord les offrir à la compagnie, et cette dernière aura toujours le privilège de racheter telles actions au prix de vente offert;

La compagnie aura toujours le droit de payer ses dividendes en actions ou en argent et ce, d'après les règlements passés à une assemblée générale, régulière et spéciale des actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Sainte-Marie, Beauce, district de Beauce, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le douzième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1211-o

the holders of preferred shares which at the time have not been redeemed, shall have the right to have their shares repaid in cash at such rates and on the conditions which may be determined by by-law ratified by the shareholders, unless the holders of the two thirds of the outstanding preferred shares have, by their affirmative vote, approved the by-law authorizing the amalgamation or consolidation; such by-law thus approved shall bind the minority for all lawful purposes;

5. If a shareholder, the estate or the legal heirs thereof, should desire to dispose of their shares, they must first offer the same to the company and the latter shall always have the privilege of redeeming such shares at the sale price offered;

The company shall have the right to pay dividends with shares or cash, and such, in accordance with the by-laws passed at a regular and special general meeting of the shareholders having right to vote.

The head office of the company will be in the town of Sainte Marie, Beauce, in the district of Beauce, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1212

"Torrid Furnace, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1934, constituant en corporation: Joseph Benoit, plombier, Victoire Thibaudeau, secrétaire, Sylvain Thibaudeau, marchand, tous trois de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Manufacturer et vendre des fournaies et chaudières à vapeur;

Acquérir des brevets d'invention ou des droits dans des brevets, et les exploiter;

Acquérir des propriétés immobilières, des terrains. Acquérir, construire, exploiter des manufactures. Acquérir, construire, gérer et exploiter constructions, édifices, des maisons, appartements. Acquérir, exploiter tout genre d'industrie ou fabriques. Acquérir, exploiter tout service d'utilité publique;

Rémunérer toute compagnie pour services rendus ou à rendre à la présente compagnie en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes parts ou du capital-actions de la présente compagnie ou de toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la présente compagnie ou la conduite de son industrie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, pouvant être convenablement exercée par rapport à l'industrie de la compagnie, ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitable;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou une partie de l'industrie, propriété, immunité, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou maison ou par toute corporation exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriété convenable pour les fins de la présente compagnie, et les payer en totalité ou en partie en deniers comptants, ou en totalité ou en partie en obligations, actions acquittées ou

"Torrid Furnace, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1934, incorporating: Joseph Benoit, plumber, Victoire Thibaudeau, secretary, Sylvain Thibaudeau, merchant, all three of Shawinigan Falls, for the following purposes:

To manufacture and sell furnaces and steam boilers;

To acquire patents of invention or patent rights, and to use same;

To acquire immovable property, lands. To acquire, build and exploit factories. To acquire, build, manage and exploit structures, buildings, houses, apartments. To acquire, exploit any kind of business or manufacture. To acquire, exploit any public utility service;

To remunerate any company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried conveniently in connection with the company's businesses, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, immunity, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm, or any other corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor fully or partly in cash, or fully or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company or otherwise, and to

autres valeurs de la compagnie ou autrement, et prendre les engagements de cette personne, maison ou corporation;

S'associer ou conclure des conventions au sujet de partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie engagée ou à la veille de s'engager dans une entreprise ou transaction de même nature que celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie ou transaction pouvant être conduite de manière à profiter à cette compagnie, directement ou indirectement; et faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou autrement aider cette personne, et prendre ou acquérir autrement les actions et valeurs de telle compagnie et les engager, vendre, détenir, ou revendre avec ou sans garantie du principal et des intérêts, ou les céder autrement;

Conformément aux dispositions de l'article 37 de la Loi des Compagnies de Québec, acheter, prendre ou acquérir par souscription originale, ou en échange pour des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement, et détenir, vendre, ou autrement disposer de toutes parts, actions ordinaires et privilégiées, débiteures, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie dont le but est semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie, ou engagée dans une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise d'un agent ou des agents que les directeurs choisiront, pourvu que tels agents soient actionnaires de la compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie de la propriété et des engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui semblerait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, théâtre ou cinéma, et tous droits ou privilèges que la présente compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Faire toutes les autres choses avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rapportant; faire tous les actes ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs, et soit seule ou avec d'autres;

Faire toutes les opérations se rapportant à l'entier et complet usage et possession des propriétés et ouvrages de la compagnie ou de ses produits manufacturés ou non, ou de toute autre opération qui semblerait utile et avantageuse aux intérêts de la compagnie, ou de tout autre tel théâtre, cinéma;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans chacun des paragraphes des présentes ne sera ni limitée ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit, ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Torrid Furnace, Ltd".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq mille actions sans valeur au pair ou nominale, et en sept cent cinquante actions privilégiées de cent dollars chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de trente-cinq mille dollars (\$35,000.00).

Emettre sept cent cinquante actions dont la valeur au pair sera de cent dollars (\$100.00) chacune et privilégiées sur les dividendes jusqu'à sept pour cent, et privilégiées sur l'actif pour

undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company engaged in or about to engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, or to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to pledge, sell, hold, re-sell, with or without guarantee as to capital and interest, or otherwise deal with the same;

In conformity with the provisions of article 37 of the Quebec Companies' Act, to purchase, take or acquire by original subscription, or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint, provided such agents be shareholders of the company;

To promote any company or companies formed for the purpose of acquiring the whole or any part of the property and obligations of the present company, or for any other purpose which may seem of such nature as to directly or indirectly benefit the present company and generally to purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any movable or immovable property, theatre or cinema, and any rights or privileges which the present company may deem necessary or suitable for the purposes of its business;

To do all such other things as are advantageous or conducive to the attainment of the above objects; to do all or any of the above things as principals, agents, contractors and either alone or with others;

To carry on the operations connected with the full and complete use and ownership of the property and work of the company or the products thereof, whether manufactured or not, or of any other operation which may seem useful or advantageous for the company's interests, or of any other such theatre, cinema;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph whatever, nor by reference or inference from the name of the company, under the name of "Torrid Furnace, Ltd".

The capital stock of the company shall be divided into five thousand shares without par or nominal value and into seven hundred and fifty preferred shares of one hundred dollars each, and the amount with which the company will begin its operations shall be thirty five thousand dollars (\$35,000.00).

To issue seven hundred and fifty preferred shares, the par value of which shall be one hundred dollars (\$100.00) each, with priority as to dividends up to seven per cent and priority on

garantir le capital dans le cas de liquidation. Elles pourront être rachetées par la compagnie en tout ou en partie sur résolution des directeurs. Emettre cinq mille actions sans valeur nominale au pair.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de cinq dollars, fixé par les directeurs.

Les assemblées annuelles seront tenues le 15 mars ou le premier jour juridique suivant, à huit heures du soir.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1213-o Sous-secrétaire de la Province.

the assets to guarantee the capital stock in case of liquidation. They may be redeemed by the company in whole or in part upon resolution of the Board of Directors. To issue five thousand shares without par or nominal value.

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price of five dollars, fixed by the Directors.

The annual meetings will be held on the 15th. of March or on the first juridical day following, at eight o'clock in the evening.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULÉS,
1214 Assistant Provincial Secretary.

"V. Lebeault, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1934, constituant en corporation: Venant Lebeault, père, marchand, Venant Lebeault, fils, et Antonio Poirier, tous deux commis, tous de ville Saint-Laurent, Qué., et Hector Lebeault, constable, de Cartierville, Qué., dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le négoce ou le commerce de ferronnerie en général; faire la fabrication, l'achat et la vente de toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Exercer tout autre commerce qui pourrait être exercé convenablement par la compagnie en même temps que son commerce principal, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières et autrement en trafiquer ou les négocier;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce ou une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle

"V. Lebeault, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1934, incorporating: Venant Lebeault, senior, merchant, Venant Lebeault, junior, and Antonio Poirier, both clerks, all of the town of Saint Laurent, Quebec, and Hector Lebeault, constable, of Cartierville, Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise carry on business and deal in ironware in general; to carry on the manufacturing, purchase and sale of all kinds of wares, articles and merchandise;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on or in connection with its principal business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable and moveable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business or industry which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any

personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie ou un commerce qui pourrait être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, gager, ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement de toute dette, emprunt, contrat ou obligation de la compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "V. Lebeault, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any trade or business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the present company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, underwrite, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of any other debt, contract or obligations of the company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated, under the name of "V. Lebeault, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Qué.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1215-o Sous-secrétaire de la Province.

"Williams Textiles, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier 1934, constituant en corporation: William-Michael O'Brien, surintendant, Myrtle-Euphemia Joyce, teneur de livres, Jean-Annie Jack, sténographe, toutes deux non-mariées, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter de M. D.-D. Forrest l'actif acquis par lui du liquidateur de Williams Textiles, Limited, en liquidation, qui consiste en la machinerie, ameublement et équipement, le nom de commerce, le droit de se servir du nom de commerce de la compagnie dite "Williams Textiles, Limited", et les marques de commerce appartenant à ladite compagnie, et les payer par l'émission au vendeur ou ses nominataires des actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel du capital-actions de la compagnie;

Conclure tout arrangement avec M. D.-D. Forrest et/ou le liquidateur de ladite compagnie "Williams Textiles, Limited" à l'effet d'assumer l'inventaire des marchandises, sur une base de consignation, appartenant à la dite compagnie "Williams Textiles, Limited", en liquidation, et payer pour les marchandises utilisées ou prises à même le stock;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, exercer et faire le commerce de toutes sortes d'articles, effets et marchandise, et sans limite quant à la généralité des mots qui précèdent, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de marchandises composées en tout ou en partie de soie, coton ou laine ou autres tissus et du cuir, bois et métal;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute machinerie, outils, ustensiles, matériaux, substances, accessoires et choses utilisés ou susceptibles d'être utilisés dans la manufacture, emballage, emmagasinage ou la préparation pour la vente de toutes classes d'articles ou choses mentionnés dans le paragraphe précédent;

Acheter, acquérir, louer, posséder, ériger, équiper, maintenir et exploiter des moulins, manufactures, entrepôts, magasins ou autres édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer, arrenter ou autrement procurer tous terrain, édifices, bureaux, boutiques, usines, machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles dans l'accomplissement des objets de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exploiter en rapport avec son industrie, ou jugée par la compagnie devoir directement ou indirectement augmenter la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Faire, exécuter et prendre ou recevoir tous contrats ou assignations de contrats se rapportant à tous objets de la compagnie, et recevoir en paiement d'iceux des deniers ou titres, obligations, débetures, ou autres valeurs de toute autre corporation ou tout individu ou gouvernement, et

The head office of the company will be in the Town of Saint Laurent, in the district of Montreal, Que.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1216 Assistant Provincial Secretary.

"Williams Textiles, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1934, incorporating: William Michael O'Brien, superintendent, Myrtle Euphemia Joyce, book-keeper, Jean Annie Jack, stenographer, both unmarried, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase from Mr. D. D. Forrest the assets acquired by him from the Liquidator of Williams Textiles, Limited, in liquidation, consisting of the machinery, furniture and equipment, the trade name, the right to the use of the name of Williams Textiles, Limited, and the trade marks belonging to the said company, and to pay for the same by the issue to the vendor or his nominees of fully paid and non-assessable shares of the capital stock of the company;

To enter into an agreement with Mr. D. D. Forrest and/or the Liquidator of Williams Textiles, Limited, to take over the inventory of merchandise, on a consignment basis, belonging to the said Williams Textiles, Limited, in liquidation, and to pay for the merchandise used or taken from stock;

To manufacture, import, export, purchase, sell, trade and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing words, to manufacture, buy, sell and deal in goods composed wholly or in part of silk, cotton or wool or other fabrics, and of leather, wood and metal;

To manufacture, buy, sell and deal in all machinery, tools, utensils, materials, substances, appliances and things used, or capable of being used, in the manufacture, packing, storing or preparation for sale of any of the classes of articles or goods mentioned in the preceding paragraph;

To purchase, acquire, lease, own, erect, equip, maintain and operate mills, manufactories, storehouses, stores or other buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

To build, construct, erect, purchase, lease, hire, or otherwise provide any land, buildings, offices, workshops, plant, machinery or other things, necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To make, execute and take or receive any contracts or assignments of contracts relating to any objects of the company and to receive in payment therefor cash or stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation, or any individual or government, and to hold, sell or other-

les détenir, les vendre ou autrement en disposer, ou souscrire pour les titres, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation;

Solliciter, obtenir, enregistrer, ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder, ou autrement disposer d'aucune et de toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes, brevet ou autrement et tous permis gouvernementaux ou autres, licences, baux ou concessions et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur aucune et toutes telles marques de commerce, brevets, permis, licences, baux, concessions, procédés et choses de même nature, de tous tels biens, droits, et informations ainsi acquis;

Acquérir, par achat, souscription, ou autrement, et détenir comme un placement, vendre, céder, transférer, ou autrement disposer de toutes obligations, débetures, ou autres garanties de titres de créance ou toutes actions du capital-actions, créées ou émises par toute autre corporation ou association similaire, et durant la possession de tels titres, obligations, débetures ou autres valeurs, exercer tous les droits, pouvoirs ou privilèges de propriété, comprenant le droit de voter sur iceux;

Former, promouvoir et aider financièrement ou autrement des compagnies, syndicats et associations ayant des objets similaires à ceux de cette compagnie et donner toute garantie légale en rapport avec telles organisations ou autrement pour le paiement de deniers ou pour l'exécution de toute obligation ou entreprise;

Devenir membre de toute société ou être partie à toute convention légale pour des concessions réciproques, risques conjoints ou coopération ou arrangements commerciaux mutuels avec toute personne ou firme ou compagnie qui exploite ou exerce tout commerce que cette corporation est autorisée à exploiter, ou à exercer, et faire telles avances à ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, et créer ou autrement acquérir des actions, titres, débetures ou valeurs de, et subventionner ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, et vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement négocier ces actions, titres, débetures ou valeurs;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer, ou autrement acquérir tout commerce en tout ou en partie semblable en nature et objet à aucun des commerces de cette compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes, conformément aux lois de tel pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter des services pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Acquérir tout commerce de la compétence des objets de la compagnie et terrains, propriétés, privilèges, droits, contrats, limites et responsabilités y appartenant, et vendre ou autrement disposer de toutes affaires, biens ou entreprises de la compagnie;

Recevoir comme subvention pour la construction ou l'exploitation d'aucun des travaux ou opérations autorisés par les présentes, tous terrains, propriétés, franchises, sommes d'argent, titres, actions, obligations, débetures, et les aliéner ou en disposer, par la promotion des affai-

wise dispose of the same or to subscribe to the stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation;

To apply for, obtain, register or otherwise acquire and hold, own, use, operate, introduce and sell, assign, or otherwise dispose of any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks and all inventions, improvements, and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise and any governmental or other grants, licenses, leases or concessions and use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any and all such trademarks, patents, grants, licenses, leases, concessions, processes and the like or any such property, rights and information so acquired;

To acquire by purchase, subscription or otherwise, and to hold, as an investment, sell, assign, transfer or otherwise dispose of any bonds, debentures or other securities or evidence of indebtedness or any shares of capital stock, created or issued by any other similar corporation or association, and while owner of such stock, bonds, debentures or other securities, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To form, promote and assist financially or otherwise, companies, syndicates and associations having objects similar to those of this company, and to give any lawful guarantee in connection with same or otherwise for the payment of money or for the performance of any obligation or undertaking;

To become a member of any partnership or a party to any lawful agreement for reciprocal concession, joint adventure or co-operation or mutual trade arrangement with any person or firm or company that is carrying on or engaged in any business which this corporation is authorized to carry on, or is engaged in and to make cash advances to or otherwise assist any such person, firm or company, and to make or otherwise acquire and hold shares, stock, debentures, or securities of, and subsidize or otherwise assist any such person, firm or company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee or otherwise deal with such shares, stock, debentures or securities;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or to purchase, lease or otherwise acquire any business in whole or in part similar in character and objects to any of the business of this company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To acquire any business within any of the objects of the company and lands, properties, privileges, rights, contracts, limits, and liabilities appertaining thereto, and sell or otherwise dispose of any business, property or undertaking of the company;

To receive as aid in the construction or carrying on of any of the works or operations hereby authorized any lands, properties, franchises, sums of money, stock, shares, bonds or debentures and to alienate and dispose thereof, in promoting any of the affairs, businesses and operations of the

res, commerces et opérations de la compagnie; recevoir des exemptions de taxes et toutes autres exemptions données par une autorité municipale ou autre, par règlement, résolution ou autrement, qui peuvent être, par règlement, données par telle municipalité ou autre autorité;

Faire des contrats avec toutes personnes, compagnie ou corporation, soit publiques ou privées, avec tout gouvernement ou autorité, obtenir de tout tel gouvernement ou autorité tous droits, privilèges, bonis, subsides, garanties et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et réaliser, exercer, et se conformer à tous arrangements faits avec tel gouvernement ou autorité en rapport avec iceux;

Agir comme agents, représentants ou gérants pour le compte de toute firme ou corporation, manufacturière ou autrement, faisant le commerce d'aucun et de tous articles, tissus, marchandise ou accessoires dans lesquels cette compagnie est autorisée à exercer;

Payer aucun et tous frais, charges et dépenses préliminaires ou incidents ou encourus en rapport avec la promotion, l'organisation, la formation, l'établissement, l'enregistrement et l'incorporation de la compagnie;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs et exploiter toutes affaires incidentes à l'exploitation appropriée des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, et nécessaires pour permettre à la compagnie d'exploiter avantageusement son entreprise;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Williams Textiles, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
1217 Sous-secrétaire de la Province.

"Federal Loan and Finance Corp."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février 1934, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, tous deux avocats, et Dorothy Boretsky, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(A) Acheter ou autrement acquérir, vendre, faire le commerce et prêter de l'argent sur garantie de balances de prix, réclamations sur des biens personnels, conventions de ventes conditionnelles, billets privilégiés, contrats de vente à rente foncière, privilèges sur biens meubles, effets de commerce, connaissements, reçus d'entrepôts, comptes recevables, contrats, lettres de change, certificats de créance, titres, d'obligations, choses en actions, et toutes sortes de papiers commerciaux et titres de créance de toute espèce et nature quelconque, et recevoir et accepter des signataires, vendeurs ou transféreurs d'iceux, des garanties ou autre cautionnement pour la solde et le paiement d'iceux, et faire exécuter telle garantie et réaliser sur tel cautionnement;

(B) Prêter de l'argent garanti par la cession de choses en action, privilèges sur biens meubles, ou par tels autres titres ou certificats de créance

company, to receive exemptions from taxation and all other exemptions granted by municipal or other authority by by-law, resolution or otherwise, which may by by-law be granted by such municipality or other authority;

To contract with any person, company or corporation, whether public or private, and with any government or authority, to obtain from any such government or authority any rights, privileges, bonuses, subsidies, guarantees and concessions which the company may consider it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any arrangement made with such government or authority in connection therewith;

To act as agents, representatives or managers for and on account of any firm or corporation, manufacturing or otherwise dealing in any or all articles, fabrics, merchandise or accessories, in which this company is authorized to deal;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to, or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company profitably to carry on its undertaking;

To do all or any of the above things and as principals, agents or attorneys, under the name of "Williams Textiles, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1218-o Assistant Provincial Secretary.

"Federal Loan and Finance Corp."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1934, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, both advocates, and Dorothy Boretsky, *filie majeure*, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(A) To buy, or otherwise acquire, sell, deal in and loan money on the security of balances of price, claims to personal estate, conditional sales agreements, lien notes, hire purchase agreements, chattel mortgages, trade paper, bills of lading, warehouse receipts, accounts receivable, contracts, bills of exchange, certificates of indebtedness, stocks, bonds, choses-in-action, and all kinds of commercial paper and evidences of indebtedness of every kind and nature whatsoever, and to receive and accept from the makers, vendors, or transferors thereof, guarantees or other security for the performance and payment thereof, and to enforce such guarantee and realize on such security;

(B) To lend money secured by assignments of choses-in-action, chattel mortgages, or by such other evidences or certificates of indebtedness as

qui peuvent être requis par la compagnie, aux termes et conditions, et à tels taux d'intérêt qui pourront être considérés convenables; sur tous prêts, déduire l'intérêt et autres charges d'avance, et pourvoir aux remboursements hebdomadaires, mensuels ou autres remboursements uniformes;

(C) Acquérir et détenir, soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, des immeubles, titres sur des immeubles sous n'importe quel nom qu'ils seront connus, hypothèques, balances de prix, obligations, débetures, actions-débetures, actions et autres valeurs, titres de créance, effets de commerce, acceptation et certificats de créance;

(D) Acheter, prendre à bail, en échange, ou en garantie ou autrement acquérir comme propriétaires ou agents, biens, réels et personnels, mobiliers et immobiliers, de toute espèce et nature quelconque et en n'importe quel endroit qu'ils seront situés, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer, hypothéquer, nantir, disposer, faire valoir et autrement les négocier;

(E) En rapport avec le commerce susdit transiger et exercer un commerce général de finance et agence de placement et un commerce de courtage en assurance, et agir comme agents et courtiers pour le placement, prêt, paiement, transmission et la perception d'argent, pour l'achat, la vente et l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, commerce ou entreprise, et l'administration, contrôle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations;

(F) Placer le surplus des fonds de la compagnie de toute manière quelconque que les directeurs de la compagnie détermineront de temps en temps, sous le nom de "Federal Loan and Finance Corp."

Le capital-actions de la dite compagnie consistera en quatre-vingt-dix-neuf mille dollars, dont neuf mille quatre cents (9,400) actions privilégiées non participantes, sans droit de vote, cumulatives à sept pour cent (7%), d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune, et mille (1,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune, sujet à augmentation du dit capital-actions en vertu des dispositions de la dite Loi.

Les dites actions privilégiées non-participantes, sans droit de vote, cumulatives, porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après énoncées, à savoir:—

(a) Les porteurs des actions privilégiées cumulatives à sept pour cent (7%) auront droit à recevoir de la manière et lorsque déclaré, par le bureau de direction, à même le surplus ou profits nets de la compagnie, des dividendes privilégiés, cumulatifs, au taux de sept pour cent (7%) par année sur le montant dans le temps payé sur les dites actions privilégiées, et pas davantage, payables semi-annuellement, les premiers jours de janvier et juillet de chaque année. Si, à toute date de dividende, les argents de la compagnie spécialement applicables au paiement des dividendes étaient insuffisants pour payer intégralement les dividendes fixés sur toutes les actions privilégiées alors émises et en cours, tels dividendes ou la partie impayée d'iceux, seront payés à la date ou aux dates subséquentes de paiement de dividendes auxquelles dates la compagnie aura des deniers suffisants spécialement applicables au paiement d'iceux, et avant qu'aucun dividende subséquentment accru ne soit payé sur les actions privilégiées. Nuls dividendes ne seront en aucun

the company may require, upon such terms and conditions, and at such rates of interest as may be considered advisable; and all loans, to deduct the interest and other charges in advance, and to provide for repayments in weekly, monthly, or other uniform repayments;

(C) To acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, real estate, titles to real estate under whatsoever name they may be known, mortgages, balances of price, bonds, debentures, debenture stock, shares and other securities, evidences of indebtedness, commercial paper, acceptances and certificates of indebtedness;

(D) To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire as owners, or agents, property, real and personal, movable and immovable, of every kind and nature whatsoever and wheresoever situate, and to sell, improve, manage, develop, lease, hypothecate, pledge, dispose of, turn to account, and otherwise deal with same;

(E) In connection with the business aforesaid, to transact and to carry on a general financial and investment agency and insurance brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking, and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations;

(F) To invest the surplus funds of the company in any manner whatsoever as the Directors of the company may from time to time determine, under the name of "Federal Loan and Finance Corp."

The capital stock of the said company shall consist of ninety nine thousand dollars, nine thousand four hundred (9,400) seven per cent (7%) cumulative non-voting, non-participating preference shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each, and one thousand (1,000) common shares of the par value of five dollars (\$5.00) each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act.

The said cumulative non-voting, non-participating preference shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say;

(a) The holders of the seven per cent (7%) cumulative preference shares shall be entitled to receive, as and when declared by the Board of Directors, from the surplus net profits of the company, cumulative, preferential dividends at the rate of seven per cent (7%) per annum on the amount for the time being paid up on the said preference shares, and no more, payable semi-annually, on the first days of January and July in each year. If on any dividend date the monies of the company properly applicable to the payment of dividends shall be insufficient to pay in full the fixed dividends on all the preference shares then issued and outstanding, such dividends or the unpaid part thereof, shall be paid on the subsequent dividend payment date or dates on which the company shall have sufficient monies properly applicable to payment of the same, and before any subsequently accruing dividend shall be paid on the preference shares. No dividends shall at any time be declared or paid on or set apart for the common shares or

temps déclarés ou payés ou mis de côté pour les actions ordinaires ou aucune partie d'icelles, avant que tous les dividendes accrus sur les actions privilégiées émises et en cours n'aient été payés;

(b) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit d'assister ou de voter, soit en personne ou par procuration, à toute assemblée générale des actionnaires, ni de recevoir avis de telle assemblée à moins que la compagnie fasse défaut de payer quatre (4) versements consécutifs de dividende sur les actions privilégiées aux jours de leur échéance, conformément aux termes des présentes, que tels dividendes aient été ou non déclarés, et qu'il y ait ou non des profits disponibles pour les payer; advenant tel cas, les porteurs des dites actions privilégiées auront, à chaque occasion, jusqu'à ce que tous les arrérages des versements de dividende aient été payés, le droit d'assister, de voter, soit en personne ou par procuration, à toute assemblée générale des actionnaires, et recevront avis de telle assemblée, pourvu que, lorsque tous les arrérages des versements de dividende auront été payés par la compagnie, le dit droit d'assister et de voter à toute assemblée générale et de recevoir avis d'icelle, cessera jusqu'à ce que la compagnie fasse encore défaut de payer les quatre (4) versements de dividende, tel que susdit, et ainsi de temps à autre.

(c) La compagnie aura le droit de racheter les actions privilégiées à toute date de dividende, en tout ou dans telle proportion que le bureau de direction déterminera de temps à autre, sur paiement de cent dix pour cent (110%) de la valeur au pair d'icelles et tous les dividendes impayés accrus sur icelles à la date fixée pour tel rachat. Si moins que la totalité du montant des actions privilégiées en cours est ainsi racheté en aucun temps, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage au sort, *pro rata*, ou de toute autre manière que le bureau de direction déterminera. Un avis, d'au moins trente jours, de tel rachat, sera envoyé par la poste, par lettre affranchie, à chaque porteur d'actions privilégiées à être rachetées, à son adresse enregistrée chez la compagnie, ou dans le cas où l'adresse de tout actionnaire n'apparaîtrait pas ainsi, alors à la dernière adresse connue du dit actionnaire. Tel avis indiquera le nombre des actions privilégiées détenues par la personne à laquelle il est adressé et qui seront rachetées et le prix de rachat.

Tel avis indiquera aussi la date à laquelle le rachat aura lieu, et à compter de et après la date ainsi spécifiée pour rachat, la compagnie paiera le prix de rachat au porteur enregistré des actions privilégiées à être rachetées, sur présentation et livraison au bureau-chef de la compagnie, ou à tout autre endroit désigné dans tel avis, des certificats pour les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat. Les certificats pour telles actions seront alors annulés, et le rachat des actions ainsi représentées, sera en conséquence complété. Si une partie seulement des actions représentées par un certificat est rachetée, un nouveau certificat pour la balance sera émis. A compter et après la date spécifiée dans tout tel avis, les actions privilégiées appelées pour rachat, cesseront d'avoir droit aux dividendes et les porteurs d'icelles ne pourront pas jouir des droits y relatifs, excepté celui de recevoir le prix de rachat, à moins que le paiement du prix de rachat n'ait pas été fait par la compagnie sur la présentation et la livraison des certificats conformément aux dispositions susdites.

any part thereof, until all accrued dividends on the preference shares issued and outstanding shall have been paid;

(b) The holders of the said preference shares shall not have the right to attend or vote either in person or by proxy at any general meeting of shareholders, or to have notice of such meetings unless the company shall fail to pay four (4) consecutive dividend instalments upon the preference shares on the days on which the same shall become payable, according to the terms hereof, whether such dividends have been declared or not, and whether or not there are any profits available for payment thereof; upon the happening of which event the holders of the said preference shares shall, on each occasion, until all arrears of dividend instalments shall have been paid, be entitled to attend and vote, either in person or by proxy at any general meeting of shareholders, and to have notice of such meeting, provided that upon all arrears of dividend instalments being paid by the company, the said right to attend and vote at any general meeting and to receive notice thereof, shall cease until default shall again be made by the company in paying four (4) dividend instalments, as aforesaid, and so on from time to time;

(c) The company shall have the right to redeem the preference shares on any dividend date, in whole or in such portions as from time to time the Board of Directors may determine, upon the payment of one hundred and ten per cent (110%) of the par value thereof, and all unpaid dividends accumulated thereon to the date fixed for such redemption. If less than the whole amount of outstanding preference shares shall be so redeemed at any time, the stock to be redeemed may be selected by lot, *pro rata*, or in any other manner that the Board of Directors may determine. At least thirty days' notice in writing of such redemption shall be given by post, in a prepaid letter, to each holder of preference shares to be redeemed, at his address registered with the company, or in the event of the address of any shareholder not so appearing, then the last known address of such shareholder. Such notice shall set out the number of preference shares held by the person to whom it is addressed and which are to be redeemed and the redemption price.

Such notice shall also set out the date on which redemption is to take place, and on and after the date so specified for redemption, the company shall pay the redemption price to the registered holder of the preference shares to be redeemed, on presentation and surrender at the head office of the company, or at any other place designated by such notice, of the certificates for the preference shares so called for redemption. The certificates for such shares shall thereupon be cancelled, and the redemption of the shares represented thereby, shall thereupon be completed. If a part only of the shares represented by any certificate be redeemed, a new certificate for the balance shall be issued. From and after the date specified in any such notice, the preference shares called for redemption shall cease to be entitled to dividends and the holder thereof shall not be entitled to any rights in respect thereof, except that of receiving the redemption price, unless payment of the redemption price shall not be made by the company on the presentation and surrender of the certificates in accordance with the foregoing provisions.

(d) La compagnie pourra, en aucun temps ou en tous temps, acheter la totalité ou aucune partie des actions privilégiées en cours, de temps à autre sur le marché, ou par soumission ou autrement, à un prix n'excédant pas cent dix pour cent (110%) de la valeur au pair d'icelles, et le coût d'achat, avec ensemble un montant calculé comme si les dividendes privilégiés sur telles actions étaient accrus pour la période à compter de la date du paiement du dernier versement semi-annuel de dividende jusqu'à la date de tel achat. A compter de la date d'achat de toutes actions privilégiées en vertu des dispositions contenues dans ce paragraphe, les actions privilégiées ainsi achetées seront considérées comme rachetées.

(e) Les porteurs des actions privilégiées auront aussi droit sur la liquidation, dissolution ou ventilation involontaire de la compagnie, ou autre distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires pour fins de la ventilation de ses affaires, au remboursement du montant payé sur telles actions, avec ensemble tous les dividendes privilégiés impayés (lesquels, pour telle fin, seront traités comme si tels dividendes privilégiés étaient accrus jusqu'à la date de telle distribution) et sur liquidation, dissolution ou ventilation volontaire de la compagnie ou autre distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires pour fins de réorganisation ou ventilation de ses affaires, les porteurs des actions privilégiées auront droit à recevoir, en plus des montants susmentionnés, un dividende additionnel de cinq pour cent (5%) du montant payé sur telles actions avant que les porteurs d'aucune des actions ordinaires de la compagnie n'aient droit au remboursement des montants ou à aucune partie d'iceux payés sur telles actions ordinaires, ou de participer aux biens de la compagnie. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit à toute participation additionnelle dans les biens de la compagnie excepté tel qu'énoncé ci-dessus;

(f) Nul porteur d'actions privilégiées ne pourra réclamer comme un droit, le droit de souscrire, acheter ou recevoir aucune partie de toute émission des actions, ou obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie qui sont présentement ou qui seront subséquemment autorisées;

(g) Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à cancellation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation des biens de la compagnie;

(h) La compagnie ne pourra pas, aussi longtemps qu'aucune des actions privilégiées créées par les présentes restera en cours, excepté avec le consentement et l'approbation des porteurs d'au moins les deux tiers en valeur des dites actions privilégiées alors en cours, donnés à une assemblée spécialement convoquée pour cette fin:

1. Autoriser ou créer toutes actions privilégiées additionnelles ou autres, ayant rang de priorité ou rang de parité avec les actions privilégiées créées par les présentes;

2. Sujet aux dispositions de cette Loi, créer tout mortgage, lien, ou privilège de toutes sortes sur aucune partie des immeubles, machineries ou biens fixes de la compagnie, (ou autoriser ou émettre toutes obligations, débetures, ou autres titres de créance garantis sur iceux). Cette prohibition ne sera pas censée empêcher, ni sera interprétée comme empêchant la dation du prix d'achat, hypothèque ou autre prix d'achat, privilège sur des propriétés qui seront acquises dans la suite, par la compagnie, ni l'acquisition de propriétés grevées d'hypothèques, liens ou privilèges sur icelles, existant, ni la dation d'hypothèques, charges, cessions, privilèges ou autres garanties créés en faveur des banquiers dans le

(d) The company may at any time or times, purchase the whole or any part of the preference shares outstanding, from time to time in the market, or by tender, or otherwise, at a price not exceeding one hundred and ten per cent (110%) of the par value thereof, and costs of purchase, together with an amount calculated as if the preferential dividends on such shares were accruing for the period from time of payment of the last semi-annual dividend instalment down to the date of such purchase. From and after the date of purchase of any preference shares under the provisions in this paragraph contained, the preference shares so purchased shall be determined to be redeemed.

(e) The holders of preference shares shall also have the right on the involuntary liquidation, dissolution or winding up of the company, or other distribution of assets of the company among shareholders for the purpose of winding up its affairs, to repayment of the amount paid up on such shares, together with all unpaid preferential dividends (which for such purpose shall be treated as if such preferential dividends were accruing up to the date of such distribution) and on the voluntary liquidation, dissolution or winding up of the company or other distribution of the assets of the company among the shareholders for the purpose of re-organizing or winding up its affairs, the holders of the preference shares shall have the right to receive in addition to the amounts above mentioned, a further dividend of five per cent (5%) of the amount paid up on such shares before the holders of any of the common shares of the company shall be entitled to repayment of the amounts or any part thereof paid on such common shares, or to participate in the assets of the company. The holders of the said preference shares shall not have the right to any further participation in the assets of the company then above set out.

(f) No holder of preference shares shall be entitled as of right to subscribe for, purchase or receive any part of any issue of shares, or of bonds, debentures or other securities of the company now or hereafter authorized.

(g) The preference shares shall not be liable to cancellation, or reduction, by reason of loss or depreciation of the company's assets.

(h) The company shall not, so long as any of the preference shares hereby created shall remain outstanding, except with the consent and approval of the holders of at least two-thirds in value of the said preference shares then outstanding given at a meeting specially called for the purpose:

1. Authorize or create any other or additional preference shares ranking in priority to or on a parity with the preference shares hereby created;

2. Subject to the provisions of this Act, To create any mortgage, lien or encumbrance of any kind on any part of the real estate, machinery, or fixed assets of the company (or authorize or issue any bond, debenture, or other evidence of indebtedness secured thereon). This prohibition shall not be deemed to prevent, nor shall it operate to prevent the giving of purchase money, mortgages or other purchase money, liens on property to be hereafter acquired by the company, nor the acquisition of property, subject to mortgage, liens, incumbrances, thereon existing, nor the giving of mortgages, charges, assignments, liens or other securities created in favour of bankers in the ordinary course of the

cours ordinaire des opérations de la compagnie, et dans le but de faire telles opérations;

3. Vendre ou autrement disposer par transport, transfert, location ou autrement, la totalité (ou toute portion matérielle) des biens et entreprises de la compagnie, à moins que les produits de telle vente ou aliénation soient suffisants pour permettre à la compagnie de payer, et à moins que la compagnie puisse payer à même de tels produits tous les porteurs des dites actions privilégiées alors en cours, cent dix pour cent (110%), valeur au pair, plus tous dividendes impayés, accumulés sur icelles;

(1) Tous ou aucun des droits ou privilèges attachés aux actions privilégiées pourront être modifiés, commués, abrogés, affectés ou autrement changés par un règlement ou des règlements de la compagnie, mais nul tel règlement ou tels règlements n'auront force et effet à moins qu'ils aient été approuvés par les votes des porteurs d'au moins les deux tiers en valeur de toutes les actions de la compagnie alors en cours et des porteurs d'au moins les deux tiers en valeur des actions privilégiées en cours, représentés personnellement ou par procuration à une assemblée spécialement convoquée dans le but de les considérer, et sanctionnés dans la suite par lettres patentes supplémentaires conformément à la loi.

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que nul directeur ne sera empêché à raison de ses fonctions, de passer des contrats avec la compagnie, soit comme vendeur, acheteur ou autrement, et tout tel contrat, ou tout contrat ou arrangement conclu par ou au nom de la compagnie dans laquelle un directeur peut être en aucune manière intéressé, ne sera responsable envers la compagnie pour tout profit réalisé par tout tel contrat ou arrangement parce que tel directeur détient cet office, ou par la relation fiduciaire par ce moyen établie; pourvu que tel directeur ou tels directeurs déclarent au bureau, au moment ou avant que soit donnée telle approbation ou ratification, la nature de leur intérêt en ic eux;

Et il est de plus ordonné et déclaré que,

Si autorisés par un Règlement sanctionné par au moins les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

c. Emettre des bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie ou les deux, pour garantir tels bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1229 Sous-secrétaire de la Province.

company's business and for the purpose of carrying on the same;

3. Sell or otherwise dispose of by conveyances, transfer, lease, or otherwise, the whole (or any material portion) of the company's assets and undertakings, unless the proceeds of such sale or disposal shall be sufficient to enable the company to pay, and unless the company shall pay out of such proceeds, all the holders of the said preference shares then outstanding, one hundred and ten per cent (110%) of par, plus any unpaid dividends accumulated thereon.

(1) All or any of the rights and privileges attached to the preference shares may be modified, commuted, abrogated, affected or otherwise dealt with by a by-law or by-laws of the company, but no such by-law or by-laws shall have any force and effect unless the same has been approved by the votes of the holders of at least two-thirds in value of all the shares of the company then outstanding, and of the holders of at least two-thirds in value of the preference shares then outstanding, represented in person or by proxy, at a meeting specially called for the purpose of considering the same, and afterwards sanctioned by Supplementary Letters Patent according to law.

And it is hereby ordained and declared that no director shall be disqualified by his office from contracting with the company, either as vendor, purchaser, or otherwise, nor shall any such contract, or any contract or arrangement entered into by or on behalf of the company in which any director shall be in any way interested, be liable to account to the company for any profit realized by any such contract or arrangement by reason of such director holding that office, or of the fiduciary relationship thereby established; provided that such director or directors disclose to the board at or before the time such approval or ratification is given, the nature of their interest therein.

And it is further ordained and declared that, if authorized by by-law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Limit or increase the amount to be borrowed;

(c) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(d) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1230-o Assistant Provincial Secretary.

"Lanoraie Natural Gas Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1934, constituant en corporation: John Fotheringham Askwith, agent financier, John-Robert Culbert, ingénieur, et Frederick Edwards Graham, courtier en obligations, tous de la cité d'Ottawa, comté de Carleton et province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des recherches et sortir et extraire de la terre, du gaz naturel, pétrole, huile, sel, produits chimiques, métaux, minéraux et substances minérales de toutes sortes, et à cette fin, faire des explorations et des recherches, miner, extraire, forer, creuser des puits, faire des travaux et autrement procéder comme il sera nécessaire; produire, manufacturer, acheter, acquérir, raffiner, fondre, emmagasiner, distribuer, vendre, disposer et faire le commerce de gaz naturel, pétrole, huile, sel, produits chimiques, métaux, minéraux et substances minérales de toutes sortes et tous leurs produits et sous-produits; acheter, vendre, négocier, faire le commerce et passer des contrats relativement aux terrains et à leurs produits ou intérêts dans des terrains, mines, carrières, puits, locations, privilèges, permis, franchises, concessions et droits de toutes sortes renfermant, se rapportant ou contenant, ou supposés renfermer, rapporter ou contenir du gaz naturel, pétrole, huile, sel, produits chimiques, métaux, minéraux ou substances minérales de toutes sortes; exercer une ou plusieurs des opérations qui se rapportent à des explorations, la production, le commerce, le transport, l'emmagasinage, la distribution et la fabrication de pétrole, gaz, huiles, sel, produits chimiques, métaux, minerais, minéraux et substances minérales et leurs produits, sous-produits ou dérivés; produire, procurer, manufacturer, acheter, vendre, utiliser, disposer et faire le commerce du gaz, huile et autres combustibles naturels, artificiels ou manufacturés et exercer tous ou aucun des commerces qui sont habituellement ou qui peuvent être convenablement exercés par des compagnies de gaz naturel, huile ou autres combustibles naturels ou manufacturés;

Fournir, distribuer et négocier et faire le commerce de gaz, huile, et autres combustibles naturels ou manufacturés pour fins d'éclairage, chauffage, énergie électrique ou toutes autres fins quelconques;

Vendre et livrer de l'huile ou du gaz au moyen de lignes de tuyaux ou autrement; acheter, louer ou autrement acquérir, ériger, posséder et exploiter des raffineries d'huile, des usines à gaz y compris des usines pour la production du coke et autres sous-produits; acheter, vendre, bâtir, posséder, louer, utiliser et exploiter des lignes de tuyaux pour le transport de l'huile ou du gaz naturel ou manufacturé; acquérir, construire, ériger, poser, forer, maintenir, agrandir, modifier, travailler et utiliser tous tels terrains, vaisseaux, édifices, érections, grues, commodités et autres travaux, puits, réservoirs, machineries, usines, tuyauterie, lampes, moteurs, agencements, compteurs, appareils, outillage, matériel et choses qui peuvent être nécessaires, incidents ou convenables en rapport avec l'acquisition, la production, l'usage, l'emmagasinage, la réglementation, le mesurage, l'approvisionnement, le tuyautage, l'achat, la distribution, la vente et autre commerce de tous ou d'aucun des produits de la compagnie;

Manufacturer, acquérir, exploiter, vendre, importer et exporter toutes sortes de machines, machinerie, usines, outillages, outils, matériels,

"Lanoraie Natural Gas Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1934, incorporating: John Fotheringham Askwith, financial agent, John Robert Culbert, engineer, and Frederick Edwards Graham, bond broker, all of the city of Ottawa, in the county of Carleton and Province of Ontario, for the following purposes:

To search for and recover and win from the earth natural gas, petroleum, oil, salt, chemicals, metals, minerals and mineral substances of all kinds, and to that end to explore, prospect, mine, quarry, bore, sink wells, construct works and otherwise proceed as may be necessary; to produce, manufacture, purchase, acquire, refine, smelt, store, distribute, sell, dispose of and deal in natural gas, petroleum, oil, salt, chemicals, metals, minerals and mineral substances of all kinds and all products and by-products of any of the same; to buy, sell, trade in, deal in and contract with reference to lands and products thereof or interests in land, mines, quarries, wells, leases, privileges, licenses, franchises, concessions and rights of all kinds covering, relating to or containing, or believed to cover, relate to or contain natural gas, petroleum, oil, salt, chemicals, metals, minerals or mineral substances of any kind; to carry on any one or more of the businesses of prospecting for, producing, dealing in, transporting, storing, distributing and manufacturing petroleum, gases, oils, salts, chemicals, metals, ores, minerals and mineral substances and the products, by-products or derivatives thereof; to produce, procure, manufacture, buy, sell, use, dispose of and deal in gas, oil and other natural, artificial or manufactured fuel products and to carry on all or any of the businesses that are usually or may be conveniently carried on by natural gas, oil or other natural or manufactured fuel product companies;

To supply, distribute and deal in and deal with gas, oil, and other natural or manufactured fuel products for lighting, heating, motive power or any other purposes whatsoever;

To sell and deliver oil and gas through pipe lines or otherwise; to purchase, lease or otherwise acquire, erect, own and operate oil refineries, gas works, and plants including plants for the production of coke and other by-products; to buy, sell, build, own, lease, use and operate pipe lines for the transportation of oil or natural or manufactured gas; to acquire, construct, erect, lay down, drill, maintain, enlarge, alter, work and use all such lands, ships, buildings, erections, derricks, easements, and other works, wells, reservoirs, machinery, plant, pipes, lamps, motors, fittings, meters, apparatus, equipment, material and things as may be necessary, incident or convenient in connection with the acquisition, production, use, storage, regulation, measurement, supply, piping, purchase, distribution, sale and other dealing in all or any of the products of the company;

To manufacture, acquire, operate, sell, import and export all kinds of machines, machinery, plant, equipment, tools, materials, merchandise,

marchandises, appliques et meubles meublants quelconques utilisés ou se rapportant au commerce susdit;

Solliciter, obtenir, utiliser et exécuter des franchises et contrats avec des cités, villes, municipalités, compagnies, corporations et des gouvernements provinciaux et fédéral, et avec des individus pour l'approvisionnement de gaz (naturel ou manufacturé) pour fins d'illumination, chauffage domestique et la production de la force motrice et conclure des contrats s'y rapportant;

Exercer toute autre commerce que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la compagnie ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, association ou personnes exerçant aucune partie du commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens convenables aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs et les payer en argent ou en actions ou valeurs de cette compagnie ou partiellement en actions ou en valeurs et partiellement en argent ou toute autre considération et exercer les opérations de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

Louer, vendre, améliorer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer d'aucune ou toutes les propriétés, droits ou biens de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable, y compris les actions, obligations, actions-débetures, billets ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèce ou autrement, tel qu'il sera résolu, par voie de dividende, bonus, ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens ou actif de la compagnie ou tous produits de la vente ou disposition d'aucun des biens ou droits de la compagnie, et en particulier, toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie, appartenant à cette compagnie, ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer, sous le nom de "Lanoraie Natural Gas Company, Limited", avec un capital total de un million de dollars (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Hull, district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,

1231

Sous-secrétaire de la Province.

fixtures and furnishings whatsoever used in or connected with the foregoing business;

To apply for, obtain, use and carry out franchises and contracts with cities, towns, municipalities, companies, corporations, and Provincial and Federal Governments and with individuals for supplying gas (natural or manufactured) for illuminating purposes, domestic heating and generation of power and to enter into all contracts connected therewith;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in shares or securities and partly in cash or any other consideration and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To lease, sell, improve, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties, rights or assets of the company for such consideration as the company may think fit, including shares, bonds, debenture stock, notes or other securities of any other company or corporation;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any of the property or rights of the company, and in particular, any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company, belonging to this company, or which it may have power to dispose of, under the name of "Lanoraie Natural Gas Company, Limited", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City of Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,

1232-o

Assistant Provincial Secretary.

"Editions de l'Ordre (Limitée)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1934, constituant en corporation: Olivar Asselin, Paul Asselin et Pierre Asselin, tous trois journalistes, de Montréal, dans les buts suivants:

Publier des journaux et des livres, et pratiquer toutes opérations utiles à ces fins, sous le nom de "Editions de L'Ordre (Limitée)", avec un capital total de trente mille dollars (\$30,000.00), divisé

"Editions de l'Ordre (Limitée)".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1934, incorporating: Olivar Asselin, Paul Asselin and Pierre Asselin, all three journalists, of Montreal, for the following purposes:

To publish journals and books, and to carry on all operations useful for the said purposes, under the name of "Editions de L'Ordre (Limitée)", with a total capital stock of thirty thousand

en trois cents (300) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1257-0 Sous-secrétaire de la Province.

dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1258 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Keating's, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour de février 1934, changeant le nom de la compagnie "Keating & Wang, Ltd.", en celui de "Keating's, Ltd".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de février 1934.

ALEX. DESMEULES,
1219-0 Sous-secrétaire de la Province.

"Ritz Club, Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de janvier 1934, changeant le nom de la Compagnie "Roxy Grill, Limited", en celui de "Ritz Club, Inc.", et augmentant ses pouvoirs comme suit, à savoir:

Exercer généralement et dans toutes ses spécialités le commerce de restaurateur y compris la vente de la bière, vin et autres boissons alcooliques, dont la vente est présentement ou pourra être permise dans l'avenir en vertu des lois de la province de Québec, et obtenir un permis de club ou tout autre permis pour telles fins qui pourraient être jugé avantageux aux fins de l'entreprise;

Organiser, maintenir et administrer un club pour l'accommodation des membres de la compagnie et leurs amis, se procurer une maison de club et généralement donner à ses membres tous les privilèges, avantages et commodités d'un club;

Procurer à ses membres les moyens de récréation et d'éducation pour l'esprit et détassement pour le corps;

Faire, installer et exploiter certains dispositifs, mécanismes et appareils pour amusement, récréation, divertissement et exhibition;

Adopter, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la gestion interne des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, surveillance et expulsion de ses membres, pourvu cependant, que la corporation puisse, de temps à autre, amender, modifier, révoquer et changer, en tout ou en partie, tels règlements et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable, établir diverses et différentes classes de membres dans aucune des différentes classes de club ou organisation, avec ou sans nécessité pour le dit membre de détenir des titres ou actions dans la dite organisation ou club; pourvoir à ce qu'un membre, dans aucune des différentes classes de membres du club ou organisation ne soit pas obligé d'être actionnaire des actions de la compagnie ou vice versa;

Supplementary Letters Patent

"Keating's, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1934, changing the name of the company "Keating & Wang, Ltd.", to that of "Keatings, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1220 Assistant Provincial Secretary.

"Ritz Club, Inc".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1934, changing the name of the Company "Roxy Grill, Limited", to that of "Ritz Club, Inc.", and increasing its powers as follows, to wit:

To carry on generally and in all its branches the business of restaurateur, including the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, the sale of which is now or in the future may be permitted under the laws of the Province of Quebec, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking;

To organize, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the Company and their friends, to secure a club house and generally to give to its members all the privileges, advantages and commodities of a club;

To procure to its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body;

To make, install and operate certain devices, mechanisms and apparatus for amusement, recreation, entertainment and exhibition;

To adopt, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members, for the discipline, supervision and expulsion of its members, provided, however, that the corporation may, from time to time, amend, modify, repeal and change in whole or in part such rules and ordinances as the corporation may think fit, to provide for various and different classes of membership in any of the various classes of club or organization with or without the necessity of said member holding stock or shares in the said organization or club; or club; to provide that a member in any of the various classes of membership of the club or organization need not be a shareholder in the stock of the Company or vice versa;

Percevoir les honoraires d'admission, redevances annuelles et autres contributions ou cotisations pour l'accommodation, l'aménagement et l'usage d'aucun des biens du club avec pouvoir de classer les membres et déterminer leurs privilèges.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de janvier 1934.

ALEX. DESMEULES,
1221 Sous-secrétaire de la Province.

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furniture, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1934.

ALEX. DESMEULES,
1222-o Assistant Provincial Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que l'Honorable le Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton de Alleyn, comté de Pontiac, compris dans la division d'enregistrement de Pontiac, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre province de Québec, savoir:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;
3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Alleyn, comté de Pontiac, et

Nous fixons au quinzième jour de mars, 1934, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C. deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Pontiac, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le quinzième jour de mars, 1934, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, Game and Fisheries of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the township of Alleyn, County of Pontiac, comprised in the registration division of Pontiac, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Pontiac, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;
2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;
3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We give notice of the filing in the office of the registration division of Pontiac, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the township of Alleyn, County of Pontiac, and

We fix on the fifteenth day of March, 1934, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Pontiac, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the fifteenth day of March, 1934, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real rights on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register

transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER, en l'année mil neuf cent trente-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1253-0

kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY SECOND day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty four and in the twenty fourth year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1254

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton de Brayson, comté de Pontiac, compris dans la division d'enregistrement de Pontiac, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre province de Québec, savoir:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;
3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, des plan

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, Game and Fisheries of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the township of Brayson, county of Pontiac, comprised in the registration division of Pontiac, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Pontiac, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;
2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;
3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province; THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Pontiac, of the plan

et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Brayson, comté de Pontiac, et

Nous fixons au quinzième jour de mars, 1934, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C. deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Pontiac, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le quinzième jour de mars, 1934, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER, en l'année mil neuf cent trente-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

1255-0 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the township of Brayson, county of Pontiac, and

We fix on the fifteenth day of March, 1934, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Pontiac, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the fifteenth day of March, 1934, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY SECOND day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty four and in the twenty fourth year of Our Reign.

By command,
1256 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 27 janvier, 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Henri Desaulniers, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Flore, dans le district de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Hector Desaulniers, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Flore, district de Trois-Rivières.

721-5-5-0 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 6 février 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Joseph-Antoine Audet, notaire, demeurant et pratiquant à Lévis, dans le district de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Onésime Audet, notaire, en son vivant demeurant et pratiquant à Lévis, district de Québec.

885-6-5-0 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, January 27, 1934.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Henri Desaulniers, notary, residing and practising at Sainte Flore, in the district of Trois Rivières, whereby he asks for the transmission in his favour of the Minutes, repertory and index of the late notary Joseph Hector Desaulniers, in his lifetime notary, residing and practising at Sainte Flore, district of Trois Rivières.

722-5-5 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February 6th., 1934.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Antoine Audet, Notary, residing and practising at Lévis, in the district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Louis-Onesime Audet, Notary, in his lifetime residing and practising at Lévis, district of Quebec.

886-6-5 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Lebel, secrétaire-trésorier de la corporation de la cité de Rivière-du-Loup, que les immeubles décrits ci-après, situés en la cité de Rivière-du-Loup, seront vendus à l'enchère publique en la salle des délibérations à l'Hôtel de Ville, à Rivière-du-Loup, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires énumérées dans l'état ci-dessous, ainsi qu'aux intérêts et dépens, à moins que les dites taxes, avec intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Lebel, Secretary-Treasurer of the Corporation of the City of Riviere-du-Loup, the immovables hereinafter described, situate in the city of Riviere-du-Loup, will be sold at public auction in the meeting room of the City Hall, at Riviere-du-Loup, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes enumerated in the following statement, as well as for the interest and charges, unless the said taxes, with interest and charges, be paid before the sale.

Noms Names	No du cadastre de Fraserville Cadastral No. of Fraserville	Taxes municipales Municipal taxes	Intérêts Interest	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Total
Geo.-N. Pelletier	Subd. 78, 79, 80, 81 de-of No. 1....	\$113.75	\$ 6.52	\$48.75	\$ 2.97	\$171.99
L.-H. Levasseur, Ltée (Buanderie St-Louis)	Subd. 106 de-of 362.....	297.50	34.67	192.50	22.95	547.62
Joseph Gaudreau et autres— and others (Héritiers-Heirs Sophie Gaudreau)	205.....	63.00	5.95	45.65	1.33	115.93
John Gagnon	Pt. No 1; bornée N.-O. chemin, S.-E. chemin, N.-E. Eug. et Jos. Bérubé, S.-O. chemin—bounded N.-W. by road, S.-E. by road, N.-E. by Eug. and Jos. Bérubé, S.-W. road.....	289.00	28.17	169.88	13.40	500.45
Marie-Louise Lavoie-Pelletier	Pt. 202; bornée S.-O. partie par Sylvio Saindon, partie par P. Pelletier, N.-E. par Succ. Wm. Fraser, N. par rue Sainte-Anne, S. par Succ. G.-A. Binet—bounded S.-W. partly by Sylvio Saindon, partly by P. Pelletier, N.-E. by Est. Wm. Fraser, N. by Sainte Anne Street, S. by Est. G. A. Binet.....	77.00	3.40	63.50	2.65	146.55

Donné à Rivière-du-Loup, ce vingt-sixième jour de février, mil neuf cent trente-quatre.

Le secrétaire-trésorier de la Cité de
Rivière-du-Loup,
1247—9—2-0
JOS. LEBEL.

Given at Riviere-du-Loup, this twenty sixth day of February, nineteen hundred and thirty four.

JOS. LEBEL,
Secretary-Treasurer of the City of
Riviere-du-Loup.
1248—9—2

Demandes à la Législature

Avis est donné que Gustave Hardy, rentier, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi légalisant l'adoption de Rosa Mongrain *alias* Rosa ou Rosette Hardy, à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 22ème jour de février 1934.
1243—9—2-0
GUSTAVE HARDY.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Gustave Hardy, annuitant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act legalizing the adoption of Rosa Mongrain *alias* Rosa ou Rosette Hardy, for all lawful intents and purposes.

Montreal, this 22nd. day of February, 1934.
1244—9—2
GUSTAVE HARDY.

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de l'Honorable Charles Wilson, en son vivant, Sénateur, de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Qué-

Notice is hereby given that the testamentary executors of the Estate of Honourable Charles Wilson, in his lifetime, Senator, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Que-

bec, à la présente session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à emprunter sur le capital de la Succession; à engager la Succession au remboursement de tels emprunts ainsi qu'à hypothéquer et donner en gage les biens meubles et immeubles de la dite Succession, aux fins de pourvoir à certaines dépenses, de faire des avances aux héritiers et pour d'autres fins.

Montréal, le 28 février 1934.

Les procureurs des requérants,
1263-9-2-o LACOSTE & LACOSTE.

bec, at its present session, for the passing of an Act authorizing them to borrow on the capital of the Estate, to bind the Estate for the repayment of such loans and to mortgage and pledge the moveable and immoveable assets of the Estate in order to provide for certain expenses, make advances to the heirs and for other purposes.

Montreal, February 28th., 1934.

LACOSTE & LACOSTE,
1264-9-2-o Attorneys for Petitioners.

Avis est par la présente donné que dans le cours de la présente session un bill sera présenté par le Docteur Jos.-Henri Desrochers, de Beauceville, dans le but de remplacer l'un des exécuteurs testamentaires à la succession de feu son épouse et autres fins.

Québec, le 15 février 1934.

Le représentant du pétitionnaire,
1053-7-4-o P.-H. BOUFFARD.

Notice is hereby given that during the course of the present session, a bill will be introduced on the behalf of Dr. Jos. Henri Desrochers, of Beauceville, for the purpose of replacing one of the testamentary executors to the succession of his late wife, and for other purposes.

Quebec, February 15th., 1934.

P. H. BOUFFARD,
1054-7-4-o Representing the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que M. Hector Grothé, bourgeois, de la cité de Westmount, district de Montréal, et Dame Céline Grothé, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse de Me J.-Wilfrid Jalbert, avocat, du même lieu, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi concernant les conditions et les titres d'aliénation (définitive) des biens provenant des substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé, en date du 30e jour de mai 1911, reçu devant Me C.-E. Leclerc, N.P., et l'emploi ou le remploi des deniers appartenant aux dites substitutions.

Montréal, ce 21e jour de février 1934.

Les procureurs des requérants,
PATENAUDE, MONETTE, FILION et PATENAUDE.
1183-8-4-o

Public notice is hereby given that Mr. Hector Grothé, gentleman of the city of Westmount, district of Montreal, and Dame Céline Grothé, of the city of Outremont, district of Montreal, wife of Mtre J. Wilfrid Jalbert, advocate, of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act respecting the conditions and final titles of alienation of property from the substitutions created by the will of the late Louis Ovide Grothé, dated the 30th day of May, 1911, received before Mtre C. E. Leclerc, N. P., and investment and reinvestment of the moneys belonging to the said substitutions.

Montreal, this 21st day of February, 1934.

PATENAUDE, MONETTE, FILION and PATENAUDE,
Attorneys for petitioners.
1184-8-4

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No B-127276. Dame Emeline-Alice Robillard, domiciliée en la ville de Mont-Royal, district de Montréal, épouse commune en biens d'Henri-Albert Robillard, instituteur, domicilié au même lieu, demanderesse; vs Ledit Henri-Albert Robillard, défendeur.

La demanderesse a intenté au défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 23 février 1934.

Le procureur de la demanderesse,
1233-o CHAS. CHAMPOUX.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. B-127276. Dame Emeline Alice Robillard, domiciled in the city of Mount Royal, district of Montreal, wife common as to property of Henri Albert Robillard, school, teacher of the same place, plaintiff; vs The said Henri Albert Robillard, defendant.

Plaintiff has entered a suit in separation as to property against the defendant.

Montreal, 23rd. February, 1934.

CHAS. CHAMPOUX,
1234-o Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, No 14,254. Dame Marie-Anne Labbé, épouse commune en biens de Thomas Vachon, fils de Thomas à Paul, cultivateur, de Saint-Frédéric-de-Beauce, demanderesse; vs Le dit Thomas Vachon, fils de Thomas à Paul, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 février 1934.

Saint-Joseph-Beauce, le 23 février 1934.

Les procureurs de la demanderesse,
1265-o MORIN & MORIN.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 14,254. Dame Marie Anne Labbé, wife common as to property of Thomas Vachon, son of Thomas à Paul, farmer, of Saint Frederic de Beauce, plaintiff; vs the said Thomas Vachon, son of Thomas à Paul, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 23rd. of February, 1934.

Saint Joseph de Beauce, February 23rd., 1934.

MORIN & MORIN,
1266 Attorneys for plaintiff.

Assurances

RE: THE BRITISH OAK INSURANCE COMPANY
LIMITED OF LONDON, ENGLAND.

Avis est par le présent donné que "The British Oak Insurance Company Limited of London, England", a obtenu l'autorisation de faire des affaires "d'assurance marine", dans la province de Québec, en plus des pouvoirs déjà autorisés pour cette compagnie.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 23ième jour de février 1934.

Pour le trésorier de la Province,
Le surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, Qué.

1223-9-2-0

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

Avis est par le présent donné que la United Sons & Daughters of Africa Benevolent Association of Montreal, a obtenu le permis et a été enregistrée pour faire des affaires de société charitable.

Les fins de la dite société sont exprimées comme devant être: au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, ou d'atteindre d'autres objets analogues, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, en date du 10 novembre 1932.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 27ième jour de février 1934.

Le surintendant des Assurances,
B.-A. DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

1259-9-2-0

Insurances

RE: THE BRITISH OAK INSURANCE COMPANY
LIMITED OF LONDON, ENGLAND.

Notice is hereby given that The British Oak Insurance Company Limited of London, England, has been authorized to transact, in the Province of Quebec, the business of marine insurance, in addition to other powers already authorized.

Given pursuant to section 121 of the Quebec Insurance Act, this 23rd. day of February, 1934.

For the Treasurer of the Province,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q.

1224-9-2-0

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the United Sons & Daughters of Africa Benevolent Association of Montreal, has been licensed and registered for the transaction of business of a charitable association.

The purposes of the said association are stated to be: by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident, or reverses of fortune, and for widows and orphans, or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children, or for the purpose of attaining any other similar object, as mentioned in the declaration that preceded the authorization by the Lieutenant-Governor in Council, dated November 10th. 1932.

Given pursuant to section 121 of the Quebec Insurance Act, this 27th. day of February, 1934.

B. A. DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q.

1260-9-2-0

Avis divers

"LANORAIE NATURAL GAS COMPANY, LIMITED".

Extrait du Règlement No 6.

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois à cinq.

Daté ce vingt-neuvième jour de janvier 1934.

Le secrétaire,
1235 J.-R. CULBERT.

"MONTREAL COKE & MANUFACTURING COMPANY".

Extrait du Règlement "C".

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit par les présentes augmenté de sept à neuf.

Montréal, le 19 janvier 1934.

Le secrétaire,
1237 C.-A. TELLMAN.

Miscellaneous Notices

"LANORAIE NATURAL GAS COMPANY, LIMITED".

Extract from By-law No. 6.

The number of Directors of the Company is hereby increased from three to five.

Dated this 29th. day of January, 1934.

J. R. CULBERT,
1236-0 Secretary.

"MONTREAL COKE & MANUFACTURING COMPANY".

Extract from By-law "C".

That the number of the Directors of the Company is hereby increased from seven to nine.

Montreal, 19th. January, 1934.

C. A. TELLMAN,
1238-0 Secretary.

"THE LYMAN REAL ESTATE CORPORATION,
LIMITED".

Extrait du Règlement No 6.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de six directeurs.

Montréal, le 15 février 1934.

1239 Le secrétaire,
R.-L. CROMBIE.

La compagnie "Pickle Crow Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au bureau de Benjamin Budgeon, Amos, Québec.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Benjamin Budgeon, d'Amos, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1934.

1267-0 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

La compagnie "Stanley Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au No 231 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, P. Q.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Stanley-E. Siscoe, de la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1934.

1269-0 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Dans la Cour Supérieure, district de Québec, province de Québec, No 28057, Thibaudeau & Frères, demandeurs; contre Révérend L.-C. Bédard, de Bergerville et de Québec, défendeur, et l'honorable Mercier, tiers-saisi.

Avis public est par les présentes donné à tous les créanciers du défendeur d'avoir à produire leur réclamation dans le dossier ci-haut et dans les quinze jours de la date des présentes pour y être payés au marc la livre.

Québec, ce 15 février 1934.

1097-8-2-0 Les procureurs du défendeur,
CHALOULT & HUDON.

Assemblée

Avis est donné par la présente que l'assemblée annuelle des actionnaires de Alma & Jonquière Railway Company, pour l'élection des directeurs et pour transiger toute autre affaire qui sera portée à l'attention de l'assemblée, aura lieu au siège social de la compagnie, 1000 Édifice Dominion Square, à Montréal, P. Q., Canada, le mercredi, 7ième jour du mois de mars 1934, à trois heures de l'après-midi.

1095-8-2-0 Le secrétaire,
J.-H. ALGER

"THE LYMAN REAL ESTATE CORPORATION,
LIMITED".

Extract from By-law No. 6.

The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Directors.

Montreal, February fifteenth, 1934.

1240-0 R. L. CROMBIE,
Secretary.

The company "Pickle Crow Gold Mines, Limited" (No personal liability) has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share-certificates, bonds and other securities.

The head office in the Province is at the office of Benjamin Budgeon, Amos, Quebec,

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Benjamin Budgeon, of Amos, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1934.

1268 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

The company "Stanley Gold Mines, Limited" (No personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, bonds and other securities.

Its principal place of business, in the Province, is at No. 231 Saint James Street West, Montreal, P. Q.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Stanley E. Siscoe, of the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1934.

1270 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

In the Superior Court, District of Quebec, Province of Quebec, No. 28057. Thibaudeau & Frères, plaintiffs; against Reverend L. C. Bédard, of Bergerville and of Quebec, defendant; and the Honourable Mercier, garnishee.

Public notice is hereby given to all creditors of the defendant to file their claims in the aforesaid records and within the fifteen days after the date of the present notice to be paid at so much in the dollar.

Quebec, February 15, 1934.

1098-8-2 CHALOULT & HUDON,
Attorneys for defendant.

Meeting

Notice is hereby given that the Annual Meeting of the Shareholders of Alma & Jonquière Railway Company, for the election of Directors and the transaction of such other business as may properly come before the meeting, will be held at the Head Office of the Company, 1000 Dominion Square Building, Montreal, P. Q., Canada, on Wednesday, the 7th day of March, 1934, at three o'clock in the afternoon.

1096-8-2-0 J. H. ALGER,
Secretary.

Bureaux-chefs

Novelty Mfg. Co., Ltd, a établi sa principale place d'affaire et son bureau-chef au No 2118, rue Bleury, Montréal.

Montréal, le 15 février 1934.

1241

La secrétaire,
ANNA ARON.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Thomson Gingras Lumber Co., Limited", constitué en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt-neuvième jour de décembre 1933, a établi son bureau principal au numéro 01411 rue Atwater, Montréal, P. Q.

Daté à Montréal, P. Q., ce vingtième jour de février 1934.

1261-o

Le président,
ALFRED GINGRAS.

Chief Offices

Novelty Mfg. Co., Ltd., has its chief place of business and office at No. 2118, Bleury Street, Montreal.

Montreal, February 15th., 1934.

1242-o

ANNA ARON,
Secretary.

Notice is hereby given that "Thomson Gingras Lumber Co., Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the twenty ninth day of December, 1933, has established its office at 01411 rue Atwater, Montreal, P. Q.

Dated at Montreal, P. Q., this twentieth day of February, 1934.

1262-o

ALFRED GINGRAS,
President.

Département de l'Instruction publique

No 583-33.

Québec, le 20 février 1934.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle* du 27 janvier dernier et du 3 février courant, il faut ajouter après le dernier paragraphe "toutes autres îles situées au sud-ouest de l'axe de la Rivière Chaudière".

1225-o

Department of Education

No. 583-33.

Quebec, February 20th., 1934.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette* of January 27th., last and of February 3rd., instant, there must be added after the last paragraph "all other islands situate Southwest of the axis of the Chaudiere River".

1226

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 21 février 1934.

MM. Hugh Lanctot, de Lac Doré, Chibougamou: juge de paix, avec juridiction sur le district d'Abitibi, René Dupuis, de la cité de Montréal, 7624 Avenue Henri-Julien: juge de paix, avec juridiction sur le district de Montréal, Léonce Plourde et Louis Hudon, de Saint-Henri-de-Taillon, comté de Lac Saint-Jean: juges de paix, avec juridiction sur le district de Roberval, Armand Langlois, agent, et Louis-Philippe Gouin, gérant, tous deux de la cité des Trois-Rivières: juges de paix avec juridiction sur le district de Trois-Rivières, tous, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

M. Philippe Thivierge, de Val-David, comté de Terrebonne: juge de paix pour le district de Terrebonne.

M. Edmond Savard, de Grande-Baie, Chicoutimi: juge de paix pour le district de Chicoutimi.

M. Sinclair Laird, de Sainte-Anne-de-Bellevue, Doyen du Collège MacDonald et membre du Comité protestant de l'Instruction Publique: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

1227-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 21st., 1934.

Messrs Hugh Lanctot, of Lac Doré, Chibougamou: Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Abitibi, Rene Dupuis, of the city of Montreal, 7624 Avenue Henri-Julien: Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Montreal, Leonce Plourde and Louis Hudon, of Saint Henri de Taillon, county of Lake Saint John: Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Roberval, Armand Langlois, agent, and Louis Philippe Gouin, manager, both of the city of Trois Rivières: Justices of the peace with jurisdiction over the district of Trois Rivières, all, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

Mr. Philippe Thivierge, of Val David, county of Terrebonne: Justice of the Peace for the district of Terrebonne.

Mr. Edmond Savard, of Grande Baie, Chicoutimi: Justice of the Peace for the district of Chicoutimi.

Mr. Sinclair Laird, of Sainte Anne de Bellevue, Dean of MacDonald College and Member of the Protestant Committee of Public Instruction: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, according to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

1228

Vente par licitation

Sale by licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 114946. Didace Renaud, demandeur; vs Albini Renaud *et al*, défendeurs.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-114946. Didace Renaud, plaintiff; vs Albini Renaud *et al*, defendants.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

¶ Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 29ième jour de janvier 1934, dans une cause dans laquelle Didace Renaud, solliciteur, des cité et district de Montréal, est demandeur et Albini Renaud, Edmond Renaud, Clodomir Guénette en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Bernadette, Marie-Thérèse-Cécile, Marie-Jeanne, Frédéric et Jean-Paul, issus de son mariage avec feu Dame Marie-Bernadette Renaud, Dame Joseph Renaud, épouse séparée de biens de Edgar Fiset, employé de chemin de fer, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Louis-Siméon Côté, commis, tous des cité et district de Montréal, Dame Marie-Rose Côté, épouse séparée de biens de Max-R. Leroy, instituteur, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ces deux derniers de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

a) Un emplacement situé à Cartierville, mesurant 150 pieds de front par 200 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro 85, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; borné en front par le chemin Dubois, en arrière et côté nord-est par le résidu du lot numéro 85, du côté sud-ouest par le numéro 86—avec les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de deux mille (\$2000.00) piastres sera exigé de l'acquéreur au moment de l'adjudication avec en plus une somme de trente-cinq (\$35.00) piastres pour les frais du jour.

b) Un emplacement situé à Montréal, rue Chambord, portant le numéro 135 de la subdivision officielle 6, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses érigées.

c) Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front rue Chambord, connu et désigné sous le numéro 136 de la subdivision officielle du lot numéro 6, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Saint-Jean-Baptiste—avec bâtisses dessus érigées.

d) Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Chambord, connu et désigné sous les numéros cent trente-trois et cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot numéro six (6-133-134) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant chacun desdits lots 24 pieds de largeur par 77 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées et notamment deux maisons en bois et brique à deux étages, portant les numéros civiques 4415-4417-4419 et 4421 de la dite rue Chambord, et avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur et ces trois emplacements (b-c-d) seront vendus "en bloc".

Un dépôt de \$1000.00 sera exigé de l'acquéreur au moment de l'adjudication avec en plus une somme de trente-cinq (\$35.00) piastres pour les frais du jour.

e) Un immeuble portant le numéro 888 du

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, on the 29th day of January 1934, in which Didace Renaud, solicitor, of the City and District of Montreal is plaintiff; and Albini Renaud, Edmond Renaud, Clodomir Guenette, in his quality of tutor to his minor children Bernadette, Marie Thérèse Cécile, Marie Jeanne, Frédéric and Jean Paul, issued of his marriage with late Dame Marie Bernadette Renaud, Dame Joseph Renaud, wife separated as to property of Edgar Fiset, railways employee, and this latter, to authorize his wife to these presents, Louis Siméon Côté, clerk, all of the city and district of Montreal, Dame Marie Louise Côté, wife separated as to property of Max R. Leroy, teacher, and this latter as personally as to authorize his wife to these presents, these both latter of the City of Westmount, in the district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveables designated as follows, to wit:

a) An emplacement situated at Cartierville, measuring 150 feet in front by 200 feet in depth, forming part of lot No. 85 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by the "Chemin Dubois", in rear and to the Northeast by remainder of the lot No. 85 and to the Southwest by the number 86—with the buildings thereon erected.

A deposit of two thousand (\$2000.00) dollars will be requested from the purchaser at the time of the adjudication with and more a sum of thirty five (\$35.00) dollars for the expenses of the day.

b) An emplacement situated in the city of Montreal, Chambord Street, bearing the number 135 of the official subdivision 6, on the official plan and book of reference of the incorporated village Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected;

c) An emplacement situated in the city of Montreal, fronting Chambord Street, known and designated under the number 136 of the official subdivision of the lot No. 6 of the official plan and book of reference of the incorporated village Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected;

d) An emplacement situated in the city of Montreal, fronting on the Chambord Street, known and designated under the Nos. one hundred thirty three and one hundred thirty four (133-134) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring each one of the said lots 24 feet of width by 77 feet of depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected and particularly two houses in wood and brick of two floors, bearing the civic numbers 4415-4417-4419-4421 of the said Chambord Street, and right of way in the lane bounding the said emplacement to its depth, and these three emplacements (b-c-d) will be sold "en bloc" and

A deposit of \$1000.00 will be requested from the purchaser at the time of the adjudication with and more a sum of thirty five (\$35.00) dollars for the expenses of the day.

e) An immoveable bearing the No. 888 of the

quartier Sainte-Marie, cité de Montréal, mesurant 45 pieds de largeur sur la rue Lafontaine, par 95 pieds de profondeur sur la rue Maisonneuve, plus ou moins—avec les bâtisses portant les numéros civiques 1550 à 1554 de la rue Lafontaine et 1737 et 1743 de la rue Maisonneuve.

Un dépôt de \$1000.00 sera exigé de l'acquéreur au moment de l'adjudication avec en plus la somme de trente-cinq (\$35.00) piastres pour les frais du jour.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le MERCREDI, QUATRIEME jour d'AVRIL, 1934, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, Montréal, chambre 31 ou dans toute autre chambre que l'honorable juge président voudra référer, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, ce 19 février 1934.

Les procureurs du demandeur,
BEAULIEU, GOUIN,
1113-8-2-o MERCIER & TELLIER.

Saint Mary Ward, city of Montreal, measuring 45 feet of width on the Lafontaine Street by 95 feet of depth on the Maisonneuve Street, more or less—with the buildings bearing the civic numbers 1550 to 1554 of the Lafontaine Street and 1737 and 1743 of the Maisonneuve Street.

A deposit of \$1000.00 will be requested from the purchaser at the time of the adjudication with and more a sum of thirty five (\$35.00) dollars for the expenses of the day.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the FOURTH day of APRIL 1934, at HALF PAST TEN o'clock, forenoon, sitting the Court, in the Court Room, at the Court House, Montreal, Room 31, or in all other room that the Honourable Judge presiding will refer, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said sale by licitation should be filed at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, February 19th, 1934.

BEAULIEU, GOUIN,
MERCIER & TELLIER,
1114-8-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

SOUS LA LOI DES LIQUIDATIONS.

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en liquidation, No 20. IN RE: L'Etoile Incorporée, 4305 rue Orléans, Montréal, en liquidation; et Charette & Labelle, liquidateurs.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, Under the Winding up Act, No. 20. IN RE: L'Etoile Incorporée, 4305 Orleans Street, Montreal, in Liquidation; and Charette & Labelle, liquidators.

AVIS DE VENTE.

NOTICE OF SALE.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 19 février 1934, seront vendus par enchère publique, au bureau du shérif du district de Montréal, au Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le CINQUIEME jour d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, dated February 19th., 1934, there will be sold by public auction, at the Sheriff's Office, of the district of Montreal, in the Court House, at Montreal, on THURSDAY, the FIFTH day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter designated:

1. Un emplacement étant le coin nord-est des rues Orléans et Nolan, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros onze cent quatre-vingt-dix-sept, onze cent quatre-vingt-dix-huit, onze cent quatre-vingt-dix-neuf du lot originaire numéro dix-huit (18-1197-1198-1199) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelega—avec une laiterie et autres bâtisses dessus érigées portant le numéro civique quatre mille trois cent cinq (4305) de la dite rue Orléans, et les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble et droit de passage en commun avec

1. An emplacement being the Northeast Corner of Orleans and Nolan Streets, in the city of Montreal, known and designated as being lots numbers eleven hundred and ninety seven, eleven hundred and ninety eight, eleven hundred and ninety nine of original lot number eighteen (18-1197, 1198, 1199) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelega—with a dairy and other buildings thereon erected bearing civic numbers four thousand three hundred and five (4305) of said Orleans Street, and the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said im-

tous les autres y ayant droit, aux charges ordinaires, dans la ruelle connue et désignée comme étant le numéro onze cent quatre-vingt-seize de la dite subdivision numéro dix-huit (18-1196).

Sauf à distraire les machines suivantes, ayant servi à l'exploitation de la laiterie et qui appartiennent à B. Trudel & Cie, savoir:

Bouilloire et tous les accessoires annexés à ladite bouilloire, soit: tuyau à eau, à vapeur, grilles, tuyau à fumée, machine à froid comprenant tous les accessoires, réservoir à saumure, condenseur, tuyauterie, installation pour distribution etc., tous les tuyaux à l'eau et à la vapeur, connexions sanitaires, etc., thermomètres, balance à crème, fils, bassin de réception, refroidisseur, balance Avery et plateforme, pompe, moteur, un filtre Ormsby, pasteurisateur, un moteur d'une force, refroidisseur, un autre moteur, liège isolant pour la glacière, bassin avec tuyaux sanitaires, bassin centrifuge, bassin pour laver les bouteilles avec moteur, un pasteurisateur de Laval avec moteur, une baratte avec moteur, machine à laver et moteur, machine à laver des canistres avec moteur, un séparateur de Laval à turbine, une embouteilleuse Milwaukee, un capeur à main, un thermomètre de Laval, un thermomètre, un manomètre à saumure, une pompe avec moteur, un bassin à chauffer, une embouteilleuse, un décapeur avec moteur sur système à eau, un moteur, un pasteurisateur de 400 gallons, un réservoir de 100 gallons, un homogénéisateur genre Gaulin;

2. Trois lots de terre ayant front sur la dite rue Orléans, connus et désignés comme étant les lots numéros douze cent trente-six, douze cent trente-sept et douze cent trente-huit du lot originaire numéro dix-huit (18-1236, 1237 et 1238) aux susdits plan et livre de renvoi officiels—avec tous les droits sans exception et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux lots sus décrits.

Les dits immeubles seront vendus conformément aux dispositions de la Loi des Liquidations, chapitre 213, et ses amendements, Statuts Révisés du Canada 1927, et aussi selon les dispositions des articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, et amendements, pour donner à la dite vente l'effet du décret.

L'adjudicataire devra payer comptant au moment de l'adjudication la somme de \$1,000.00.

Les liquidateurs,
CHARETTE & LABELLE.

Edifice: "La Sauvegarde",
152, est, rue Notre-Dame,
Montréal.

1245-9-2-0

CHARETTE & LABELLE,
Liquidators.

"La Sauvegarde" Building,
152, Notre Dame Street, East,
Montreal.

1246-9-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En matière de faillite". Dans l'affaire de la faillite de Deus Courchesne, marchand, de la ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec, débiteur.

Avis est, par les présentes, donné que LUNDI, le VINGT-SIXIEME jour de MARS 1934, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, conformément à la Loi de faillite, (article 45 et sections pour donner à cette vente l'effet du décret) au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

movable and right of way in common with all others having a right thereto, subject to usual charges of maintenance, in the lane known and designated as being number eleven hundred and ninety six of said subdivision number eighteen (18-1196).

Save to be deducted the following machines, having been used in the operation of the dairy and which belong to B. Trudel & Cie, to wit:

Boiler and all accessories annexed to the said boiler, being: water and steam piping, grates, smoke pipe, a refrigerator and all its accessories, a brine reservoir, condenser, piping, distributing installation, etc., all the water and steam pipes, sanitary connections, etc., thermometers, cream scales, wires, milk tank, cooler, Avery scale and platform, pump, motor, one Ormsby filter, pasteurizer, one H. P. motor, cooler, another motor, cork insulation for the refrigerator, tank with sanitary pipes, separator, tank for washing bottles with motor, Laval Pasteurizer, churn with motor, washing machine and motor, machine for washing the cans with motor, one Laval turbine separator, one Milwaukee bottler, one hand capper, one Laval thermometer, one thermometer, one brine manometer, one motor pump, one heating tank, one bottler, one decapper with water power motor, one motor, one pasteuriser for 400 gallons, one 100 gallon reservoir, one Gaulin homogenizer;

2. Three lots of land fronting on said Orleans Street, known and designated as being lots numbers twelve hundred and thirty six, twelve hundred and thirty seven and twelve hundred and thirty eight of original lot number eighteen (18-1236, 1237 and 1238) of the aforesaid official plan and book of reference—with all the rights without exception and all active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the hereinabove described lots.

The said immovables will be sold pursuant to the provisions of the Winding-up Act, chapter 213, and its amendments, Revised Statutes of Canada, 1927, and also according to the provisions of articles 9 to 15 inclusively of chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, and amendments, to give the said sale the effect of a Sheriff's sale.

The purchaser must pay in cash at the time of the sale, the sum of \$1,000.00.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (In Bankruptcy). In the matter of the Bankruptcy of Deus Courchesne, merchant, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, Debtor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY SIXTH day of MARCH, 1934, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by Public Auction, in conformity with the Bankruptcy Act, (Article 45 and sections which give it the effect of a Sheriff's Sale) at the office of the sheriff, in the Court House, Montreal, the following immovable, to wit:

1. Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Pie IX, mesurant cinquante pieds de front sur cent vingt (120) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu sous le numéro cent un, de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-101) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec droit de passage, avec tous autres y ayant droit, dans les ruelles communiquant des dits lots à l'Avenue Pie IX.

Le dit immeuble sera vendu en vertu d'un jugement par la Cour Supérieure, district de Montréal, division de faillite, rendu le 10ième jour de janvier 1934, et portant le numéro 77 des dossiers de la dite Cour.

Conditions de vente: Un dépôt de \$500.00 (cinq cents dollars) sera payé lors de l'adjudication et la balance lors de la passation de l'acte. Les autres conditions seront annoncées à la date de la vente.

Montréal, le 14ième jour de février 1934.

Le syndic,
HARRY LASSNER.

Bureau: 357, rue Sainte-Catherine ouest,
Montréal, P. Q.,
Téléphone Marquette 9201. 1049-7-2-o

1. A piece of land, fronting on Pie IX Boulevard, measuring fifty (50) feet frontage by one hundred and twenty (120) feet in depth, English measure, more or less, and known and designated as No. 101, of the official subdivision of lot number fourteen (14-101) of the official plan and book of reference of the incorporated Village of Hochelaga—with the right of passage, with all others having rights thereto, in the lanes connecting with the said lots on Pie IX Boulevard.

The said immovable shall be sold in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, district of Montreal, Bankruptcy Division, on the tenth day of January, 1934, and bearing the number 77 of the records of the said Court.

Conditions of sale: A deposit of \$500.00 (five hundred dollars) shall be paid at the time of the adjudication of sale and the balance on passing of deeds. Other conditions of sale shall be announced on the date of sale.

Dated at Montreal, this 14th. day of February, 1934.

HARRY LASSNER,
Trustee.

Office: 357, Sainte Catherine Street West,
Montreal, P. Q.,
Phone Marquette 9201. 1050-7-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques-Est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement faisant front sur la rue Hadley, quartier Saint-Paul, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro originaire trois mille neuf cent trente (3930-86)—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 5656 à 5660 de la dite rue Hadley, et aussi droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement, aux conditions ordinaires d'entretien. Avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 12 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, après les avis donnés conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la Province de Québec, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de MARS mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19-Est, rue Saint-Jacques,
Montréal.
Montréal, le 21 février 1934. 1185-8-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having its place of business at No. 10 Saint James Street East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Hadley Street, Saint Paul Ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, as being lot number eighty six of the subdivision of original lot three thousand nine hundred and thirty (3930-86)—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5656 to 5660 of said Hadley Street, and also the right of way in the lane situate in rear of the said emplacement, subject to the customary charges of maintenance, with all the active, passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 12th of February, 1934, bearing No. 277 on the records of the said Court, by public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and after notice given, according to the provisions of the Code of Civil Procedure, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, at the Sheriff's Office of the district of Montreal, situate in the Court house, in the city of Montreal, on THURSDAY, the TWENTY NINTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street, East,
Montreal.
Montreal, February 21st, 1934. 1186-8-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 277. Dans l'affaire de R.-H. Beaulieu, notaire, ayant sa place d'affaires au No 10 rue Saint-Jacques, est, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement faisant front sur la rue Beaulieu, quartier Saint-Paul, à Montréal, mesurant vingt pieds de largeur, en front et en arrière, par cent douze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme étant:

1. Partie du lot numéro un de la subdivision du lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-treize, et un de la subdivision du lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze, mesurant dix pieds de largeur en front et en arrière par cent douze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la dite rue Beaulieu, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu des dits lots numéros trois mille huit cent quatre-vingt-treize, subdivision un, et trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze, subdivision un, et de l'autre côté par le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-treize, et deux de la subdivision du lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze.

2. Comme étant partie du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-treize, et partie du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze, des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant dix pieds de largeur en front et en arrière, par cent douze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, borné en front, par la dite rue Beaulieu, en arrière par une ruelle, d'un côté par les susdits lots numéros trois mille huit cent quatre-vingt-treize, subdivision un, et trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze, subdivision un, et de l'autre côté par le résidu des dits lots numéros trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze, subdivision deux, et trois mille huit cent quatre-vingt-treize subdivision deux—avec bâtisses y érigées, portant les Nos 5921 et 5923 de la dite rue Beaulieu, et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 15 février 1934, portant le No 277 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite et après les avis donnés suivant les dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MERCREDI, le QUATRIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 27 février 1934.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal.

1323-9-2-0

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 277. In the matter of R. H. Beaulieu, notary, having his place of business at No. 10 Saint James Street, East, Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Beaulieu Street, Saint Paul's Ward, Montreal, measuring twenty feet in width, in front and in rear, by one hundred and twelve feet and six inches in depth, English measure, more or less, and composed of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal as being:

1. Part of lot number one of the subdivision of lot number three thousand eight hundred and ninety three, and one of the subdivision of lot number three thousand eight hundred and ninety four, measuring ten feet in width in front and in rear by one hundred and twelve feet and six inches in depth, English measure, bounded in front by said Beaulieu Street, in rear by a lane, on one side by the residue of said lots numbers three thousand eight hundred and ninety three, subdivision one, and three thousand eight hundred and ninety four, subdivision one, and on the other side by lot number two of the subdivision of lot number three thousand eight hundred and ninety three, and two of the subdivision of lot number three thousand eight hundred and ninety four.

2. As being part of lot number two of the subdivision of lot number three thousand eight hundred and ninety three, and part of lot number two of the subdivision of lot number three thousand eight hundred and ninety four, of the aforesaid official plan and book of reference, measuring ten feet in width in front and in rear, by one hundred and twelve feet and six inches in depth, English measure, bounded in front by said Beaulieu Street, in rear by a lane, on one side by aforesaid lots numbers three thousand eight hundred and ninety three, subdivision one, and three thousand eight hundred and ninety four, subdivision one, and on the other side by the residue of said lots numbers three thousand eight hundred and ninety four, subdivision two, and three thousand eight hundred and ninety three, subdivision two—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 5921 and 5923 of said Beaulieu Street, and all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 15th. of February, 1934, bearing No. 277 of the records of the said Court, at public auction, in conformity with the formalities of article 45 of the Bankruptcy Act and after notice given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY, the FOURTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montréal, February 27th., 1934.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the Office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East,
Montréal.

1324-9-2

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 1040-33.

Québec, le 28 février, 1934.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds, comté de Mégantic, les lots 9-a, 9-e, dans le treizième rang du canton de Leeds, appartenant à M. Arthur-J. Boulanger, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Broughton, dans le comté de Beauce. 1315-9-2-0

No. 1065-33.

Québec, le 28 février, 1934.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lin, comté de l'Assomption, les lots Nos 1645 à 1663 inclusivement, (Degrâce-Nord), de la rivière Achigan; les lots Nos 171 à 185 inclusivement; les lots Nos 204 à 221 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lin, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville des Laurentides, même comté. 1317-9-2-0

No. 1040-33.

Quebec, February 28, 1934.

Application is made to detach from the School Municipality of Leeds, county of Megantic, lots 9-a, 9-e, in the thirteenth range of the township of Leeds, belonging to Mr. Arthur J. Boulanger, and to annex the same to the School municipality of Saint Pierre de Broughton, in the county of Beauce. 1316-9-2

No. 1065-33.

Quebec, February 28, 1934.

Application is made to detach from the School Municipality of Saint Lin, County of l'Assomption, lots Nos. 1645 to 1663 inclusively (Degrâce-Nord) of the Achigan River; lots Nos. 171 to 185 inclusively; lots Nos. 204 to 221 inclusively of the official cadastre for the parish of Saint Lin, and to annex the same to the School Municipality of "Ville des Laurentides", same county. 1318-9-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Saint-Maurice, sous le nom de "Syndicat d'Élevage de Chevaux Belges du Comté de Saint-Maurice", avec sa principale place d'affaires à Yamachiche, dans le comté de Saint-Maurice.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been incorporated in the county of Saint Maurice, under the name of "Syndicat d'Élevage de Chevaux Belges du Comté de St-Maurice", with its Head office at Yamachiche, in the county of Saint Maurice.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Québec, le 27 février 1934. 1319-0

Quebec, February 27, 1934. 1320

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment:

Québec, le 27 février 1934.

Quebec, February 27, 1934.

M. Victor Cusson, de la cité de Montréal: pour une période de dix années, membre de la Commission des Tramways de Montréal et président de la dite commission. 1321-0

Mr. Victor Cusson, of the city of Montreal: to be a member of the Montreal Tramways' Commission and President of the said commission, for a period of ten years. 1322

VENTES PAR LE SHÉRIF

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

Superior Court.—District of Abitibi.

No 3642. } REVEREND ALPHONSE
 } CHAPLEAU, prêtre, curé, de Cobalt, Ont., demandeur; vs URBAIN LEMIRE, de Landrienne, P. Q., défendeur, à savoir:

No. 3642. } REVEREND ALPHONSE
 } CHAPLEAU, priest, Curé of Cobalt, Ont., plaintiff; vs URBAIN LEMIRE, of Landrienne, P. Q., defendant, to wit:

Comme appartenant au dit défendeur, les lots de terre portant les Nos seize (16) et dix-sept (17) du rang No quatre (4) du cadastre officiel du canton Landrienne—avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Landrienne, MARDI, le TROISIÈME jour du mois d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, 28 février 1934. J.-U. DUMONT.
[Première publication, 3 mars 1934]
1325-9-2-o

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.
No 3315. } LOUIS DE G. LAFLEUR,
 } commis, de Villemontel,
district d'Abitibi, demandeur; vs LA CIE DE
TELEPHONE DE VILLEMONTTEL, corps politique et incorporé, de Villemontel, défenderesse, à savoir:

Comme appartenant à la dite défenderesse, la subdivision No vingt-sept (27) du lot No dix-huit (18) et la subdivision No deux (2) du lot No dix-neuf (19), toutes deux du rang No quatre (4) du cadastre officiel du canton Trécesson—avec bâtisses, circonstances et dépendances; Et une ligne de téléphone sur la route régionale, ayant son point de départ sur le lot No cinquante-deux (52) du rang No quatre (4) du canton Trécesson et se terminant à la ligne de séparation entre les cantons Launay et Privat, avec ses lignes annexes dans le village de Villemontel, laquelle ligne et les annexes comprennent poteaux, fil, boîtes, instruments, appareils et "switch board", seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Villemontel, MERCREDI, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, le 26 février 1934. J.-U. DUMONT.
[Première publication, le 3 mars 1934]
1327-9-2-o

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.
No 3605. } LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS
 } & PLACEMENTS DE
QUÉBEC, demanderesse; vs DAME MARIA
ROUSSEAU, épouse d'Olympe Plante, d'Amos, défenderesse, à savoir:

Comme appartenant à la dite défenderesse, les lots de terre portant les Nos cinq-A (5-A) et cinq-B (5-B) du rang No neuf (9) du cadastre officiel du canton Landrienne—avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Landrienne, MARDI, le TROISIÈME jour d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, le 28 février 1934. J.-U. DUMONT.
[Première publication, le 3 mars 1934]
1329-9-2-o

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH HUOT, de-
 } No 980. } mandeur; vs JO-
SEPH DEMERS, défendeur.

Comme appartenant au demandeur:

Un terrain situé dans le 7e rang du canton de Thetford et étant le lot No 24-A dudit 7e rang du

As belonging to the said defendant, the lots of land bearing Nos sixteen (16) and seventeen (17) of range No. four (4) of the official cadastre for the township of Landrienne—with the buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Landrienne, on TUESDAY, the THIRD day of the month of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, February 28, 1934. Sheriff.
[First publication, March 3rd, 1934]
1326-9-2

Superior Court.—District of Abitibi.
No. 3315. } LOUIS DE G. LAFLEUR,
 } clerk, of Villemontel,
district of Abitibi, plaintiff; vs LA CIE DE
TELEPHONE DE VILLEMONTTEL, a body politic and corporate, of Villemontel, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, subdivision number twenty seven (27) of lot number eighteen (18) and subdivision number two (2) of lot number nineteen (19) both in range number four (4) of the official cadastre for the township of Trécesson—with buildings, circumstances and dependencies; and a telephone line of the Regional Highway, having its starting point on lot number fifty two (52) of range number four (4) of the township of Trécesson and ending at the division line between the townships of Launay and Privat—with branch lines thereof in the Village of Villemontel, said line and branches including poles, wire, boxes, instruments, appliances and switch-board, shall be sold at the parochial church door of Villemontel, on WEDNESDAY, the FOURTH day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, February 26th., 1934. Sheriff.
[First publication, March 3rd., 1934]
1328-9-2

Superior Court.—District of Abitibi.
No. 3605. } LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS
 } & PLACEMENTS DE
QUÉBEC, plaintiff; vs DAME MARIA ROUS-
SEAU, wife of Olympe Plante, of Amos, defend-
ant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lots of land bearing Nos. five-A (5-A) and five-B (5-B) of range No. nine (9) of the official cadastre for the township of Landrienne—with buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Landrienne, on TUESDAY, the THIRD day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, February 28th., 1934. Sheriff.
[First publication, March 3rd., 1934]
1330-9-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH HUOT, plain-
 } No. 980. } tiff; vs JOSEPH DE-
MERS, defendant.

As belonging to the plaintiff:

A piece of land situated in the 7th range of the township of Thetford and being the lot No. 24-A

cadastre officiel pour le canton de Thetford—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford (Thetford Mines), le CINQUIEME jour d'AVRIL 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., 2 mars 1934.
[Première publication, 3 mars, 1934]
1313—9-2-o

of the said 7th range, of the official plan and book of reference for the said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford (Thetford-Mines), on the FIFTH day of APRIL 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, P. Q., March 2nd., 1934.
[First publication, March 3rd., 1934]
1314—9-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: { PANTALÉON LEBRUN, demandeur; contre
No 14124. } ESDRAS BOUCHER, défendeur.

Les lots vingt-cinq-C et vingt-cinq-D (25c et 25d) du cadastre pour le dixième rang du canton de Shenley Nord, comté de Beauce—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, le 27 février 1934.
[Première publication, le 3 mars 1934]
977—9-3-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: { PANTALEON LEBRUN, plaintiff; against
No. 14124. } ES DRAS BOUCHER, defendant.

Lots twenty five-C and twenty five-D (25c and 25d) on the cadastre for the tenth range of the Township of Shenley North, county of Beauce—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ephrem de Tring, on the THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 27th., 1934.
[First publication, March 3rd., 1934]
978—9-3-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } LES COMMIS-
District de Beauharnois, } SAIRES D'É-
No 3142. } COLES DANS ET
POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROIS-
SE SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME, deman-
deurs; vs RAOUL ROULEAU, défendeur.

Saisir comme appartenant au dit défendeur savoir:

Un immeuble sis et situé dans la paroisse Saint-Jean-Chrysostôme, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le No 899—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay, le CINQUIEME jour d'AVRIL 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 24 février 1934.
[Première publication, le 3 mars 1934]
1249—9-2-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } THE SCHOOL
District of Beauharnois, } COMMISSION-
No. 3142. } ERS IN AND FOR
THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF
SAINT JEAN CHRYSOSTOME, plaintiffs; vs
RAOUL ROULEAU, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

An immovable lying and situate in the parish of Saint Jean Chrysostome, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under No. 899—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Châteauguay, on the FIFTH day of APRIL, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 24th. February, 1934.
1250—9-2
[First publication, March 3rd., 1934]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: { DAME AGNES DE-
No 3023. } CELLES, des cité
et district de Montréal, veuve de Joseph-Auguste
Langelier, en son vivant, de Waterloo, dans le

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: { DAME AGNES DE-
No. 3023. } CELLES, of the city
and district of Montreal, widow of Joseph Au-
guste Langelier, in his lifetime of Waterloo, in the

district de Bedford, gentilhomme, demanderesse; vs DAME ALICE GRÉGOIRE, de la paroisse de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de Arthur Brunet, en son vivant des mêmes lieux, défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, à savoir:

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Jean, district d'Iberville, faisant partie du lot numéro soixante-deux (Pt 62) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jean, contenant environ quarante arpents en superficie et borné à l'est par la rivière Richelieu, au sud, par le numéro soixante et un (61) du dit cadastre, à l'ouest par le chemin public et au nord par les limites de la cité de Saint-Jean—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit morceau de terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le district d'Iberville, le DOUZIÈME jour de MARS prochain, 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, RICHARD-J. FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 6 février 1934.
[Première publication, le 10 février 1934]
863—6—2—0

district of Bedford, gentleman; plaintiff; vs DAME ALICE GREGOIRE, of the parish of Saint Jean, in the district of Iberville, widow of Arthur Brunet, in his lifetime of the same places, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A piece of land situated in the parish of Saint Jean, district of Iberville, being a part of lot number sixty-two (Pt. 62) of official cadastre of the said parish of Saint Jean, containing almost forty arpents in superficies, and bounded on the East side by the Richelieu river, on the South side, by the number sixty-one (61) of said cadastre, on the West side by the public road, and on the North side by the boundaries of the city of Saint Jean—with all the buildings erected on the said piece of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean l'Évangéliste, in the district of Iberville, the TWELFTH day of MARCH next, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RICHARD J. FORGET,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Saint Johns, Que., February 6th., 1934.
[First publication, February 10th., 1934]
864—6—2—0

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THÉODOULE AMIOT,
No D-123327. } demandeur; vs ROBERT-F. CANDLISH *et al.*, défendeurs, *es-nom et es-qual.*

Un immeuble situé en la cité de Montréal, et connu et désigné comme étant composé des lots Nos deux cent trente-cinq et deux cent trente-six (235 et 236) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, à Montréal—avec constructions dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1934. 869—6—2—0
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ROSARIO DESTROIS-
No C-128028 } MAISONS *et al.*, demandeurs; vs ALEXANDRE JODOIN, défendeur.

Deux terrains connus et désignés comme lots numéros soixante et soixante et un de la subdivision officielle du lot numéro treize cent cinquante-neuf (1359-60 et 61) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Marie, en la Cité de Montréal, contenant ensemble soixante-treize pieds et six pouces de front sur la rue Dufresne par une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec des maisons et autres bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1900 à 1914 de ladite rue Dufresne et 1 à 5 de la rue Lalonde et les servitudes actives et passives s'y rattachant, et notamment l'usage en commun avec qui de droit, sans pouvoir l'obstruer, d'une ruelle conduisant à l'arrière-partie desdits lots.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THEODOULE AMIOT,
No. D-123327. } plaintiff; vs ROBERT F. CANDLISH *et al.*, defendants, *es-nom and es-qual.*

An immovable situate in the city of Montreal, known and designated as being composed of lots Nos. two hundred and thirty five and two hundred and thirty six (235 and 236) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, at Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1934. 870—6—2
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ROSARIO DESTROIS-
No. C-128028 } MAISONS *et al.*, plaintiffs; vs ALEXANDRE JODOIN, defendant.

Two lots of land known and designated as being lots numbers sixty and sixty one of the official subdivision of lot number thirteen hundred and fifty nine (1359-60 and 61) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, in the City of Montreal, measuring together seventy three feet and six inches in front on Dufresne Street, by a depth of eighty feet, English measure and more or less—with houses and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 1900 to 1914 of said Dufresne Street, and 1 to 5 of Lalonde Street, and the active and passive servitudes attached thereto and especially the use of a lane leading to the rear part of said lots, in common with others having rights therein and without the right to encumber the same.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 6 février 1934. 871-6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, February 6, 1934. 872-6-2
[First publication, February 10th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } H. OSTROVSKY, de-
No 130023. } H. mandeur; vs S. SIL-
VERSTEIN, défendeur.

Un lopin de terre formant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le No 387 (Ptie 387) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, Montréal, mesurant 30 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur, borné en front par le Carré Richmond, en arrière au sud-ouest partie par le lot No 385 et partie par le lot No 386, au nord-ouest partie par le lot No 387—avec une maison en brique avec façade en pierre de taille, à deux étages, portant les numéros civiques 868-870 Carré Richmond.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 6 février 1934. 873-6-2
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } H. OSTROVSKY, plain-
No. 130023. } H. tiff; vs S. SIL-
VERSTEIN, defendant.

A piece of land forming part of the lot of land known and designated as No. 387 (Pt. 387) on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, Montreal, measuring 30 feet wide by 85 feet deep, bounded in front by Richmond Square, in rear to the South West part by lot No. 385 and part by lot No. 386, on the North West part by lot No. 387—with a two storey house of brick with cutstone front, bearing civic Nos. 868-870 of said Richmond Square.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, February 6th., 1934. 874-6-2-o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ROGER BRISEBOIS
No D-123060. } R et al., demandeurs; vs
HENRI LADOUCEUR, menuisier, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa double qualité de légataire universel et d'exécuteur testamentaire de feu Dame Eva Nantel, veuve en première noces de Joseph-Louis Brisebois et épouse en secondes noces du dit Henri Ladouceur, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, comme étant les subdivisions 48 et 49 du lot originaire No 3930 du cadastre officiel de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2293 à 2303 de la rue DeVilliers, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 6 février 1934. 875-6-2-o
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ROGER BRISEBOIS
No. D-123060. } R et al., plaintiffs; vs
HENRI LADOUCEUR, joiner, of the city and district of Montreal, both personally and in his double quality of universal legatee and testamentary executor of the late Dame Eva Nantel, widow by her first marriage of Joseph Louis Brisebois and wife by her second marriage of the said Henri Ladouceur, defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, as being subdivisions 48 and 49 of original lot No. 3930, on the official cadastre for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 2293 to 2303 of DeVilliers Street, at Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, February 6, 1934. 876-6-2
[First publication, February 10th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME DELPHINE
No D-123866. } D POISSANT, veuve
de Roch Lanctot, demanderesse, es-nom et es-qual.; vs ALBERT FAVREAU, es-nom et es-qual. et al., défendeurs.

Les lots de terre—avec bâtisses dessus construites, désignés ainsi qu'il suit, savoir:

a) Un morceau de terre contenant environ un arpent et demi de front sur quatorze arpents de profondeur, connu et désigné sous le lot numéro cent cinquante-trois (153), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie;

b) Un morceau de terre mesurant en superficie environ quarante-trois arpents, connu et désigné

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME DELPHINE
No. D-123866. } D POISSANT, widow
of Roch Lanctot, plaintiff, es-nom and es-qual.; vs
ALBERT FAVREAU, es-nom and es-qual. et al., defendants.

The lots of land—with buildings thereon erected, designated as follows, to wit:

a) A parcel of land containing about one arpent and a half in front by fourteen arpents in depth, known and designated under lot number one hundred and fifty three (153) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Constant, in the county of Laprairie;

b) A parcel of land having an area of about forty three arpents, known and designated under

sous le lot numéro cent cinquante et un (151), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, dans le dit comté;

c) Une terre contenant environ un arpent et demi sur quatorze arpents de profondeur, connue et désignée sous le lot numéro cent cinquante-deux (152), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant, dans le dit comté;

Avec toutes les bâtisses érigées sur les dits immeubles.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 29 janvier 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 6 février 1934. 877-6-2-0
[Première publication, le 10 février 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL L. KOLBER,
No A-120673. } demandeur; vs MOSES AARON STEINWOLD *et al.*, défendeurs.

Un emplacement situé à l'angle sud-ouest des rues Bullion (autrefois Cadieux) et Marie-Anne en la cité de Montréal, et formant la partie nord-ouest du lot No cent quatre-vingt aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant quarante pieds et quatre pouces en largeur en front et en arrière, par une profondeur de soixante-quinze pieds et dix pouces dans sa ligne nord-ouest, et soixante-quinze pieds et cinq pouces dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le nord est par la susdite rue De Bullion (autrefois Cadieux), en arrière vers le sud-ouest par le lot numéro cent soixante-dix-neuf, d'un côté, au nord-ouest par la rue Marie-Anne susdite, et de l'autre côté vers le sud-est par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt.

Avec ensemble l'édifice en brique sus-érigé portant les numéros civiques 4338, 4340, 4342 et 4344 de la dite rue De Bullion (autrefois Cadieux), dont le mur sud-est est mitoyen avec la résidence adjacente.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 30 janvier 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 7 février 1934. 897-6-2
[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALBERT LEMAY, de-
No E-124683. } mandeur; vs LEONIDAS DESPAROIS, défendeur.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Hamilton, quartier Saint-Paul (ci-devant quartier Emard) en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant la subdivision

lot number one hundred and fifty one (151) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Constant, in the said county;

c) A farm containing about one arpent and a half by fourteen arpents in depth, known and designated under lot number one hundred and fifty two (152) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Constant, in the said county;

With all the buildings erected on the said immoveable.

To be sold "en bloc", at the parochial church-door of the parish of Saint Constant, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 29th. of January, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 6th., 1934. 878-6-2
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL L. KOLBER,
No. A-120673. } plaintiff; vs MOSES AARON STEINWOLD *et al.*, defendants.

An emplacement situate at the Southwest corner of the Bullion (Formerly Cadieux) and Marie Anne Streets in the city of Montreal, and forming the North West part of lot No. one hundred and eighty on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring forty feet and four inches in width in front, and in rear, by a depth of seventy five feet and ten inches in its North West line, and seventy five feet and five inches in its South West line, English measure and more or less, and bounded as follows: in front towards the North East by De Bullion (formerly Cadieux) Street aforesaid, in rear towards the South West by lot number one hundred and seventy nine, on one side, to the North West, by Marie Anne Street aforesaid, and on the other side towards the South East by the residue of said lot number one hundred and eighty.

Together with the brick building thereon erected bearing the civic numbers 4338, 4340, 4342 and 4344 of said De Bullion (formerly Cadieux) Street, the South East wall whereof is *mitoyen* with the adjoining residence.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$750.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated January 30th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 7th., 1934. 898-6-2-0
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERT LEMAY, plain-
No E-124683. } tiff; vs LEONIDAS DESPAROIS, defendant.

1. An emplacement fronting on Hamilton Street, Saint Paul's Ward (formerly Emard Ward), in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal as being subdivision 1

1 du lot No 3747—avec droit de passage dans la ruelle en arrière et avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Hamilton, quartier Saint-Paul (ci-devant quartier Emard), en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant les subdivisions 2 et 3 du lot No 3747—avec droit de passage dans la ruelle en arrière et les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$180.00 quant au paragraphe No 1 et de \$500.00 quant au paragraphe No 2 seront exigés de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 5 février 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 7 février 1934. 899—6—2
[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME JANET MOR-
No E-130001. } RISON, *et al., es-nom*
et es-qual., demandeurs; vs DAME MARIE-
LOUISE BOISCLAIR, défenderesse.

Un emplacement composé:

a. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-569) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga, contenant 80 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

b. D'une lisière de terrain 6 pouces de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et connue et désignée comme étant le lot numéro un de la subdivision du lot numéro cinq cent soixante-dix de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-570-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga;

c. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro cinq cent soixante-dix de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-570-2) des plan et livre de renvoi officiels dudit village incorporé de Hochelaga, mesurant vingt-quatre pieds et six pouces de largeur par cent pieds de longueur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses érigées sur lesdits lots et les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 1er février 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 7 février 1934. 903—6—2
[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN DINHAM MOL-
No F-131020. } SON *et al., es-qual.*, de-
demandeurs; vs ROMUALD BEAULIEU, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Galt, dans le quartier Saint-Paul, en la cité de Montréal, mesurant cinquante-cinq pieds en largeur

of lot No 3747—with right of passage in the lane in rear and buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Hamilton Street, Saint Paul's Ward (formerly Emard Ward), in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal as being subdivisions 2 and 3 of lot No. 3747—with right of passage in the lane in rear and buildings thereon erected.

To be sold, at my office in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$180.00 as to paragraph No. 1 and of \$500.00 as to paragraph No. 2 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated February 5th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 7th., 1934. 900—6—2—o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME JANET MOR-
No. E-130001. } RISON, *et al., es-nom*
and *es-qual.*, plaintiffs; vs DAME MARIE
LOUISE BOISCLAIR, defendant.

An emplacement composed of:

a. A lot of land known and designated under the number five hundred and sixty nine of the official subdivision of original lot number eight (8-569) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing 80 feet in width by 100 feet in depth, English measure and more or less;

b. A strip of land 6 inches in width by 100 feet in depth, English measure and more or less, and known and designated as being lot number one of the subdivision of lot number five hundred and seventy of the subdivision of original lot number eight (8-570-1) on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Hochelaga;

c. A lot of land known and designated as lot number two of the subdivision of lot number five hundred and seventy of the subdivision of original lot number eight (8-570-2) on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Hochelaga, measuring twenty four feet and six inches in width by one hundred feet in length, English measure and more or less.

With all the buildings erected on the said lots and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 1st., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 7th., 1934. 904—6—2—o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN DINHAM MOL-
No. F-131020. } SON *et al., es-qual.*,
plaintiffs; vs ROMUALD BEAULIEU, defend-
ant.

An emplacement fronting on Galt Street, in Saint Paul's Ward, in the city of Montreal, measuring fifty five feet in width by one hundred and

par cent trente et un pieds, six pouces en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé :

1. Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille cent trente-trois (4133-1), aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quarante-deux pieds et huit pouces en largeur, par cent trente et un pieds et six pouces en profondeur, mesure anglaise.

2. Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille cent trente-quatre (4134-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant douze pieds et quatre pouces en largeur par cent trente et un pieds et six pouces en profondeur, mesure anglaise.

Avec un édifice "Duplex" à deux étages, lambrissé en brique, portant les numéros civiques 1436 et 1438, rue Galt, en la cité de Montréal, et autres édifices sus-érigés, et tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes ses servitudes, actives et passives, apparentes ou non-apparentes, attachées au dit emplacement, et une servitude de droit de vue, etc., créée par Acte de servitude passé à cet effet entre M. Célestin Lalonde et M. Alfred Clément par devant M^{re} R.-H. Beaulieu, notaire, à Montréal, le cinquième jour de mars dix-neuf cent vingt-neuf et enregistré au Bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 205934.

Pour être vendu, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 1er février 1934.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 février 1934. 901-6-2
[Première publication, le 10 février 1934]

thirty one feet, six inches in depth, English measure and more or less, and being composed of:

1. Lot number one of the official subdivision of lot original number four thousand one hundred and thirty three (4133-1), of the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring forty two feet and eight inches in width, by one hundred and thirty one feet and six inches in depth, English measure.

2. Of lot number one of the official subdivision of lot original number four thousand one hundred and thirty four (4134-1) of said official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring twelve feet and four inches in width by one hundred and thirty one feet and six inches in depth, English measure.

With a two stories building, brick encased "Duplex", bearing civic numbers 1436 and 1438 Galt street, in the city of Montreal, and other buildings thereon erected, and as the whole actually exists, with all its servitudes, active and passive, apparent or non-apparent attached to the said emplacement, and servitude of right of view, etc., created by a deed of servitude intervened to that effect between Mr. Celestin Lalonde and Mr. Alfred Clement before M^{re} R. H. Beaulieu, notary at Montreal, on the fifth of March, nineteen hundred and twenty nine and registered at the Registry office of Montreal under the number 205934.

To be sold *en bloc* at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,500.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a Judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated February 1st., 1934.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, February 6th., 1934. 902-6-2-o
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montreal, à savoir: } PEOPLE'S THRIFT &
No E-88731. } INVESTMENT COM-
PANY, demanderesse; vs A.-J. GOLDNER, défendeur; & T. BROSSARD, *es-qual.*, *mis-en-cause.*

Un emplacement connu et désigné comme étant les subdivisions 30, 31, et 32 du lot No 6 (6-30-31 et 32) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées portant les Nos 540-544 (nouveaux numéros 1000-1012) de la rue De Fleurimont, Montréal.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 30ième jour de décembre 1931, aura lieu de nouveau au même endroit, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

A la folle enchère de Phillip-A. Steele, le ci-devant adjudicataire.

Un dépôt de \$2,275.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 20 février 1934.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 26 février 1934. 1171-o
[Première publication, le 24 février 1934 est nulle.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PEOPLE'S THRIFT &
No. E-88731. } INVESTMENT COM-
PANY, plaintiff; vs A. J. GOLDNER, defendant; & T. BROSSARD, *es-qual.*, *mis-en-cause.*

An emplacement known and designated as subdivisions 30, 31 and 32 of the lot No. 6, (6-30-31 and 32) of the official plan and book of reference of the Incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 540-544 (New Nos. 1000-1012) of De Fleurimont Street, Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the hereinabove immoveables which was held at my office, in the city of Montreal, the 30th. day of December, 1931, shall again be held at the same place the THIRTY FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Phillip A. Steele, the heretofore purchaser.

A deposit of \$2,275.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Curran, dated the 20th. of February, 1934.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, February 26th., 1934. 1172-o
[First publication, February 24th., 1934 is null.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **STANISLAS-D. VAL-**
 No A-126045. } **LIERES, demandeur,**
es-qual., vs **WILFRID BOUCHER et al.,** défendeurs.

Comme appartenant à Edmond Charron, l'un des défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Cartier, en la cité de Montréal, connu comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro cent soixante et neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-trois (153-½ N.-O. 169) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant la dite moitié de lot vingt pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, bornée en front par la rue Cartier; en arrière par une ruelle; d'un côté, au sud-est par le résidu dudit lot No 169; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le lot No 153-170; avec droit dans la dite ruelle en arrière aux charges ordinaires d'entretien—avec la maison portant les numéros civiques 4608 à 4612 de la dite rue Cartier et autres bâtisses y érigées.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, 7 février, 1934. OMER LAPIERRE.
 905—6—2—0
 [Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ANDRÉ LEROUX &**
 No 128041. } **FILS, LIMITÉE,**
 demanderesse; vs **A. FLEURENT,** défendeur.

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Ontario est, connus et désignés sous les numéros onze cent soixante-sept et onze cent soixante-huit, subdivisions du lot originaire numéro cent quarante-huit (148-1167 et 1168) du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1583 à 1593, anciens numéros, et maintenant les Nos 2715 à 2725 de la dite rue Ontario est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,050.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 26 février 1934.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, le 27 février 1934. OMER LAPIERRE.
 1271—9—2—0
 [Première publication, le 3 mars 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MELLE EVA BEAU-**
 No 118922. } **LIEU, demanderesse;**
 vs **FERRIER BERTRAND et al.,** défendeurs.

Comme appartenant à Ferrier Bertrand, l'un des défendeurs:

Un emplacement ayant front sur la rue Des Erables, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-cinq, subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-135) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **STANISLAS D. VAL-**
 No. A-126045. } **LIERES, plaintiff,**
es-qual.; vs **WILFRID BOUCHER et al.,** defendants.

As belonging to Edmond Charron, one of the defendants.

An emplacement fronting on Cartier Street, in the city of Montreal, known as being the Northwest half of lot number one hundred and sixty nine of the official subdivision of lot number one hundred and fifty three (153 N. W. ½ 169) on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, the said half of lot measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less, bounded in front by Cartier Street, in rear by a lane, on one side to the Southeast by the residue of said lot No. 169, and on the other side to the Northwest by lot No. 153-170, with right in the said lane in rear, upon the customary charges as to maintenance—with the house bearing civic numbers 4608 to 4612 of the said Cartier Street and other buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with the active, passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
 Montreal, February 7, 1934. Sheriff.
 906—6—2
 [First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ANDRÉ LEROUX &**
 No. 128041. } **FILS, LIMITEE,**
 plaintiff; vs **A. FLEURENT,** defendant.

Two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Ontario Street East, known and designated under numbers eleven hundred and sixty seven and eleven hundred and sixty eight, subdivisions of the original lot number one hundred and forty eight (148-1167 and 1168) of the incorporated Village of Hochelaga—with the buildings thereon erected, bearing former civic numbers 1583 to 1593, and now numbers 2715 to 2725 of said Ontario Street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,050.00 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated February 26th., 1934.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
 Montreal, February 27th., 1934. Sheriff.
 1272—9—2
 [First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MISS EVA BEAULIEU,**
 No. 118922. } **plaintiff; vs FERRIER**
BERTRAND et al., defendants.

As belonging to Ferrier Bertrand, one of the defendants:

An emplacement fronting on "Des Erables" Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one hundred and thirty five of the official subdivision of the original lot number four hundred and seventy seven (477-135) on the official plan and book of refer-

Récollet, mesurant trente pieds de largeur par soixante-treize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites et plus particulièrement une maison à deux étages portant les numéros civiques 7068 à 7074 de la dite rue Des Erables, Montréal, avec tous les droits inhérents au susdit immeuble ainsi que le tout se trouve présentement, sans aucune exception ni réserve, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1934. 1273—9-2-0
[Première publication, le 3 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CLARA BENOIT, épouse séparée de biens de Georges-Hector Martineau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ARTHUR-D. CANTIN, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro treize de la subdivision du lot quatre-vingt-six (86-13-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et spécialement la maison portant le numéro civique 2263 de la rue Quesnel, Montréal, avec droit dans les ruelles portant les numéros quatre de la subdivision du numéro treize de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-six (86-13-4); 2 de la subdivision du lot douze du lot quatre-vingt-six (86-12-2); 1 du lot onze du lot quatre-vingt-six (86-11-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$270.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 20 février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 février 1934. 1275—9-2-0
[Première publication, le 3 mars 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONTREAL, demanderesse; vs DAME MARIE PERRIN, veuve de Georges Marcil, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire aux biens du dit Georges Marcil que de tutrice à ses enfants mineurs, André et Georges, tous deux héritiers de la Succession Marcil, Marcil Trust Company Limited, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, es-qualité d'exécutrice testamentaire aux biens de feu Georges Marcil, DAME MARIETTE MARCIL, épouse séparée de biens de T.-F. Badenach, héritière de la succession Marcil, et le dit T.-F. BADENACH, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Joseph de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du lot numéro neuf cent treize (913) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, la dite partie de lot étant bornée comme suit:

ence for the parish of Sault au Recollet, measuring thirty feet in width by seventy three feet in depth, English measure, more or less—with all the buildings thereon erected, and more especially a two story house bearing civic numbers 7068 to 7074 of said "Des Erables" Street, Montreal, with all the rights attached to the said immovable, as the whole presently subsists, without any exception or reserve, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1934. 1274—9-2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CLARA BENOIT, wife separate as to property of Georges Hector Martineau, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, plaintiff; vs ARTHUR D. CANTIN, defendant.

The lot of land known and designated under number two of the subdivision of lot number thirteen of the subdivision of lot eighty six (86-13-2) on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, Montreal—with the buildings thereon erected and particularly the house bearing civic number 2263 Quesnel Street, Montreal, with right in the lanes bearing numbers four of the subdivision of number thirteen of the subdivision of lot number eighty six (86-13-4); 2 of the subdivision of lot twelve of lot eighty six (86-12-2); 1 of lot eleven of lot eighty six (86-11-1) of the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$270.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 20th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27th., 1934. 1276—9-2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MONTREAL, plaintiff; vs DAME MARIE PERRIN, widow of Georges Marcil, both in her quality of testamentary executrix to the estate of the said Georges Marcil as well as tutrix of her minor children, André and Georges, both heirs to the Marcil Estate, Marcil Trust Company Limited, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, es-qualité of testamentary executor of the Estate of the late Georges Marcil, DAME MARIETTE MARCIL, wife separate as to property of T. F. Badenach, heir to the Marcil Estate, and the said T. F. BADENACH, to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

An emplacement situate in Saint Joseph Ward in the city of Montreal, known and designated as being the Southwest part of lot number nine hundred and thirteen (913) of the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, the said part of lot being bounded as follows:

En front, au nord-ouest par une partie dudit lot numéro neuf cent treize (913) expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques; en arrière, au sud-est, par les lots numéros neuf cent neuf (909) et neuf cent-huit (908) des plan et livre de renvoi dudit quartier; au sud-ouest par les lots numéros neuf cent sept (907) et neuf cent huit (908) des dits plan et livre de renvoi, au nord-est par une partie dudit lot No neuf cent treize (913) des dits plan et livre de renvoi officiels, appartenant à The Imperial Bank of Canada, et par une cour en commun faisant partie dudit lot No neuf cent treize (913) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 614, 614A, 616 et 618 de la rue Saint-Jacques ouest, le dit lot mesurant en front soixante-dix pieds et huit dixièmes de pied, étant de forme irrégulière et contenant en superficie sept mille sept cent vingt-neuf (7729) pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage sur une lisière de terrain formant partie dudit lot numéro neuf cent treize (913) et appartenant à The Imperial Bank of Canada, et adjoignant le côté nord-est de l'emplacement présentement décrit, le dit passage mesurant onze pieds et dix pouces de largeur sur la rue Saint-Jacques et dix pieds et onze pouces en arrière, par la profondeur qui existe entre la rue Saint-Jacques et la cour ci-après décrite. Avec droit de vue et de passage dans une cour formant aussi partie dudit lot numéro neuf cent treize (913), la dite cour mesurant trente et un pieds au sud-ouest et au nord-est et étant bornée au nord-ouest par une partie dudit lot numéro neuf cent treize (913) appartenant à The Imperial Bank of Canada et dont une lisière sert à former le passage plus haut mentionné; au nord-est par le lot numéro neuf cent douze (912); au sud-est par le lot numéro neuf cent neuf (909) des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine; au sud-ouest par la propriété présentement décrite, tel qu'il appert dans un acte de vente consenti par George Barbey à Georges Marcil, devant le notaire J.-A. Ogden, en date du 29 septembre 1915, enregistré sous le No 159120.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$15,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 13 février 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 27 février 1934. 1279—9-2—o
[Première publication, le 3 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ALIDA CHE-
No 115958. } VALIER, veuve de
feu Alexandre Mileau, demanderesse; vs LUD-
GER DOMINIQUE, tant personnellement qu'en
sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Brébœuf, à Montréal, connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-10) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison dessus

In front, on the Northwest by a part of said lot number nine hundred and thirteen (913) expropriated for the widening of Saint James Street; in rear on the Southeast by lots numbers nine hundred and nine (909) and nine hundred and eight (908) of the plan and book of reference for said Ward; on the Southwest by lots numbers nine hundred and seven (907) and nine hundred and eight (908) of said plan and book of reference, on the Northeast by a part of said lot number nine hundred and thirteen (913) of said official plan and book of reference, belonging to The Imperial Bank of Canada, and by a common yard forming part of said lot number nine hundred and thirteen (913) of the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 614, 614A, 616 and 618 Saint James Street West, the said lot measuring in front seventy feet and eight tenths of a foot, being of irregular figure and containing an area of seven thousand seven hundred and twenty nine (7729) square feet, English measure and more or less, with right of way on a strip of land forming part of said lot number thirteen (913) and belonging to The Imperial Bank of Canada, and adjoining the Northeast side of the emplacement presently described, the said passage measuring eleven feet and ten inches in width on Saint James Street and ten feet and eleven inches in rear, by whatever depth there may be between Saint James Street and the yard hereinafter described. With right of view and passage in a yard forming also part of said lot number nine hundred and thirteen (913), the said yard measuring thirty one feet on the Southwest and on the Northeast and being bounded on the Northwest by a part of said lot number nine hundred and thirteen (913) belonging to The Imperial Bank of Canada and whereof a strip is used to form the passage mentioned above, on the Northeast by lot number nine hundred and twelve (912); on the Southeast by lot number nine hundred and nine (909) of said official plan and book of reference of Saint Antoine Ward; on the Southwest by the property presently described, as shewn in a deed of sale between George Barbey to Georges Marcil, before notary J. A. Ogden, dated September 29th., 1915, registered under No. 159120.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$15,000.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 13th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 27th., 1934. 1280—9-2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ALIDA CHEVA-
No. 115958. } LIER, widow of the late
Alexandre Mileau, plaintiff; vs LUDGER DO-
MINIQUE, both personally and in his quality
of tutor to his minor children, defendant.

A lot of land fronting on Brébœuf Street, at Montreal, known and designated under number ten of the official subdivision of original lot number seven (7-10) on the official plan and book of reference for the village of Saint Jean Baptiste, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less—with a house thereon erected bearing civic Nos.

érigée portant les Nos civiques 4237 et 4239 de la dite rue Brébœuf et autres bâtisses dessus érigées et avec les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 février 1934. 1277-9-2-0
[Première publication, le 3 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **G**EOURGE H. KING, de-
mandeur; vs MOR-
RIS COHEN, défendeur.

Premièrement.—Ce certain emplacement ayant front sur la rue Marquette, en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel comme étant la subdivision No quatre-vingt (483-80) contenant, la dite subdivision, 25 pieds en largeur par 88 pieds et trois dixièmes de pied en profondeur dans la ligne sud-est et 88 pieds et neuf dixièmes de pied en profondeur dans la ligne de côté nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins.

Deuxièmement.—Ce certain emplacement ayant front sur la rue Marquette, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 81 de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483-81) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 février 1934. 1283-9-2
[Première publication, 3 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **R**AYMOND MASSON
No B-127003. } *et al.*, demandeurs,
es-qual.; vs ARTHUR TAYLOR, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Hope, en la cité de Montréal et composé:

a. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro quatorze de la subdivision du lot numéro seize cent quarante-deux (1642-14-2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal; et

b. Des lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros quinze, seize, dix-sept et dix-huit de la subdivision du lot numéro seize cent quarante-deux (1642-15-16-17 et 18) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Avec les bâtisses sus-érigées, et avec les servitudes de vue, d'ouvertures et de passage, ainsi qu'avec la servitude de ne pas construire, attachées aux dits lots et affectant notamment les subdivisions numéro trente et un et trente-deux du lot numéro seize cent quarante et un, ainsi que les subdivisions numéros dix et quatorze du lot numéro seize cent quarante et un-A (1641-31 et 32 et 1641-A-10 et 14) des dits plan et livre de renvoi officiels; et aussi le droit de mitoyenneté dans le mur servant de séparation entre les lots numéros dix-huit et dix-neuf de la subdivision du lot numéro seize cent quarante-deux (1642-18

4237 and 4239 of the said Brébœuf Street and other buildings thereon erected and with the active and passive servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1934. 1278-9-2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **G**EOURGE H. KING, plain-
No. E-130119. } *tiff*; vs MORRIS CO-
HEN, defendant.

First.—That certain emplacement fronting on Marquette Street in the city of Montreal, forming part of lot number four hundred and eighty three of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot as subdivision No. eighty (483-80) containing, the said subdivision, 25 feet in width by 88 feet and three tenths of a foot in depth on the Southeast line and 88 feet and nine tenths of a foot in depth on the North west side line, English measure and more or less.

Second.—That certain emplacement fronting on Marquette Street, in the city of Montreal, known and designated under the number 81 of the subdivision of the original lot number four hundred and eighty three (483-81) on the said official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27th., 1934. 1284-9-2-0
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **R**AYMOND MASSON
No. B-127003. } *et al.*, plaintiffs; *es-qual.*; vs ARTHUR TAYLOR, defendant.

An emplacement fronting on Hope Street, in the city of Montreal and composed of:

a. The lot of land known and designated as being lot number two of the resubdivision of lot number fourteen of the subdivision of lot number sixteen hundred and forty two (1642-14-2) of the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, in the city of Montreal; and

b. The lots of land known and designated as being lots numbers fifteen, sixteen, seventeen and eighteen of the subdivision of lot number sixteen hundred and forty two (1642-15-16-17 and 18) of the same official plan and book of reference;

With the buildings thereon erected, and with the servitudes of view, openings and right of way, as well as with the servitude not to build, attached to the said lots and affecting principally subdivisions numbers thirty one and thirty two of lot number sixteen hundred and forty one, as well as subdivisions numbers ten and fourteen of lot number sixteen hundred and forty one A (1641-31 and 32 and 1641-A-10 and 14) of said official plan and book of reference, and also right of *mitoyenneté* in the wall serving as a separation between lots numbers eighteen and nineteen of the subdivision of lot number sixteen hundred

et 19) des plan et livre de renvoi officiels susdits, tel que cette mitoyenneté est établie aux termes d'un acte reçu devant Mtre E. Cholette, notaire, le 26 août 1908, et enregistré à Montréal-Est, sous le No 145919.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de \$6,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, en date du 13 février 1934.

Bureau du shérif, Montréal, 27 février 1934. [Première publication, 3 mars, 1934]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

1285—9-2-o

and forty two (1642-18 and 19) of the aforesaid official plan and book of reference, as the said mitoyenneté is established in the terms of a deed received before Me. E. Cholette, notary, the 26th. of August 1908, and registered at Montreal-East, under No. 145919.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$6,000.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated February 13, 1934.

Sheriff's Office, Montreal, February 27, 1934. [First publication, March 3rd., 1934]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

1286—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
No D-129075. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, demanderesse; vs OVILA GAUTHIER, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Darling, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-huit de la subdivision du lot originaire numéro trente (No 30-258) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, mesurant en largeur dix-huit pieds et six pouces sur une profondeur de quatre-vingt-cinq et six pouces.

Avec toutes les bâtisses érigées et une servitude de passage sur le lot numéro deux cent cinquante-six de la subdivision dudit lot originaire numéro trente (30-256) desdits plan et livre de renvoi officiels, le dit passage ne devant jamais être obstrué et avec un droit de vue à perpétuité en faveur du présent emplacement sur l'emplacement situé immédiatement au nord-ouest d'icelui, et particulièrement le lot numéro deux cent cinquante-cinq de la subdivision dudit lot originaire numéro trente (No 30-255) auxdits plan et livre de renvoi officiels, pour les fenêtres et ouvertures qui se trouvent sur le présent emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 22 février 1934.

Bureau du shérif, Montréal, le 22 février 1934. [Première publication, le 3 mars 1934]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

1287—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
No. D-129075. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, plaintiff; vs OVILA GAUTHIER, defendant.

An emplacement fronting on Darling Street, in the city of Montreal, known and designated as lot number two hundred and fifty eight of the subdivision of the original lot number thirty (No. 30-258) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelega, measuring in width eighteen feet and six inches on a depth of eighty five feet and six inches.

With all the buildings thereon erected and a servitude of passage against lot number two hundred and fifty six of the subdivision of the said original lot number thirty (No. 30-256) on the said official plan and book of reference, the said passage to be left forever unobstructed and with a right of view in perpetuity in favour of the present emplacement over the emplacement situated immediately to the North-West thereof and particularly lot number two hundred and fifty five of the subdivision of the said original lot number thirty (No. 30-255) on the said official plan and book of reference, for the windows and openings existing upon the present emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$600.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 22nd., 1934.

Sheriff's Office, Montreal, February 22nd., 1934. [First publication, March 3rd., 1934]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

1288—9-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
No D-129125. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, demanderesse; vs LES HERITIERS DE FEU J.-REAL CLOUTIER, défendeurs.

a. Un emplacement ayant front sur la rue Cartier, en la cité de Montréal, connu comme étant les lots de rédivision Nos deux cent soixante-deux et deux cent soixante-trois, du lot originaire No douze cent vingt-cinq (1225-262 et 263) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant vingt-trois pieds six pouces de largeur par soixante-douze pieds de pro-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
No. D-129125. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE J. REAL CLOUTIER, defendants.

a. An emplacement fronting on Cartier Street in the city of Montreal, known as the redivision lots Nos. two hundred and sixty two and two hundred and sixty three, of the original lot No. twelve hundred and twenty five (1225-262 and 263) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, measuring twenty three feet six inches in width by seventy two feet in

fondeur, contenant en superficie seize cent quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et composé comme suit: 1. Du lot de rédivision No deux cent soixante-deux du lot originaire No douze cent vingt-cinq (1225-262) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quinze pieds six pouces de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; 2. Du lot de rédivision No deux cent soixante-trois, du lot originaire No douze cent vingt-cinq (1225-263) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant huit pieds de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

Avec toutes les bâtisses sus-érigées et avec tous les droits attachés à ladite propriété, avec aussi un droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans une ruelle privée, étant connue et désignée comme étant le lot No 1225-267 desdits plan et livre de renvoi officiels, et sujet au droit de passage en commun avec les autres y ayant droit, pour l'usage des propriétés adjacentes, dans ledit passage couvert sur ledit lot No 1225-263, pour communiquer à ladite rue Cartier, Montréal.

b. Un emplacement ayant front sur la rue Cartier, en ladite cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de rédivision No deux cent soixante et un du lot originaire No douze cent vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la dite cité de Montréal, mesurant vingt-trois pieds six pouces de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, et contenant en superficie seize cent quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise et plus ou moins. Avec toutes les bâtisses sus-érigées et avec tous les droits attachés à la dite propriété immobilière, avec ensemble un droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle privée en arrière, connue et désignée comme étant le No 1225-267 et dans un passage couvert communiquant à ladite rue Cartier, étant connu comme étant le lot No 1225-263 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650.00 quant au paragraphe A et de \$700.00 quant au paragraphe B, seront exigés de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 22 février 1934.

Bureau du shérif,
Montréal, le 27 février, 1934.

[Première publication, le 3 mars, 1934]

1289-9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DAME VEUVE A.
No D-105356. } BRISSET des NOS,
demanderesse; vs JOSEPH PROVOST, défendeur; et JOSEPH PROVOST, demandeur reconventionnel; et ladite DAME VEUVE A. BRISSET DES NOS, défenderesse reconventionnelle; et MAURICE DEMERS, avocat distrayant.

Comme appartenant à Joseph Provost:

Deux emplacements contigus—avec bâtisses dessus construites, situés au village de Varennes, rue Sainte-Anne, connus et désignés sous les numéros cent deux et cent trois (102-103) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité du village de Varennes. Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

depth, containing in area sixteen hundred and ninety two feet, English measure and more or less, being composed as follows: 1. Of the redivision lot No two hundred and sixty two, of the original lot No. twelve hundred and twenty five (1225-262) on the said official plan and book of reference, measuring fifteen feet six inches in width by seventy two feet in depth, English measure and more or less; 2. Of the redivision lot No two hundred and sixty three, of the original lot No. twelve hundred and twenty five (1225-263) upon said official plan and book of reference, measuring eight feet in width by seventy two feet in depth, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected and with all the rights pertaining to the said property, together with a right of passage in common with others having rights therein in a private lane, being known and designated as lot No. 1225-267 upon the said official plan and book of reference, and subject to the right of passage in common with others having rights therein, for the use of the adjacent properties in the said covered passage on said lot No. 1225-263, to communicate to said Cartier Street, Montreal:

b. An emplacement fronting on Cartier Street, in the said city of Montreal, known and designated as being the redivision lot No. two hundred and sixty one, of the original lot No. twelve hundred and twenty five, upon the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the said city of Montreal, measuring twenty three feet six inches in width by seventy two feet in depth, and containing in area sixteen hundred and ninety two feet, English measure and more or less. With all the buildings thereon erected and with all the rights pertaining to the said immoveable property, together with a right of passage in common with others having rights therein in the private lane in rear, known and designated as being No. 1225-267, and in a covered passage communicating to said Cartier Street, being known as lot No. 1225-263 upon the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650.00 as to paragraph A, and of \$700.00 as to paragraph B, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 22nd., 1934.

Sheriff's Office,
Montreal, February 27th., 1934.

[First publication, March 3rd., 1934]

1290-9-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DAME WIDOW A.
No. D-105356. } BRISSET DES NOS,
plaintiff; vs JOSEPH PROVOST, defendant; and JOSEPH PROVOST, cross-plaintiff; and the said DAME WIDOW A. BRISSET DES NOS, cross-defendant; and MAURICE DEMERS, advocate, distracting for costs.

As belonging to Joseph Provost:

Two contiguous emplacements—with buildings thereon erected—situate in the Village of Varennes, on Sainte Anne Street, known and designated under official numbers one hundred and two and one hundred and three (102-103) on the official plan and book of reference for the Municipality of the Village of Varennes. As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Varennes, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 février 1934.
[Première publication, 3 mars 1934]
1299-9-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DAME ANGÉLINA
No 111908. } GERMAIN, épouse
séparée de biens de Oscar Gignac et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ANATOLE LACHAPPELLE *et al.*, défendeurs; et LEON DELORME, sr., *et al.*, mis-en-cause; et ELIE BEAUREGARD *et al.*, avocats distrayants.

Comme appartenant à la demanderesse Dame Angéline Germain:

1. Un lot de terre connu sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro seize de la subdivision officielle du lot numéro treize cent cinquante-neuf (1359-16-2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision du lot numéro dix-neuf de la subdivision officielle du dit lot numéro treize cent cinquante-neuf (1359-19-21) des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie en la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Curran, en date du 23 février 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 février 1934. 1301-9-2-o
[Première publication, 3 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DELLE S. RANGER,
No C-128135. } demanderesse; vs
JOSEPH LEDUC, défendeur.

Le lot de terre connu comme étant le numéro 1698 subdivision 230 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et situé au numéro 518 de la rue Brassier, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 février 1934.
[Première publication, 3 mars 1934]
1303-9-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DAME DELINA ROY,
No D-129187. } veuve de Alexis Dumontier, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Alexis Dumontier, demanderesse; vs DAME JOSEPHINE LAFAILLE, veuve de Honorius St-Jacques, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à son enfant mineur, Fernand St-Jacques *et al.*, défendeurs.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Varennes, on the SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28, 1934.
[First publication, March 3rd, 1934]
1300-9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DAME ANGELINA
No. 111908. } GERMAIN, wife separate as to property of Oscar Gignac, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs ANATOLE LACHAPPELLE *et al.*, defendants, and LEON DELORME, Sr. *et al.*, mis-en-cause and ELIE BEAUREGARD *et al.*, advocates distracting for costs.

As belonging to the plaintiff, Dame Angelina Germain:

1. A lot of land known under number two of the subdivision of lot number sixteen on the official subdivision of lot number thirteen hundred and fifty nine (1359-16-2) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, in the city of Montreal;

2. A lot of land known and designated under number twenty one of the subdivision of lot number nineteen on the official subdivision of said lot number thirteen hundred and fifty nine (1359-19-21) on the said official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 23rd of February, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28, 1934. 1302-9-2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } MISS S. RANGER,
No C-128135. } plaintiff; vs JOSEPH LEDUC, defendant.

That lot of land known as being number 1698, subdivision 230, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, and situate at number 518 Brassier Street, in the city of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28, 1934.
[First publication, March 3rd, 1934]
1304-9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DAME DELINA ROY,
No. D-129187. } widow of Alexis Dumontier, both personally and in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Alexis Dumontier, plaintiff; vs DAME JOSEPHINE LAFAILLE, widow of Honorius St. Jacques, both personally and in her quality of tutrix to her minor child Fernand St. Jacques *et al.*, defendants.

Un immeuble ayant front sur la rue DeVilliers, dans le quartier Saint-Paul, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent trente No 3930-158, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois lambrissée en briques, à deux étages, de deux logements, et portant les numéros civiques 1841 et 1843 de la dite rue De Villiers, et dépendances y érigées, avec droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 28 février 1934. 1305—9—2—o
[Première publication, le 3 mars 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
No E-124849. } COMPANY, deman-
deresse; vs MIRIAM FRED MANIS, veuve de
feu Minakino Manis, en sa qualité de tutrice de
CHARLES MANIS et DAVID MANIS, en-
fants mineurs de feu Moses Manis, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Joseph, en la cité d'Outremont, mesurant cinquante-trois pieds en largeur, en front et en arrière, par soixante-quatre pieds deux pouces en profondeur sur le côté nord-est, et soixante-trois pieds onze pouces en profondeur sur le côté sud-ouest; le dit emplacement étant composé:

a. De la partie nord-est du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro onze du plan de subdivision dûment fait et déposé d'une partie du lot numéro un sur le plan de subdivision du lot numéro trente-deux aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (ptie N. E. 32-1-11) mesurant vingt-cinq pieds quatre pouces en largeur, en front et en arrière, par soixante-quatre pieds en profondeur, sur le côté nord-est et soixante-trois pieds onze pouces en profondeur sur le côté sud-ouest, et bornée en front par le dit Boulevard, du côté sud-ouest par le résidu du dit lot de subdivision (32-1-11) appartenant à J.-B. Lapointe, ou ses représentants, en arrière par partie du lot de subdivision 32-1-20, sur le dit plan de subdivision et au nord-est par le lot de subdivision ci-après décrit.

b. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro douze sur le dit plan de subdivision d'une partie du lot numéro un au plan de subdivision du lot numéro trente-deux aux plan et livre de renvoi officiels susdits (32-1-12), borné en front par le dit Boulevard et mesurant vingt-sept pieds huit pouces en largeur, en front et en arrière, par soixante-quatre pieds deux pouces en profondeur sur le côté nord-est et soixante-quatre pieds en profondeur sur le côté sud-ouest.

Avec une résidence à deux étages portant le numéro civique 407, Boulevard Saint-Joseph Ouest et les dépendances sus-érigées. Le mur nord-est de l'aile en arrière de la maison de Joseph B. Lapointe, ou ses représentants, est mitoyen.

Toutes les mesures sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

La propriété susdite est sujette à toute modification qui peut exister en vertu d'un procès-ver-

An immoveable fronting on DeVilliers Street, in Saint Paul Ward, of the city of Montreal, known and designated under number one hundred and fifty eight of the official subdivision of original lot number three thousand nine hundred and thirty No. 3930-158, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with a two storey wooden house, faced in brick and containing two dwellings and bearing civic numbers 1841 and 1843 of the said DeVilliers Street, and dependances thereon erected, with right of way in the lane in rear, in common with others entitled thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 28th., 1934. 1306—9—2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
No. E-124849. } COMPANY, plaintiff;
vs MIRIAM FRED MANIS, widow of the late
Minakino Manis, in her quality of tutrix to
CHARLES MANIS and DAVID MANIS,
minor children of the late Moses Manis, defend-
ant.

An emplacement fronting on Boulevard Saint Joseph in the city of Outremont, measuring fifty three feet in width in front and in rear, by sixty four feet two inches in depth on the Northeast side, and sixty three feet eleven inches in depth on the Southwest side; the said emplacement being composed of:

a. The Northeast part of the lot of land known and designated as the lot number eleven on the subdivision plan duly made and deposited of a part of the lot number one on the subdivision plan of lot number thirty two on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (N. E. pt. 32-1-11), measuring twenty five feet four inches in width in front and rear, by sixty four feet in depth on the Northeast side and sixty three feet eleven inches in depth on the Southwest side, and bounded in front by the said Boulevard, on the Southwest side by the remainder of the said subdivision lot (32-1-11) possessed by J. B. Lapointe, or representatives, in rear by part of the subdivision lot 32-1-20, on the said subdivision plan and on the Northeast by the subdivision lot next described.

b. The lot of land known and designated as the lot number twelve on the said subdivision plan of a part of the lot number one on the subdivision plan of the lot number thirty two on the official plan and book of reference aforesaid (32-1-12), bounded in front by the said Boulevard and measuring twenty seven feet eight inches in width, in front and rear, by sixty-four feet two inches in depth on the Northeast side and sixty four feet in depth on the Southwest side.

With the two storey dwelling house bearing the civic number 407 in Boulevard Saint Joseph West and dependencies thereon erected. The Northeast wall of the extension at the rear of the house of Joseph B. Lapointe, or representatives, is mitoyen.

All the above measurements are English measure and more or less.

The above described property is subject to such modification as may exist under a procès-

bal établissant la ligne entre la propriété de la défenderesse et la propriété adjacente appartenant à Jean-Baptiste Lapointe ou ses représentants, lequel procès-verbal fut dressé par Malcolm D. Barclay, Arpenteur-Géomètre de la Province de Québec, le quatrième jour de juillet, dix-neuf cent dix-neuf et enregistré au bureau d'enregistrement pour la division des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le numéro 420186.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE,
Montréal, le 28 février 1934. 1307—9-2
[Première publication, 3 mars, 1934]

verbal establishing the line between the property of the defendant and the adjacent property belonging to Jean Baptiste Lapointe or representatives, which *procès-verbal* was made by Malcolm D. Barclay, Quebec Land Surveyor, on the fourth day of July, nineteen hundred and nineteen and registered in the Registry Office for the Registration Division of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under the number 420186.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, February 28th., 1934. 1308—9-2-o
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DELPHIS LAROSE, }
No 121436. } rentier, de Saint- }
Roch de L'Achigan, district de Joliette, DELLE }
ZEPHIRINA PELLETIER, fille majeure, JOSEPH }
PELLETIER, ouvrier, et RAOUL LA- }
MARCHE, employé civil, tous trois des cité }
et district de Montréal, LUDGER CHARPEN- }
TIER, courtier, des cité et district de Montréal, }
en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la }
succession de feu Eugénie Trudel, son épouse, }
en son vivant du même lieu, DELLE MARIE- }
LOUISE MALOUIN, fille majeure, de l'Assomp- }
tion, district de Joliette, et DELLE DARIE }
FOREST, fille majeure, de l'Épiphanie, district }
de Joliette, et SIMON FOREST, bourgeois, du }
même lieu, en sa qualité de conseil judiciaire de }
la dite Darie Forest, demandeurs; vs DAME }
CLARA WILKINSON, épouse de feu Robert }
Neville *et al. es. qual.*, défendeurs.

Un emplacement ayant front rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur, en front, et vingt-neuf pieds et huit pouces de largeur, en arrière, par toute la profondeur desdits lots, mesure anglaise et plus ou moins, composé:

1. Du lot numéro deux de la résubdivision du lot numéro cinquante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quarante-trois-C (643-C-51-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

2. Du lot numéro un de la résubdivision du lot numéro cinquante-deux de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante-trois-C (643-C-52-1) des plan et livre de renvoi officiels susdits.

Avec une maison à trois étages portant les numéros civiques 8004, 8006, 8008, 8010 et 8012 de la dite rue Saint-Dominique et autres dépendances dessus érigées, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement la servitude de passage et de vue sur le lot No 643-C-51-1 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE,
Montréal, 28 février 1934.
[Première publication, 3 mars 1934]
1309—9-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DELPHIS LAROSE, an- }
No. 121436. } nuitant, of Saint Roch }
de L'Achigan, district of Joliette, MISS ZE- }
PHIRINA PELLETIER, spinster, JOSEPH }
PELLETIER, workman, and RAOUL LA- }
MARCHE, civil employee, all three of the city }
and district of Montreal, LUDGER CHAR- }
PENTIER, broker, of the city and district of }
Montreal, in his quality of testamentary exe- }
cutor of the estate of the late Eugénie Trudel, his }
wife, in her lifetime of the same place, MISS }
MARIE LOUISE MALOUIN, spinster, of L'As- }
sompion, district of Joliette, and MISS DARIE }
FOREST, spinster, of l'Épiphanie, district of }
Joliette, and SIMON FOREST, bourgeois, of }
the same place, in his quality of judiciary advisor }
of the said Darie Forest, plaintiffs; vs DAME }
CLARA WILKINSON, wife of the late Robert }
Neville *et al. es. qual.*, defendants.

An emplacement fronting on Saint Dominique Street, in the city of Montreal, measuring thirty feet in width in front and twenty nine feet and eight inches in width in rear, by the whole depth of said lots, English measure and more or less, composed of:

1. Lot number two of the resubdivision of lot number fifty one of the official subdivision of original lot number six hundred and forty three-C (643-C-51-2) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent.

2. Lot number one of the resubdivision of lot number fifty two of the official subdivision of lot number six hundred and forty three-C (643-C-52-1) of the aforesaid official plan and book of reference.

With a three story house bearing civic numbers 8004, 8006, 8008, 8010 and 8012 of said Saint Dominique street and other dependencies thereon erected, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovable and particularly the servitude of passage and view on lot No. 643-C-51-1 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, February 28, 1934.
[First publication, March 3rd, 1934]
1310—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE COMMERCIAL
 No C-104344. } LOAN CO., LTD.,
 demanderesse; vs ALBERT-E. VIPOND *et al.*,
 défendeurs.

Un lot de terre ayant front sur la rue Sainte-Catherine Ouest, en la cité de Montréal, étant partie de la subdivision K de la subdivision officielle du lot numéro seize cent vingt-cinq (1625-K) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Antoine, de la cité de Montréal, borné comme suit: vers le nord-ouest par la rue Sainte-Catherine; vers le sud-ouest par la subdivision L dudit lot officiel (1625-L), du côté nord-est par une autre partie dudit lot seize cent vingt-cinq-K, laquelle a été vendue par William Cooper, de la ville de Westmount, agent d'immeuble, à Alfred Sandham, par acte de vente devant Isaacson, notaire, le dix-huit octobre dix-huit cent soixantedix, et au sud-est par la ruelle ci-après mentionnée et par le lot seize cent vingt-cinq-J-quarante-deux, lequel lopin de terre peut être plus amplement décrit comme suit: Commencant au coin ouest, sur la rue Sainte-Catherine, dudit lot seize cent vingt-cinq-K, de là suivant la ligne de division entre le lot seize cent vingt-cinq-K, et seize cent vingt-cinq-L, dans une direction sud-est, une distance de cent vingt-huit pieds six pouces jusqu'à la ruelle seize cent vingt-cinq-J-trente-six, de là longeant la ligne du côté sud-est dudit lot seize cent vingt-cinq-K, une distance d'environ cent pieds jusqu'à un point situé à une distance d'environ vingt-cinq pieds six pouces de la ligne de la rue Saint-Mathieu, de là dans une direction nord-ouest le long de la ligne côté sud-ouest de la partie dudit lot seize cent vingt-cinq-K vendue au dit Alfred Sandham, une distance d'environ cent vingt-huit pieds jusqu'à la rue Sainte-Catherine, à un point situé du côté sud-ouest de la dite rue Sainte-Catherine, à une distance de vingt-six pieds cinq pouces et quart du coin sud des rues Sainte-Catherine et Saint-Mathieu, de là dans une direction sud-ouest une distance d'environ cent pieds jusqu'au point de départ, la ligne de division entre ce lopin de terre et la partie vendue audit Alfred Sandham étant irrégulière et déterminée de la manière suivante: partant d'un point du côté sud-ouest de la rue Sainte-Catherine à une distance de vingt-six pieds et cinq pouces et quart du coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Mathieu, de là continuant dans une direction sud-est suivant pour une distance de douze pieds la ligne centrale du mur mitoyen séparant les deux bâtisses, une desquelles appartient aux défendeurs et l'autre aux dits représentants et successeurs d'Alfred Sandham, et suivant dans une direction nord-est pour une distance de treize pouces un léger écart dans ledit mur, de là suivant la ligne centrale de la continuation du mur séparant les dites deux bâtisses et continuant dans une direction sud-est une distance de trente-sept pieds jusqu'à un point (lequel est à une distance d'environ vingt-quatre pieds onze pouces et demi de la ligne de la rue Saint-Mathieu mesurée à angle droit d'icelle) alors tournant et suivant dans une direction sud-ouest une distance de dix-sept pouces et trois quarts un autre écart dans le mur séparant lesdits deux édifices, de là suivant dans une direction sud-est la façade du mur sud-ouest de l'édifice des représentants et successeurs d'Alfred Sandham, une distance de quarante pieds un pouce, de là suivant dans une direction nord-est un autre écart dans le dit mur sud-ouest de l'édifice une distance de quatre pouces et demi; de là suivant dans une direction sud-est la ligne de la

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE COMMERCIAL
 No. C-104344. } LOAN CO., Ltd., plain-
 tiff; vs ALBERT E. VIPOND *et al.*, defendants.

A parcel of land fronting on Sainte Catherine Street West, in the city of Montreal, being part of subdivision K of the official subdivision of lot number sixteen hundred and twenty five (1625-K) of the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, of the city of Montreal, bounded as follows: on the Northwest by Saint Catherine Street; on the Southwest by subdivision L of said official lot (1625-L), on the Northeast side by another part of said lot sixteen hundred and twenty five-K, which was sold by William Cooper, of the town of Westmount, real estate agent, to Alfred Sandham, by deed of sale before Isaacson, notary, on the eighteenth of October eighteen hundred and seventy, and on the Southeast by the lane hereinafter mentioned and by lot sixteen hundred and twenty five-J-forty two, which parcel of land may be more fully described as follows: Commencing at the West corner, on Saint Catherine Street, of said lot sixteen hundred and twenty five-K, thence following the division line between lot sixteen hundred and twenty five-K, and sixteen hundred and twenty five-L, in a southeasterly direction, for a distance of about one hundred and twenty eight feet six inches to the lane sixteen hundred and twenty five-J-thirty six, thence following the Southeast side line of said lot sixteen hundred and twenty five-K, a distance of about one hundred feet to a point situate at a distance of about twenty five feet and six inches from the Saint Mathieu Street line, thence in a Northwesterly direction along the Southwest side line of the part of said lot sixteen hundred and twenty five-K sold to the said Alfred Sandham, for a distance of about one hundred and twenty eight feet as far as Saint Catherine Street, at a point situate on the Southwest side of said Saint Catherine Street, at a distance of twenty six feet five inches and a quarter from the South corner of Saint Catherine and Saint Mathieu Streets, thence in a Southwesterly direction a distance of about one hundred feet to the point of departure, the division line between the said parcel of land and the part sold to the said Alfred Sandham being irregular and determined in the following manner: starting at a point on the Southwest side of Saint Catherine Street at a distance of twenty six feet five inches and a quarter from the corner of Saint Catherine and Saint Mathieu streets, thence continuing in a Southeasterly direction following for a distance of twelve feet the central line of the *mitoyen* wall separating the two buildings, one of which belongs to the defendants and the other to the said representatives and successors of Alfred Sandham, and following in a Northeasterly direction for a distance of thirteen inches a slight jog in the said wall, thence following the central line of the continuation of the wall separating the said two buildings and continuing in a Southeasterly direction a distance of thirty seven feet as far as a point (which is at a distance of about twenty four feet eleven inches and one half from the line of Saint Mathieu Street measured at right angle thereto) then turning and following in a Southwesterly direction a distance of seventeen inches and three quarters another jog in the wall separating the said two buildings, thence following in a Southeasterly direction the facade of the Southwest wall of the building of the representatives and successors of Alfred Sandham, a dis-

façade du mur sud-ouest d'un autre édifice sur la propriété des représentants et successeurs dudit Alfred Sandham, une distance de trente pieds et deux pouces et continuant dans la ligne de cette façade et dans la même direction une autre distance d'environ neuf pieds et trois pouces et trois quarts jusqu'à la ligne arrière de la dite subdivision K dudit lot numéro seize cent vingt-cinq, lequel point est à une distance d'environ vingt-cinq pieds six pouces de la ligne de la rue Saint-Mathieu mesurée le long de la ligne arrière de la dite subdivision K.

Le dit lopin de terre contenant une superficie de douze mille neuf cent quatre-vingts pieds. Les mesures ci-dessus sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins, avec le droit de passage à pied et en voiture et pour animaux dans les ruelles étant les subdivisions 27, 36 et 37 de la subdivision J dudit lot seize cent vingt-cinq, en commun avec les autres personnes y ayant droit, mais aucun droit de les obstruer en aucune manière—avec les bâtisses sus-érigées consistant en six magasins modernes façade en pierre avec logements au-dessus.

Tel que ladite propriété existe actuellement avec tous les droits, membres et appartements et sans exception ou réserve d'aucune sorte, spécialement avec toutes les servitudes créées en faveur de ou contre ladite propriété, sujette au bail en faveur de Herbert-S. Vipond, ladite servitude telle que créée et ledit bail tel que contenu dans un acte de servitude et bail passés devant Me. George Carlyle Marler, notaire, le 7 juillet 1930, et enregistrés le jour suivant sous le numéro 251187, suivant jugement de l'honorable juge Curran, daté le 30e jour de juin, mil neuf cent trente-trois.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$10,300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 22 février 1934.

Bureau du shérif,
Montréal, le 28 février 1934. 1311—9—2—o
[Première publication, le 3 mars 1934]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

tance of forty feet one inch, thence following in a Northeasterly direction another jog in the said Southwest wall of the building a distance of four inches and one half, thence following in a Southeasterly direction the line of the facade of the Southwest wall of another building on the property of the representatives and successors of the said Alfred Sandham, a distance of thirty feet and two inches and continuing in the line of the said facade and in the same direction another distance of about nine feet three inches and three quarters as far as the rear line of said subdivision K of said lot number sixteen hundred and twenty five, which point is at a distance of about twenty five feet six inches from the Saint Mathieu Street line, measured along the rear line of said subdivision K.

The said parcel of land containing an area of twelve thousand nine hundred and eighty feet. The aforesaid measurements being English measure and more or less—with right of way on foot and with vehicle and for animals in the lanes being subdivisions 27, 36 and 37 of subdivision J of said sixteen hundred and twenty five, in common with the other persons having a right thereto, but without any right to obstruct same in any manner. With the buildings thereon erected consisting of six modern stores, facade in stone with dwellings above.

As the said property presently subsists with all the rights, members and appurtenances and without any exception or reserve of any kind, particularly with all servitudes created in favour of or against the said property, subject to a lease in favour of Herbert S. Vipond, the said servitude as created and the said lease as contained in the deed of servitude and lease passed before Me George Carlyle Marler, notary, the 7th of July, 1930, and registered the following day under number 251187, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Curran, dated the 30th day of June, nineteen hundred and thirty three.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$10,300.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 22, 1934.

Sheriff's Office,
Montreal, February 28, 1934. 1312—9—2
[First publication, March 3rd., 1934]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Montréal, à savoir: } ALLIANCE NATIONALE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal; contre HENRI-PAUL CIMON, JOSEPH-LAURENT -ANATOLE TANGUAY, L. - OMER CANTIN et ELIE-EVARISTE TURGEON, tous de la cité de Québec, district de Québec, saisie comme appartenant au dit Joseph-Laurent-Anatole Tanguay, à savoir:

1. La subdivision 63 (soixante-trois) du lot No 2102 (deux mille cent deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement de forme irrégulière, situé coin sud-est de la rue Sainte-Agnès et de l'Avenue Renaud, contenant une superficie de 193 pieds, plus ou moins, mesure anglaise,

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Montreal, to wit: } ALLIANCE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal; against HENRI PAUL CIMON, JOSEPH LAURENT ANATOLE TANGUAY, L. OMER CANTIN and ELIE EVARISTE TURGEON, all of the city of Quebec, district of Quebec, seized as belonging to the said Joseph Laurent Anatole Tanguay, to wit:

1. Subdivision 63 (sixty three) of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two) of the official cadastre for Saint Sauveur Ward, of the city of Quebec, being an emplacement of irregular figure, situate at the Southeast corner of Saint Agnes Street and Renaud Avenue, containing an area of 193 feet, more or less, English measure,

sans garantie de mesures précises—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La subdivision 130 (cent trente) du lot No 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur de la cité de Québec, étant un emplacement de forme irrégulière, situé côté sud de la rue Sainte-Agnès, contenant une superficie de 2257 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesures précises—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. La subdivision 129 (cent vingt-neuf) du lot No 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé côté sud de la rue Sainte-Agnès, contenant une superficie de 2450 pieds, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesures précises—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tout offrant ou enchérisseur devra déposer entre les mains de l'huissier, avant que celui-ci reçoive son offre ou enchère, la somme de \$1,500.00, conformément au jugement rendu en date du 4 janvier 1934.

Pour être vendues "en bloc", à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, ce 13 février 1934. 997—7-2-o
[Première publication, le 17 février 1934]
[Deuxième publication, le 3 mars 1934]

without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Subdivision 130 (one hundred and thirty) of lot No. 2098 (two thousand and ninety eight) of the official cadastre for Saint Sauveur Ward, of the city of Quebec, being an emplacement of irregular figure situate on the South side of Saint Agnes Street, containing an area of 2257 feet, more or less, English measure, without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Subdivision 129 (one hundred and twenty nine) of lot No. 2098 (two thousand and ninety eight) of the official cadastre for Saint Sauveur Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the South side of Saint Agnes Street, containing an area of 2450 feet, more or less, without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Each and every bidder must deposit with the bailiff, before the latter may receive his offer or bid, the sum of \$1,500.00, pursuant to a judgment rendered the 4th of January, 1934.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 13th., 1934. 998—7-2
[First publication, February 17th., 1934]
[Second publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DE
No 27255. } PRÊTS ET PLACE-
MENTS DE QUÉBEC, corporation légale ayant
son principal bureau d'affaires en la cité de Qué-
bec; contre AUGUSTIN TREMBLAY, de La
Tuque, à savoir:

Les lots Nos 22-a-99 et 22-a-100 (vingt-deux-a-quatre-vingt-dix-neuf et vingt-deux-a-cent) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant des emplacements situés en la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, le 28 février 1934. 1297—9-2-o
[Première publication, le 3 mars 1934]
[Deuxième publication, le 17 mars 1934]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LA SOCIÉTÉ DE
No. 27255. } PRETS ET PLACE-
MENTS DE QUEBEC, a body politic and corpor-
ate having its head office in the city of Que-
bec; against AUGUSTIN TREMBLAY, of La
Tuque, to wit:

Lots Nos. 22-a-99 and 22-a-100 (twenty two-a-ninety nine and twenty two-a-one hundred) of the official cadastre for the first range of the Township of Mailhot, county of Champlain, being emplacements situate in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, February 28th., 1934. 1298—9-2
[First publication, March 3rd., 1934]
[Second publication, March 17th., 1934]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } ALBERT BÉLAN-
No 6538. } GER, Matane; vs
PHILIPPE GARON, savoir:

Partie du lot cent-quatre-vingt-deux au cadastre officiel de la paroisse de Matane, de 75 pieds par 75, borné au nord à la rue Chouinard, au sud

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } ALBERT BELAN-
No. 6538. } GER, Matane; vs
PHILIPPE GARON, to wit:

Part of lot one hundred and eighty two on the official cadastre for the parish of Matane, of 75 feet by 75, bounded on the North by Chouinard

à Olivain Gagné, à l'est à Félix Simard et à l'ouest à J.-A. Rioux, à charge de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de Matane, le TROISIEME jour d'AVRIL 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, le 27 février 1934. 1291—9—2—0
[Première publication, le 3 mars 1934]

Street, on the South by Olivain Gagné, on the East by Félix Simard and on the West by J. A. Rioux, subject to a ground rent.

To be sold at the church door of Matane, on the THIRD day of APRIL, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, February 27th., 1934. 1292—9—2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } EDOUARD RUEST,
No 2463. } Price; vs DAME
ANNA ROSS, veuve Laurent Laviolette, savoir:

Un terrain au village de Price d'environ $\frac{1}{4}$ d'arpent en superficie, borné au nord au chemin, à l'est à H. Fortin, au sud à Jos. Fournier et à l'ouest à Alphonse Paradis, étant partie du No D-B, rang A du canton Cabot, au cadastre officiel de Saint-Octave de Métis, à charge de la rente foncière.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rémi de Price, le TROISIEME jour d'AVRIL 1934, à MIDI.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 27 février 1934. 1293—9—2—0
[Première publication, 3 mars, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } EDOUARD RUEST,
No. 2463. } Price; vs DAME
ANNA ROSS, widow of Laurent Laviolette, to wit:

A lot of land in the village of Price, of about $\frac{1}{4}$ arpent in superficies, bounded on the North by the road, on the East by H. Fortin, on the South by Jos. Fournier, and on the West by Alphonse Paradis, being part of No. D-B, range A of the township of Cabot, on the official cadastre for Saint Octave de Metis, subject to a ground rent.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rémi de Price, on the THIRD day of APRIL, 1934, at TWELVE o'clock NOON.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, February 27, 1934. 1294—9—2
[First publication, March 3rd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JOSAPHAT ST-PIER-
No 4017. } RE; vs LA CORPO-
RATION DU VILLAGE SAINDON, savoir:

Comme appartenant au demandeur:
Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures et demie le vingt-huit novembre 1933, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, aura lieu au même endroit, le DIX-NEUVIEME jour de MARS 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, le 27 février 1934. 1295—0

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSAPHAT ST-PIER-
No. 4017. } RE; vs THE COR-
PORATION OF THE VILLAGE OF SAIN-
DON, to wit:

As belonging to the plaintiff:
Notice is hereby given that the sale of the immoveables sized in the present case which should have taken place at half past ten o'clock on November the twentieth 1933, the church door of the parish of Sainte Marie de Sayabec, shall take place at the same place, on the NINE-TEENTH day of MARCH, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, February 27th., 1934. 1296—0

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } J.-B. DESJARDINS,
No 4517. } J. avocat; vs DAME
LEDA PARENT, épouse de Louis Turcotte, de la ville de Rimouski, dûment autorisée, savoir:

Parties des lots soixante-seize et soixante-dix-huit au cadastre de Saint-Mathieu, bornées au nord à A. Dionne, au sud à A. Dionne, au chemin et J. Jean, à l'est à A. Dionne et E. Dionne, à l'ouest à Elzéar Bélanger—avec bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Mathieu, le QUATORZIEME jour de MARS 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 6 février 1934. 895—6—2—0
[Première publication, 10 février, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } J. B. DESJARDINS,
No. 4517. } J. advocate; vs DA-
ME LEDA PARENT, wife of Louis Turcotte, of the town of Rimouski, duly authorized, to wit:

Parts of lots seventy six and seventy eight on the cadastre for Saint Mathieu, bounded on the North by A. Dionne, on the South by A. Dionne, by the road and by J. Jean, on the East by A. Dionne and E. Dionne, on the West by Elzéar Bélanger—with buildings.

To be sold at the church door of Saint Mathieu, on the FOURTEENTH day of MARCH 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, February 6, 1934. 896—6—2
[First publication, February, 10th., 1934]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } LOUIS MER-
Province de Québec, } CIER, deman-
District de Saint-François, } deur; vs LES HÉ-
No. 666. } RITIERS L É-
GAUX DE PIERRE FORTIER, de Saint-
Romain-de-Winslow, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs:
Le lot A, rang 2, sud-est, et lot B, rang 3, sud-est, du canton de Winslow, paroisse de Saint-Romain—avec bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Romain-de-Winslow, JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce vingt-sixième jour de février 1934.

[Première publication, le 3 mars 1934]
1251—9-2-0

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans et pour le comté de Stanstead.—Cour du Magistrat.—(Coaticook).

Canada, } JEAN - CHAR-
Province de Québec, } LES SAMSON,
District de Saint-François, } avocat, de Coati-
No. 2338. } cook, dit district,
demandeur; contre WALTER GRAVES, de
Way's Mill, dit district, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur.
Lots de cadastre Nos 2-D et 2-E dans le sixième rang du canton de Barnston, d'environ 27 acres—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" au Bureau du Régistrateur, à Stanstead, le TREIZIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures et QUINZE minutes de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 7ème jour de février 1934.
[Première publication, 10 février, 1934]
889—6-2-0

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } LEO CARRIÈRE,
Province de Québec, } marchand de bois
District de Terrebonne, } de Pine Hill, dans le
No. 4861. } canton de Chatham,
district de Terrebonne, demandeur; vs FABIEN
HOGUE et ADELARD HOGUE, tous deux du
Lac des Seize Iles, comté d'Argenteuil, district de
Terrebonne, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs l'immeuble suiçant, savoir:

1. Une pointe de terrain situé sur le côté du Lac des Seize Iles, sur la partie nord-est de la part nord-ouest ci-dessus décrite, à compter à partir de la grève jusqu'à la ligne du terrain vendu au dit M. Corbeil, savoir: une distance ou profondeur de quatre cent cinquante pieds, mesure anglaise et plus ou moins et

2. Une autre partie ou emplacement situé au nord-ouest de l'emplacement vendu à Alphonse Hogue, d'une largeur de deux cents pieds et borné

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } LOUIS MER-
Province de Québec, } CIER, plain-
District of Saint Francis, } tiff; vs LAWFUL
No. 666. } HEIRS OF PIER-
RE FORTIER, of Saint Romain de Winslow,
defendants.

Seized as belonging to the said defendants:
The lot A, range 2, South East, and lot B, range 3, South East of the township of Winslow, parish of Saint Romain—with the buildings thereon erected, circumstances and dependances.

To be sold at the parochial church door of Saint Romain de Winslow, THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock, in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 26th. day of February, 1934.

[First publication, March 3rd., 1934]
1252—9-2-0

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In and for the county of Stanstead.—Magistrate's Court.—(Coaticook)

Canada, } JEAN CHAR-
Province of Québec, } LES SAMSON,
District of Saint Francis, } advocate, of Coati-
No. 2338. } cook, said district,
plaintiff; against WALTER GRAVES, of
Way's Mill, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
Cadastral lots Nos. 2-D and 2-E in the sixth range of the township of Barnston of about 27 acres—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the Registry Office, at Stanstead, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock and FIFTEEN minutes in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 7th day of February, 1934.
[First publication, February 10th., 1934]
890—6-2-0

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } LEO CARRIÈRE,
Province of Québec, } lumber merchant,
District of Terrebonne, } of Pine Hill, in the
No. 4861. } township of Chat-
ham, district of Terrebonne, plaintiff; vs FABIEN
HOGUE and ADELARD HOGUE, both
of "Lac des Seize Iles", county of Argenteuil,
district of Terrebonne, defendants.

As belonging to said defendants, the following immovable, to wit:

1. A point of land situate on the side of "Lac des Seize Iles" on the Northeast part of the Northwest part hereinabove described, starting from the beach as far as the line of the land sold to the said M. Corbeil, to wit: a distance or depth of four hundred and fifty feet, English measure and more or less, and

2. Another parcel of land or emplacement situate on the Northwest of the emplacement sold to Alphonse Hogue, measuring two hundred feet

d'un côté par le Lac des Seize Iles et de l'autre côté par une ligne à être continuée en ligne droite et faisant la profondeur des emplacements de MM. Corbeil et Alphonse Hogue, et tel que clôturé.

3. Les emplacements et toutes les dépendances et autres constructions existant actuellement sur une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels comme étant $\frac{1}{2}$ du nord-ouest du lot vingt-deux (22) dans le dixième (10) rang du canton de Wentworth.

4. De tous les droits, actions, améliorations, défrichements, bâtisses, sur un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wentworth comme étant la moitié sud-est du numéro vingt-deux ($\frac{1}{2}$ S. E. 22) dans le dixième (10) rang.

Pour être vendus le DIX-SEPTIEME jour de MARS mil neuf cent trente-quatre, à UNE heure de l'après-midi, au Bureau d'Enregistrement du comté d'Argenteuil, dans la ville de Lachute, district de Terrebonne.

Bureau du shérif, Le shérif,
Saint-Jérôme, 5 février 1934. J.-W. CYR.
[Première publication, 10 février, 1934] 845-6-2-o

in width and bounded on one side by "Lac des Seize Iles" and on the other side by a line to be continued in a straight line and forming the depth of the emplacements of Messrs. Corbeil and Alphonse Hogue, and as fenced in.

3. The emplacements and all the dependencies and other buildings presently subsisting on a farm known and designated on the official plan and book of reference as being the Northwest $\frac{1}{2}$ of lot twenty two (22), in the tenth range (10) of the township of Wentworth.

4. All the rights, servitudes, improvements, clearings, buildings on a lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Wentworth, as being the Southeast half of number twenty two (S. E. $\frac{1}{2}$ 22), in the tenth (10) range.

To be sold on the SEVENTEENTH day of MARCH nineteen hundred and thirty four, at ONE o'clock in the afternoon, at the Registry Office of the County of Argenteuil, in the town of Lachute, District of Terrebonne.

J. W. CYR, Sheriff.
Sheriff's Office,
Saint Jérôme, February 5, 1934. 846-6-2
[First publication, February 10th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } FRED-I. MITCHELL,
District de Montréal, } des cité et district
No 125633. } de Montréal, deman-
deur; vs S. MATHEW-
SON, alias MATHESON, of Quincy, New Jer-
sey, Etats-Unis, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre situé en la ville de Barkmere, dans le comté d'Argenteuil, en la province de Québec, lequel forme partie du lot de terre connu et désigné par le numéro trois dans le sixième rang (rang 6 ptie 10ème No 3) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Montcalm, dans le dit comté, et borné en front vers le nord par le lac Bark, en arrière vers le sud par une ligne droite tirée à travers le dit lot numéro trois partant d'un point dans la ligne de la division entre les lots numéros deux et trois dans le dit rang, à une distance de deux cent vingt-cinq pieds du lac Bark jusqu'à un point dans la ligne de division entre les lots numéros trois et quatre dans le dit rang, à une distance de deux cent vingt-cinq pieds du lac Bark, la dite ligne d'arrière étant la ligne d'arrière de la dite partie du lot numéro trois vendue par Edward J. Graham à Charles A. Spencer par acte de vente par devant C. Cushing, N. P., le 6 octobre 1908, d'un côté vers l'est par une ligne droite s'étendant du lac Bark à la dite ligne arrière, et étant parallèle à et à une distance de trois cents pieds à l'ouest de la dite ligne de division entre les dits lots numéros trois et quatre, et de l'autre côté vers l'ouest par une autre ligne droite du lac Bark à la dite ligne arrière et étant parallèle à et à trois cent vingt-cinq pieds à l'est de ladite ligne de division entre les dits lots numéros deux et trois, et contenant toute la quantité de terre qui peut se trouver dans les dites bornes; toutes les mesures sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins. Avec le camp connu sous le nom de "Nest among the trees" et hangar à canots sus-érigés, et le contenu du dit camp, avec ensemble tous autres droits et appartenances s'y rapportant.

Pour être vendu, le DIX-SEPTIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-quatre, à UNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } FRED I. MITCHELL,
District of Montreal, } of the city and dis-
No. 125633. } trict of Montreal, plain-
tiff; vs S. MATHEW-
SON, alias MATHESON, of Quincy, New Jer-
sey, United States, defendant.

As belonging to said defendant the following immovable, to wit:

The parcel of land situate in the town of Barkmere, in the county of Argenteuil, in the Province of Quebec, which forms part of the lot of land known and designated by the number three in the sixth range (Range 6 pt. 10th No. 3) on the official plan and in the book of reference of the township of Montcalm, in the said county, and bounded in front towards the North by Bark Lake, in rear towards the South by a straight line drawn across the said lot number three from a point in the line of division between lots numbers two and three in the said range, distant two hundred and twenty five feet from Bark Lake to a point in the line of division between lots numbers three and four in the said range distant two hundred and twenty five feet from Bark Lake, the said rear line being the rear line of said part of lot number three sold by Edward J. Graham to Charles A. Spencer, by a deed of sale before C. Cushing N. P., the 6th October 1908; on one side towards the East by a straight line extending from Bark Lake to the said rear line, and being parallel to and three hundred feet westerly from the said line of division between said lots numbers three and four, and on the other side towards the West by another straight line from Bark Lake to the said rear line and being parallel to and three hundred and twenty five feet easterly from the said line of division between said lots numbers two and three, and containing whatever quantity of land may be found within the said boundaries; all measurements are in English measure and more or less. With the camp known as "Nest among the trees" and boathouse thereon and the contents of the said camp, together with all other rights and appurtenances thereto belonging.

To be sold on the SEVENTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty four, at

heure de l'après-midi, au Bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, dans la ville de Lachute, district de Terrebonne.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, 5 février 1934.
[Première publication, 10 février 1934]

Le shérif,
J.-W. CYR.
847—6—2

ONE o'clock in the afternoon, at the Registry Office of the County of Argenteuil, in the town of Lachute, District of Terrebonne.

Sheriff's Office,
Saint Jérôme, February 5, 1934.
[First publication, February 10th., 1934]

J. W. CYR,
Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District des Trois-Rivières.—Cour Supérieure.

No 2145. } LA CORPORATION DE LA
CITE DES TROIS-RIVIERES, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, demanderesse; vs ALBERT-PIERRE FRIGON, des cité et district de Montréal, défendeur.

A. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, à l'endroit appelé le fief de la commune, étant partie du lot numéro vingt-six (P. 26) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant six cent quarante-cinq pieds dans sa ligne sud, où il touche les lots numéros quatre cent quarante, quatre cent quarante et un et quatre cent quarante-deux (440, 441 et 442); six cent quarante et un pieds dans sa ligne ouest où il touche le résidu du dit lot numéro vingt-six; six cent quarante-six pieds et cinquante parties dans sa ligne est, où il touche le chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien, et cinq cent quarante-six pieds en profondeur où il touche encore le résidu du dit lot vingt-six (26); le tout formant une superficie de trois cent quatre-vingt-trois mille cent cinquante-trois pieds, mesure anglaise—avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées; et notamment un droit de passage à l'extrémité est du lot No 442, de cinquante pieds de largeur, allant jusqu'à la rue Saint-Philippe; et un autre droit de passage sur une autre partie du lot No 442 à l'extrémité ouest du terrain ci-dessus désigné, de cinquante pieds de largeur, jusqu'à la rue Saint-Philippe; traversant la dite rue et continuant sur le No 462 où il a alors une largeur de quarante pieds et continuant jusqu'à la rue Notre-Dame—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

B. Une lisière de terrain faisant partie du lot numéro vingt-six (P. 26) aux plan et livre de renvoi officiels pour la cité des Trois-Rivières, mesurant dix mille quatre-vingts pieds (10,080) en superficie, et désignée par les lettres "P.J.L.R.P.", sur un plan préparé par Benjamin Bourgeois, A.G., en date du 19 juin 1930, signé par les parties à un acte de vente entre A.-P. Frigon, et la Corporation de la cité des Trois-Rivières, passée le 27 janvier 1931, devant le notaire L.-Philippe Mercier, sous le No 11, 072 de ses minutes et dont un bleu a été annexé à la copie du dit acte déposée au bureau d'enregistrement pour fin d'enregistrement.

"A distraire cependant des dits terrains les parties suivantes qui ont été vendues ou cédées par le dit A.-P. Frigon, à la Corporation des Trois-Rivières:

1. Une lisière de terrain destinée au prolongement de la rue Saint-Olivier, à être prise sur et à même le lot de terre connu sous le numéro vingt-six (P. 26) sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant cette lisière soixante

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Trois-Rivières.—Superior Court.

No. 2145. } THE CORPORATION OF THE
CITY OF TROIS-RIVIERES, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff; vs ALBERT PIERRE FRIGON, of the city and district of Montreal, defendant.

A. A lot of land situate in the city of Trois-Rivières, at the place called "Le Fief de la Commune", being a part of lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastral plan and book of reference for the city of Trois-Rivières, measuring six hundred and forty five feet in its south line, where it adjoins lots numbers four hundred and forty, four hundred and forty one and four hundred and forty two (440, 441 and 442); six hundred and forty one feet in its West line where it adjoins the residue of said lot number twenty six; six hundred and forty six feet and fifty parts in its East line, where it adjoins the belt line of the Canadian Pacific Railway, and five hundred and forty six feet in depth where it adjoins again the residue of said lot twenty six (26); the whole forming an area of three hundred and eighty three thousand one hundred and fifty three feet, English measure—with the active or passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto, and principally a right of way at the East extremity of lot No. 442, of fifty feet in width, running as far as Saint Philippe Street; and another right of way over another part of lot No. 442 at the West extremity of the hereinabove designated lot of land, of fifty feet in width, as far as Saint Philippe Street, crossing the said street and continuing over No. 462 where it then has a width of forty feet and continuing as far as Notre-Dame Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

B. A strip of land forming part of lot number twenty six (Pt. 26) of the official plan and book of reference for the city of Trois-Rivières, measuring ten thousand and eighty feet (10,080) in area, and marked by the letters "P.J.L.R.P.", on a plan prepared by Benjamin Bourgeois, L.S., dated June 19, 1930, signed by the parties to the deed of sale between A. P. Frigon and the Corporation of the City of Trois-Rivières, passed January 27, 1931, before notary L. Philippe Mercier, under No. 11,072 of his Minutes and whereof a blue print was attached to the copy of the said deed filed in the Registry office for the purpose of registration.

To be deducted however from said lots the following parts which were sold or ceded by the said A. P. Frigon to the Corporation of Trois-Rivières:

1. A strip of land destined for the prolongation of Saint Olivier Street, to be taken on and out of the lot of land known under number twenty six (Pt. 26) of the official cadastral plan and book of reference for the city of Trois-Rivières, the said strip measuring sixty feet in width by

pieds de largeur par une profondeur de cinq cent cinquante pieds dans sa ligne nord-ouest et de cinq cent soixante pieds dans sa ligne sud-est, formant une superficie de trente-trois mille trois cents pieds, le tout à mesure anglaise et plus ou moins; bornée la dite lisière comme suit: A un bout, vers le nord-est, par le terrain du chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien, à l'autre bout, vers le sud-ouest, par une partie appartenant à l'acquéreur du dit lot numéro vingt-six, des côtés nord-ouest et sud-est à d'autres parties appartenant au vendeur du même lot numéro vingt-six; telle que cette lisière est indiquée en teinte rose par les lettres "F.G.G." et I sur le plan préparé par M. Benjamin Bourgeois, arpenteur-géomètre, de cette cité, en date du 26 avril dernier, (1927).

2. Une autre lisière de terrain destinée au prolongement de la rue Royale, à être prise sur et à même le lot de terre connu sous le numéro vingt-six (P. 26) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, mesurant cette lisière soixante pieds de largeur par une profondeur de six-cent vingt-cinq pieds dans sa ligne nord-ouest et de six cent trente-cinq pieds dans sa ligne sud-est, formant une superficie de trente-sept mille huit cents pieds; le tout à mesure anglaise et plus ou moins; bornée la même lisière de terrain comme suit: A un bout vers le nord-est par le terrain du chemin de fer de ceinture du Pacifique Canadien; à l'autre bout vers le sud-ouest par une partie appartenant à l'acquéreur du dit lot numéro vingt-six; du côté nord-ouest à une autre partie appartenant au vendeur du même lot numéro vingt-six; et du côté sud-est, à la lisière de terrain en troisième lieu ci-après décrite.

3. Une autre lisière de terrain contiguë à celle en deuxième lieu sus-décrite, mesurant trente-quatre mille sept cent vingt pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins, et désignée sur le plan de la subdivision officielle de partie du numéro vingt-six du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, sous les numéros cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze.

4. Une lisière de terrain faisant partie du lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant quarante-quatre mille six cent huit pieds (44,608) en superficie et désignée par les lettres "A.Z.O.E.A." sur le plan préparé par Benj. Bourgeois, A.G., en date du 19 juin 1930.

5. Un autre terrain de forme triangulaire faisant aussi partie du dit lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant trois mille cent soixante-cinq pieds (3,165) en superficie, désignée par les lettres "B.W.Y.B." sur le plan ci-dessus mentionné.

6. Un terrain de ferme quadrilatère, faisant partie du susdit lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant treize mille neuf cent soixante-neuf pieds (13,969) en superficie, et indiqué par les lettres "G.W.Y.C.G.", au plan mentionné ci-dessus.

Ces trois derniers terrains formant une superficie de soixante et un mille sept cent quarante-deux pieds (61742).

7. Un autre morceau de terrain faisant partie

a depth of five hundred and fifty feet in its Northwest line and five hundred and sixty feet in its Southeast line, forming an area of thirty three thousand three hundred feet, the whole English measure and more or less; bounded the said strip as follows: At one end, towards the Northeast, by the land of the belt line of the Canadian Pacific Railway, at the other end towards the Southwest, by a part belonging to the purchaser of said lot number twenty six, on the Northwest and Southeast sides by other parts belonging to the vendor of the same lot number twenty six; as the said strip is marked in red by the letters "F.G.G." and I on the plan prepared by Mr. Benjamin Bourgeois, Land Surveyor, of the said city, dated April 26 last, (1927).

2. Another strip of land destined for the prolongation of Royale Street, to be taken on and out of the lot of land known under number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring the said strip sixty feet in width by a depth of six hundred and twenty five feet in its Northwest line and six hundred and thirty five feet in its Southeast line, forming an area of thirty seven thousand eight hundred feet, the whole English measure and more or less, bounded the said strip of land, as follows: At one end towards the Northeast by the land of the belt line of the Canadian Pacific Railway, at the other end towards the Southwest by a part belonging to the purchaser of said lot number twenty six, on the Northwest side by another part belonging to the vendor of the same lot number twenty six; and on the Southeast, by the strip of land thirdly hereinafter described.

3. Another strip of land contiguous to that hereinabove secondly described, measuring thirty four thousand seven hundred and twenty feet in area, English measure, and more or less, and designated on the official subdivision plan of part of number twenty six of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, under numbers one hundred and eighty two, one hundred and eighty three, one hundred and eighty four, one hundred and eighty five, one hundred and eighty six, one hundred and eighty seven, one hundred and eighty eight, one hundred and eighty nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety one, one hundred and ninety two, one hundred and ninety three, one hundred and ninety four.

4. A strip of land forming part of lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, containing forty four thousand six hundred and eight feet (44,608) in area and marked by the letters "A.Z.O.E.A." on the plan prepared by Benj. Bourgeois, I. S., dated June 19, 1930.

5. Another lot of land of triangular figure, forming also part of said lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, measuring three thousand one hundred and sixty five feet (3,165) in area, marked by the letters "B.W.Y.B.", on the hereinabove mentioned plan.

6. A lot of land of quadrilateral figure, forming part of the aforesaid lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring thirteen thousand nine hundred and sixty nine feet (13,969) in area, and marked by the letters "G.W.Y.C.G.", on the hereinabove mentioned plan.

These three last mentioned lots of land forming an area of sixty one thousand seven hundred and forty two (61742).

7. Another parcel of land forming part of said

du dit lot numéro vingt-six (P. 26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant douze mille huit cent quarante-sept (12847) pieds en superficie et indiqué par les lettres "S.G.C.H. N.S." au plan mentionné ci-dessus.

Pour être vendu, le dit immeuble, au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUATORZIEME jour de MARS mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 6 février 1934.
[Première publication, le 10 février 1934]
879-6-2-o

lot number twenty six (Pt. 26) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, containing twelve thousand eight hundred and forty seven feet (12847) in area and marked by the letters "S.G.C.H.N.S.", on the hereinabove mentioned plan.

To be sold, the said immovable, at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on the FOURTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, February 6, 1934. Sheriff.
[First publication, February 10th, 1934]
880-6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District des Trois-Rivières.—Cour Supérieure.
No 2472. } LA CAISSE POPULAIRE DE
 } SAINT-SYLVERE, corpora-
tion légalement constituée et société coopérative régie par la loi de Syndicats de Québec, ayant son principal siège d'affaires en la paroisse de Saint-Sylvere, Co. de Nicolet, demanderesse; vs ALFRED alias FREDY HARDY, de la paroisse de Saint-Sylvere, Co. Nicolet, défendeur.

1. Une terre située dans le quatorzième rang du canton de Maddington, dans la paroisse de Saint-Sylvere, comté de Nicolet, étant partie sud-est du lot numéro cinq cent trente (P.S.E. 530) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude, dont Saint-Sylvere a été démembrée, bornée en front par le chemin des treizième et quatorzième rangs, en profondeur au cordon du quinzième rang, au sud-est par Arthur Poirier et au nord-ouest par Albert Dubois.

2. Une terre située dans le quatorzième rang du canton de Maddington, dans la paroisse de Saint-Sylvere, de deux acres et quart de front sur la profondeur des lots, étant le numéro cinq cent vingt-neuf (529) du cadastre du comté de Nicolet, pour Sainte-Gertrude—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Sylvere, le QUINZIEME jour de MARS mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 6 février 1934.
[Première publication, le 10 février 1934]
881-6-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Trois-Rivières.—Superior Court.
No. 2472. } LA CAISSE POPULAIRE DE
 } SAINT-SYLVERE, a body
politic and corporate and a co-operative association governed by the Quebec Syndicates' Act, having its principal place of business in the parish of Saint Sylvere, county of Nicolet, plaintiff; vs ALFRED alias FREDY HARDY, of the parish of Saint Sylvere, county of Nicolet, defendant.

1. A farm situate in the fourteenth range of the township of Maddington, in the parish of Saint Sylvere, county of Nicolet, being the Southeast part of lot number five hundred and thirty (S. E. Pt. 530) on the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude, from which Saint Sylvere has been dismembered, bounded in front by the road of the thirteenth and fourteenth ranges, in depth by the *cordon* of the fifteenth range, on the Southeast by Arthur Poirier and on the Northwest by Albert Dubois.

2. A farm situate in the fourteenth range of the township of Maddington, in the parish of Saint Sylvere, of two acres and a quarter in front by the depth of the lots, being number five hundred and twenty nine (529) on the cadastre of the county of Nicolet, for Sainte Gertrude—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvere, on the FIFTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, February 6, 1934. Sheriff.
[First publication, February 10th, 1934]
882-6-2

Avis divers

"DIANA SWEETS, LIMITED".

Extrait du Règlement II (a)

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs.
Montréal, ce 7ème jour de février 1934.

Le secrétaire,
1329a C. SCHOOLARINOS.

Miscellaneous Notices

"DIANA SWEETS, LIMITED".

Extract from By-law II (a)

The affairs of the Company shall be managed by a Board of three directors.
Montreal, this 7th day of February, 1934.

C. SCHOOLARINOS,
1330a-o Secretary.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 9

Index of the Quebec Official Gazette, No. 9

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dame Labbé vs Vachon	1096
" Robillard vs Robillard	1096

ANNONCEURS:—AVIS AUX—	1055
-----------------------------	------

ASSEMBLÉE:—

Alma & Jonquiere Railway Co.....	1098
----------------------------------	------

ASSURANCES:—

The British Oak Ins. Co., Ltd. of London, England.....	1097
United Sons & Daughters of Africa Ben- evolent Association of Montreal.....	1097

AVIS DIVERS:—

Diana Sweets, Limited.....	1130
Lanoraie Natural Gas Co., Ltd.....	1097
Montreal Coke & Manufacturing Co... ..	1097
Pickle Crow Gold Mines, Ltd.....	1098
Stanley Gold Mines, Limited.....	1098
The Lyman Real Estate Corp., Ltd.....	1098
Thibaudeau & Frères vs Bédard.....	1098

BUREAUX-CHEFS:—

Novelty Mfg. Co., Ltd.....	1099
Thomson Gingras Lumber Co., Ltd.....	1099

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Desrochers, Dr J. H.....	1096
Hardy Gustave.....	1095
Succession C. Wilson.....	1095
Succession L.-O. Grothé.....	1096

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Saint-François- ouest.....	1099
Saint-Pierre-de-Broughton.....	1105
Ville des Laurentides.....	1105

LETTRES PATENTES:—

Advanced Hat, Incorporated.....	1056
Blondell's, Inc.....	1057
Darling Realities, Limited.....	1059
Editions de L'Ordre (Limitée).....	1090
Federal Loan and Finance Corp.....	1084
La Cie des Produits Diaphanites, Ltée— The Diaphanite Products Co., Ltd....	1062
Lanoraie Natural Gas Co., Ltd.....	1089
L'Association des Camps à Chalets Tou- ristiques de Québec, Inc.....	1065
Le Secours Familial du Canada, Inc.— (The Familial Assistance of Canada, Inc.).....	1066
Meridian Club, Limited.....	1069
Quebec Unit No. 33 Army & Navy Vete- rans, Inc.....	1071
Riverview Club, Limited.....	1073
The Diamond Shoe Co., Ltd.....	1076
Torrid Furnace, Ltd.....	1078
V. Lebeault, Limitée.....	1080
Williams Textiles, Inc.....	1082

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Labbé vs Vachon.....	1096
" Robillard vs Robillard.....	1096

ADVERTISERS:—NOTICE TO—.....	1055
------------------------------	------

MEETING:—

Alma & Jonquiere Railway Co.....	1098
----------------------------------	------

INSURANCES:—

The British Oak Ins. Co., Ltd. of London, England.....	1097
United Sons & Daughters of Africa Ben- evolent Association of Montreal.....	1097

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Diana Sweets, Limited.....	1130
Lanoraie Natural Gas Co., Ltd.....	1097
Montreal Coke & Manufacturing Co... ..	1097
Pickle Crow Gold Mines, Ltd.....	1098
Stanley Gold Mines, Limited.....	1098
The Lyman Real Estate Corp., Ltd.....	1098
Thibaudeau & Frères vs Bédard.....	1098

CHIEF-OFFICES:—

Novelty Mfg. Co., Ltd.....	1099
Thomson Gingras Lumber Co., Ltd.....	1099

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Desrochers, Dr J. H.....	1096
Hardy Gustave.....	1095
Estate C. Wilson.....	1095
Estate L.-O. Grothé.....	1096

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Saint François west.....	1099
Saint-Pierre-de-Broughton.....	1105
Town of Laurentides.....	1105

LETTERS PATENT:—

Advanced Hat, Incorporated.....	1056
Blondell's, Inc.....	1057
Darling Realities, Limited.....	1059
Editions de L'Ordre (Limitée).....	1090
Federal Loan and Finance Corp.....	1084
La Cie des Produits Diaphanites, Ltée— The Diaphanite Products Co., Ltd....	1062
Lanoraie Natural Gas Co., Ltd.....	1089
L'Association des Camps à Chalets Tou- ristiques de Québec, Inc.....	1065
Le Secours Familial du Canada, Inc.— (The Familial Assistance of Canada, Inc.).....	1066
Meridian Club, Limited.....	1069
Quebec Unit No. 33 Army & Navy Vete- rans, Inc.....	1071
Riverview Club, Limited.....	1073
The Diamond Shoe Co., Ltd.....	1076
Torrid Furnace, Ltd.....	1078
V. Lebeault, Limitée.....	1080
Williams Textiles, Inc.....	1082

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Keating's, Ltd	1091
Ritz Club, Inc	1091

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'Élevage de Chevaux Belges du Comté de Saint-Maurice	1105
---	------

MINUTES DE NOTAIRES:—

Audet, Joseph-Antoine	1094
Desaulniers, Henri	1094

NOMINATIONS:—

Diverses	1099
Diverses	1105

PROCLAMATIONS:—

Cadastre du canton de Alleyn	1092
Cadastre du canton de Brayson	1093

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Beaulieu, R.-H.	1104
Beaulieu, R.-H.	1103
Courchesne, Deus	1102
L'Étoile, Incorporée	1101

VENTE PAR LICITATION:—

Renaud vs Renaud <i>et al.</i>	1100
--------------------------------------	------

VENTE POUR TAXES:—

Cité de Rivière-du-Loup	1095
-------------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Chapleau vs Lemire	1105
Lafleur vs La Cie de Téléphone de Ville- montel	1106
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Rousseau	1106

ARTHABASKA:—

Huot vs Demers	1106
----------------------	------

BEAUCE:—

Lebrun vs Boucher	1107
-------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

Commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme vs Rouleau ..	1107
---	------

IBERVILLE:—

Décelles vs Grégoire	1107
----------------------------	------

MONTREAL:—

Amiot vs Candlish <i>et al.</i>	1108
André Leroux & Fils, Ltée vs Fleurent ..	1113
Beaulieu vs Bertrand <i>et al.</i>	1113
Benoit <i>et vir</i> vs Cantin	1114
Brisebois <i>et al</i> vs Ladouceur	1109
Brisset des Nos vs Provost	1118
Chevalier vs Dominique	1115
Cité de Montréal vs Perrin <i>et al.</i>	1114

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Keating's, Ltd	1091
Ritz Club, Inc	1091

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'Élevage de Chevaux Belges du Comté de Saint-Maurice	1105
---	------

NOTARIAL MINUTES:—

Audet, Joseph-Antoine	1094
Desaulniers, Henri	1094

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous	1099
Miscellaneous	1105

PROCLAMATIONS:—

Cadastre of the township of Alleyn	1092
Cadastre of the township of Brayson ..	1093

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Beaulieu, R.-H.	1104
Beaulieu, R.-H.	1103
Courchesne, Deus	1092
L'Étoile, Incorporée	1101

SALE BY LICITATION:—

Renaud vs Renaud <i>et al.</i>	1100
--------------------------------------	------

SALE FOR TAXES:—

City of Riviere du Loup	1095
-------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Chapleau vs Lemire	1105
Lafleur vs La Cie de Téléphone de Ville- montel	1106
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Rousseau	1106

ARTHABASKA:—

Huot vs Demers	1106
----------------------	------

BEAUCE:—

Lebrun vs Boucher	1107
-------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

School Commissioners of the parish of Saint-Jean-Chrysostome vs Rouleau ..	1107
---	------

IBERVILLE:—

Décelles vs Grégoire	1107
----------------------------	------

MONTREAL:—

Amiot vs Candlish <i>et al.</i>	1108
André Leroux & Fils, Ltée vs Fleurent ..	1113
Beaulieu vs Bertrand <i>et al.</i>	1113
Benoit <i>et vir</i> vs Cantin	1114
Brisebois <i>et al</i> vs Ladouceur	1109
Brisset des Nos vs Provost	1118
Chevalier vs Dominique	1115
City of Montreal vs Perrin <i>et al.</i>	1114

Destroismaisons <i>et al</i> vs Jodoin.....	1108	Destroismaisons <i>et al</i> vs Jodoin.....	1108
Germain <i>et vir</i> vs Lachapelle <i>et al</i>	1119	Germain <i>et vir</i> vs Lachapelle <i>et al</i>	1119
King vs Cohen.....	1116	King vs Cohen.....	1116
Kolber vs Steinwold <i>et al</i>	1110	Kolber vs Steinwold <i>et al</i>	1110
Larose <i>et al</i> vs Wilkinson <i>et al</i>	1121	Larose <i>et al</i> vs Wilkinson <i>et al</i>	1121
Lemay vs Desparois.....	1110	Lemay vs Desparois.....	1110
Masson <i>et al</i> vs Taylor.....	1116	Masson <i>et al</i> vs Taylor.....	1116
Molson <i>et al</i> vs Beaulieu.....	1111	Molson <i>et al</i> vs Beaulieu.....	1111
Morrison <i>et al</i> vs Boisclair.....	1111	Morrison <i>et al</i> vs Boisclair.....	1111
Ostrovsky vs Silverstein.....	1109	Ostrovsky vs Silverstein.....	1109
People's Thrift & Investment Co. vs Goldner.....	1112	People's Thrift & Investment Co. vs Goldner.....	1112
Poissant vs Favreau <i>et al</i>	1109	Poissant vs Favreau <i>et al</i>	1109
Ranger vs Leduc.....	1119	Ranger vs Leduc.....	1119
Roy vs Lafaille <i>et al</i>	1119	Roy vs Lafaille <i>et al</i>	1119
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Vipond <i>et al</i>	1122	The Commercial Loan Co., Ltd. vs Vipond <i>et al</i>	1122
The Prudential Ins. Co. of America vs Gauthier.....	1117	The Prudential Ins. Co. of America vs Gauthier.....	1117
The Prudential Ins. Co. of America vs Héritiers J.-R. Cloutier.....	1117	The Prudential Ins. Co. of America vs Héritiers J. R. Cloutier.....	1117
The Royal Trust Co. vs Manis.....	1120	The Royal Trust Co. vs Manis.....	1120
Vallières vs Boucher <i>et al</i>	1113	Vallières vs Boucher <i>et al</i>	1113
QUÉBEC:—		QUEBEC:—	
Alliance Nationale vs Cimon <i>et al</i>	1123	Alliance Nationale vs Cimon <i>et al</i>	1123
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Tremblay.....	1124	La Société de Prêts et Placements de Québec vs Tremblay.....	1124
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
Bélanger vs Garon.....	1124	Bélanger vs Garon.....	1124
Desjardins vs Parent <i>et vir</i>	1125	Desjardins vs Parent <i>et vir</i>	1125
Ruest vs Ross.....	1125	Ruest vs Ross.....	1125
St-Pierre vs Village de Saindon.....	1125	St-Pierre vs Village of Saindon.....	1125
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Mercier vs Héritiers P. Fortier.....	1126	Mercier vs Heirs P. Fortier.....	1126
Samson vs Graves.....	1126	Samson vs Graves.....	1126
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Carrière vs Hogue <i>et al</i>	1126	Carrière vs Hogue <i>et al</i>	1126
Mitchell vs Mathewson.....	1127	Mitchell vs Mathewson.....	1127
TROIS-RIVIÈRES:—		TROIS RIVIERES:—	
Cité des Trois-Rivières vs Frigon.....	1128	City of Trois Rivieres vs Frigon.....	1128
La Caisse Populaire de Saint-Sylvère vs Hardy.....	1130	La Caisse Populaire de Saint Sylvère vs Hardy.....	1130

